

Sans Visa : Liban

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUANTIÈME ANNÉE - N° 15076 - 7 F

SAMEDI 17 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Dialogue ibéro-américain

LES vingt et un chefs d'Etat de gouvernement réunis à Bahia pour le troisième sommet ibéro-américain devaient achever leurs travaux vendredi 16 juillet par une déclaration commune. Ouvert par le président brésilien Itamar Franco et le roi d'Espagne Juan Carlos, cet exercice n'a pas d'objectif très précis, en raison de la diversité des participants. Il permet avant tout des échanges de vues et un dialogue entre les peuples hispanophones et lusophones de la péninsule ibérique et du continent américain.

Comme le veut la tradition dans ce type de forum, Fidel Castro a dénoncé l'embargo imposé à Cuba par Washington. Le chef de l'Etat cubain en a aussi profité pour se livrer à un vibrant plaidoyer pro domo, que la vie misérable de son peuple ne justifie guère. M. Castro a enfin attaqué avec une ardeur de jeune homme le « néo-libéralisme », qui est, selon lui, une des plaies du monde contemporain en général, et de l'Amérique latine en particulier.

ON attendait beaucoup d'un autre intervenant, le Péruvien Alberto Fujimori. Il s'agissait pour le dernier d'effectuer sa rentrée diplomatique après quinze mois d'ostracisme dus à son coup de force d'avril 1992 contre les institutions démocratiques de son pays, où il avait pourtant été élu bien et fort légalement en juin 1990. Traité d'aise et manifestement ravi de récupérer une légitimité internationale, M. Fujimori a critiqué ce qu'il a appelé un « pseudo-système démocratique » dans lequel les élites occupent tout le pouvoir et ne gouvernent qu'en vue de leurs propres intérêts.

Dressant le bilan de ses trois années de gouvernement, il a annoncé une forte baisse de l'inflation dans son pays et le retour à des réserves de change plus importantes. Ces résultats ont été, selon le président péruvien, obtenus grâce aux sacrifices de la population et au soutien qu'il a reçu d'elle dans sa lutte contre la corruption et contre le terrorisme du Sendero lumineux.

CUBA et le Pérou étaient au centre de l'attention pour une raison simple : M. Castro et M. Fujimori sont, chacun à sa manière, en décalage avec la démocratie. Le premier, héritier à la fois de la vieille conception latino-américaine du caudillo et d'une variante tropicale du communisme, n'a pas beaucoup d'estime pour les libertés qu'on appelait jadis « formelles », voire « bourgeoises ». Il tient régulièrement des élections qui ressemblent au rituel vide de sens qu'observait naguère le pouvoir soviétique. Le second est persuadé qu'il fallait reprendre fermement en main un pays qui allait à la dérive, et il peut, à cet égard, se targuer de plusieurs succès.

Les péchés de M. Fujimori ne sont que véniels et laissent prévoir qu'il viendra à réajustement. La cécité de M. Castro paraît plus grave. La démocratie a fait depuis une dizaine d'années d'extraordinaires progrès en Amérique latine, comme en témoigne la liste des participants à ce troisième sommet ibéro-américain. Il reste à espérer qu'un jour Cuba suive le mouvement général.

Lire nos informations page 6



La tension entre Moscou et Kaboul

L'armée russe est prête à riposter aux islamistes tadjiks

La situation ne cesse de s'aggraver dans les régions frontalières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Les opposants au régime néocommuniste tadjik - lequel est épaulé par Moscou - menaçaient, vendredi 16 juillet, de lancer une nouvelle offensive. Après la mort d'au moins 200 personnes, dont 24 gardes-frontières russes, le président Boris Eltsine a ordonné à ses troupes de « se préparer au combat ». Kaboul a, pour sa part, accusé les forces russes d'avoir déjà bombardé un village afghan et tué 8 de ses habitants.

Le nouveau « borbier afghan »

TAVIL-DARA (Tadjikistan)

de notre envoyée spéciale

Alim est habillé comme un moudjahidin afghan, porte la kalachnikov qu'il est allé chercher chez les moudjahidins afghans et parle de djihad - de celui qu'il mène avec ses frères, dit-il, contre « les communistes de Douchanbé ». Quatre ans après le retrait soviétique d'Afghanistan, on pourrait croire, en écoutant et en observant ce jeune citoyen du Tadjikistan, que le même scénario recommence, cette fois à l'intérieur de l'ex-URSS.

Alim a pris les armes près du village dont il est originaire, dans la région de Garm qui sépare la moitié occidentale du pays, avec sa capitale Douchanbé, de sa partie orientale, celle des hautes montagnes à moitié désertiques du Pamir, devenues le refuge de l'opposition armée. Une seule et unique route à flanc de montagne, fermée à la circulation de novembre à mai en raison d'un col impraticable,

reliait en temps normal ces deux mondes. Cette route est désormais coupée en plein été, pour cause de combats, et les Pamiris sont menacés de famine.

Le « front » est situé à Tavil-Dara - un bourg occupé en février par les troupes gouvernementales tadjiks, commandées par des officiers russes et appuyées par l'aviation. C'était après huit mois d'une guerre civile particulièrement féroce (qui aurait fait entre vingt mille et cinquante mille morts, de loin le plus lourd bilan de toutes les zones de conflit de l'ex-URSS).

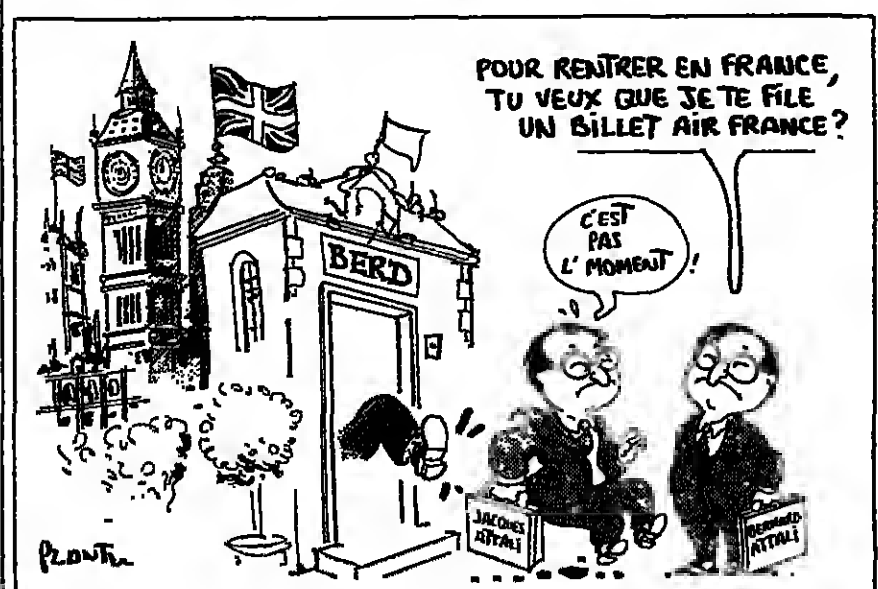
Ces troupes dites « communistes » - unies en réalité par leur appartenance au clan de la région de Khouliab, désormais en pouvoir - repoussaient alors vers l'est ce qui restait de l'opposition armée « islamodémocrate ». Un terme qui désigne l'alliance des Tadjiks de Garm et du Pamir.

SOPHIE SHIHAB
Lire la suite page 4

Les dépenses de la BERD

Un rapport d'audit critique la gestion de Jacques Attali

Démissionnaire de la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) depuis le 25 juin, Jacques Attali devait abandonner ses fonctions vendredi 16 juillet sans attendre la nomination de son successeur. Ce même jour, un rapport du comité d'audit de la banque a sévèrement mis en cause la gestion de M. Attali. Le surcoût pour l'aménagement de l'immeuble, la gestion trop laxiste du budget et les manquements à un code de déontologie sont notamment dénoncés.



Lire page 14 les articles de FRANÇOISE LAZARE

Japon : « réforme » et perplexité

Malgré l'émergence d'autres mouvements conservateurs, le PLD devrait rester le principal parti à l'issue des élections du 18 juillet

TOKYO

de notre correspondant

Les candidats ont enfilé leurs gants blancs, gage d'honnêteté, et, accompagnés d'escouades de jeunes femmes vêtues de couleurs pastel, souriantes et agitant les mains, ils ratisaient les rues dès le matin, montés sur la plate-forme de minibus dont les micros diffusaient leurs messages avec force décibels. « Je suis Sato, désolé de vous déranger si tôt, ayez confiance, votez pour moi. Merci. » En province, les rasades de saké (alcool de riz) et les enve-

loppes contenant quelques billets scellent les loyautés.

Le rituel des campagnes électorales nipponnes ne faillit pas. Et pourtant, quelque chose a changé avant même que les électeurs aient été appelés à renouveler, dimanche 18 juillet, les 511 sièges de la Chambre basse. L'équilibre politique du Japon, l'une des démocraties les plus stables depuis près de quarante ans, a été ébranlé par la scission d'une partie des membres de la majorité conservatrice. Avec la fin du « système de 1953 » reposant sur un parti dominant formé

de la fusio des deux partis de droite de l'époque, s'annonce une plus grande fluidité de la vie politique.

Outre le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir depuis 1955, trois nouvelles formations conservatrices - le Parti de la renaissance (Shinseitō), le Nouveau Parti du Japon (Nihonshintō) et le Parti pionnier (Sakigake) - offrent aux électeurs, pour la première fois depuis trente-huit ans, une alternative au monopole du PLD.

PHILIPPE PONS
Lire la suite page 6

Faute d'arbitrage

M. Mitterrand a apporté au président de l'OM un soutien contestable

par Edwy Plenel

L'arbitre n'a donc pas caché ses préférences. Le bors-jeu sifflé par François Mitterrand dans l'affaire OM-Valenciennois ne souffrirait pas la critique s'il n'avait été que de principe. En appelant au respect de la présomption d'innocence et du secret de l'instruction, en souhaitant « une plus grande prudence » des magistrats concernés par ce dossier, le président de la République exprimait une opinion largement partagée parmi nombre de serviteurs de l'Etat qui jugent les prestations médiatiques

du procureur de Montgolfier peu conformes aux usages du service public et à ses vertus cardinales : fâche de réserve et d'impartialité. Edouard Balladur, qui a été formé à cette école et que l'on sait bonhomme de traditions, ne cachait pas une exaspération croissante devant les innovations de la justice valenciennoise. M. de Montgolfier ayant commis l'erreur d'annoncer qu'il allait répondre à M. Mitterrand, il y eut donc, dans la foulée de l'intervention présidentielle du 14 juillet, un arrêt de jeu.

Lire la suite et l'article d'ANNE CHEMIN page 8

Dans « le Monde des débats »

Lieux de bonheur

En ces temps d'inquiétude sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur. Le café ou l'atelier du bricoleur, l'école avec le plaisir d'enseigner, le stade ou le grand terrain pour la marche à pied, le club que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi pour ses vacances. Des écrivains, Kenneth White et Jacques Lanzmann ; une sociologue, Véronique Nahoum-Grappas ; un philosophe, Michel Tesson-Cornillot ; un historien, Roger Chartier ; une professeure, Andrée Chastel, racontent leur expérience et expliquent leurs recettes.

» Spécial juillet-août, 40 p., 30 F. En vente dans les kiosques.

Pierre-Jean Remy

de l'Académie française

Pierre-Jean Remy
Qui trop embrasse

Albin Michel

En ces temps d'inquiétude sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur. Le café ou l'atelier du bricoleur, l'école avec le plaisir d'enseigner, le stade ou le grand terrain pour la marche à pied, le club que l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi pour ses vacances. Des écrivains, Kenneth White et Jacques Lanzmann ; une sociologue, Véronique Nahoum-Grappas ; un philosophe, Michel Tesson-Cornillot ; un historien, Roger Chartier ; une professeure, Andrée Chastel, racontent leur expérience et expliquent leurs recettes.

» Spécial juillet-août, 40 p., 30 F. En vente dans les kiosques.

L'ÉTÉ FESTIVAL

L'Ukrainien Less Stepanovitch Taniouk, metteur en scène et directeur de l'Union du théâtre à Kiev, est venu prendre l'air d'Avignon. Il s'intéresse particulièrement à l'organisation pratique du festival et à sa coordination avec le « off », les spectacles qui se tiennent en marge du programme officiel. Il pourra donc assister à l'expérience d'Ilotopie, un collectif, regroupant des acteurs, des musiciens, des plasticiens et des techniciens, animé par Bruno Schnebelin, qui intervient régulièrement « dans le vif de la ville ».

Cette année, le groupe a choisi d'investir une HLM désaffectée : le tour promise à la démolition a été bourrée de créatures étranges que le public peut découvrir plusieurs fois par jour, lors de « visites guidées ».

Pages 11 et 12

A L'ÉTRANGER : Maroc, 6 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 86 p. ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.

DÉBATS

Cohabitation

Un duel de duos

par Maurice Duverger

La cohabitation d'un président de gauche et d'une majorité de droite va permettre d'appliquer enfin la Constitution de la V^e République, écrit-on en mars 1986, rappelant que de Gaulle avait bien compris ce mécanisme. Après les élections de 1967, qui faillirent donner la victoire à l'opposition, n'avait-il pas déclaré à Edgar Faure et Alain Peyrefitte : « Au fond, cela aurait été amusant de voir comment on peut gouverner avec la Constitution. » Le général reconnaissait ainsi qu'elle était violée par la pratique d'une monarchie constitutionnelle qu'il avait inaugurée et que tous ses successeurs ont continué jusqu'en 1986 et depuis 1988.

La cohabitation de 1986-1988 était certainement plus conforme à la lettre de la loi fondamentale. Mais elle en méconnaissait l'esprit par la constante guérilla qui opposait l'Elysée et Matignon, engendrée par l'incompatibilité des caractères du président et du premier ministre, et par leur rivalité pour l'élection présidentielle à échéance prochaine. Cependant, le régime a bien fonctionné, malgré quelques patarats diplomatiques. Jacques Chirac a déclaré plus tard qu'il avait moins souffert sous Mitterrand que sous Giscard. L'efficacité de décider était grande. Et la démocratie s'accommodait de ce pouvoir gouvernemental moins concentré, plus divisé.

Dans la cohabitation inaugurée en 1993, voici enfin la Constitution appliquée dans sa lettre et dans son esprit, pour la première fois. Edouard Balladur conduit le gouvernement avec plus d'autorité qu'aucun de ses prédécesseurs depuis la proclamation de la Troisième République en 1870. François Mitterrand exerce toutes ses prérogatives présidentielles. Avec modération pour celles qui lui sont exclusives. En coopération délicate pour celles qui lui partagent avec le premier ministre. Siégeant ensemble dans les conseils européens, ils y accroissent le poids de la France. Allant seul à Tokyo avec la confiance du chef du gouvernement, le chef de l'Etat est renforcé par cet exemple d'accord entre la droite et la gauche, et par la possibilité d'ajourner les décisions gênantes en invoquant la nécessité d'un nouvel examen commun avec le premier ministre.

La compréhension réciproque entre deux hommes pondérés qui se respectent mutuellement et l'absence d'une rivalité destructrice pour la prochaine présidentielle ne sont pas les facteurs essentiels d'un tel progrès. Le calme de la surface dépend surtout d'une pacification des profondeurs. Moins sensible à l'injustice sociale, plus attachée à la justice des inégalités et à la tentation de moins d'Etat. Mais elle ne renie plus tout à fait le collectisme national et elle respecte la Sécurité sociale. L'expérience du pouvoir a

détaché la gauche de visions utopiques trop réalistes. Dans les deux camps, les raisonnables l'emportent sur les démagogues et les doctrinaires. Balladur domine Le Pen et Séguin, comme Mitterrand domine Marchais et Chevènement. Depuis dix ans, ce consensus relatif a rendu normale l'alternance. Il commence à rendre normale la cohabitation.

Une dyarchie originale

Va-t-il rendre normale une application régulière de la Constitution quand le président de la République et la majorité parlementaire appartiennent à la même famille politique ? Tel est le problème de la réforme des institutions, qu'aucune révision constitutionnelle ne peut résoudre puisque leur déviation vient de la pratique politique et non des règles juridiques. En 1962, l'élection du président de la République a transformé les pouvoirs symboliques d'un chef d'Etat parlementaire en pouvoirs effectifs d'un élu du suffrage universel, égal aux députés en légitimité. Notre loi fondamentale a établi ainsi une dyarchie originale. Le premier ministre « dirige l'action du gouvernement », lequel « détermine et conduit la politique de la nation ». Il dispose du pouvoir exécutif, du pouvoir réglementaire, et nomme aux emplois civils et militaires. Au-dessus de lui par l'élection populaire et le prestige de la fonction, le président de la République est d'abord une sorte d'arbitre et de mentor suprême, incarnant une autorité morale. Mais il possède aussi quelques pouvoirs importants. Les uns sont exceptionnels et discontinus, tels l'usage de l'arme nucléaire, le veto éventuel aux ordonnances et aux nominations des hauts fonctionnaires, le blocage de toute révision constitutionnelle. D'autres sont permanents et collés : l'essentiel étant le partage avec le premier ministre de la conduite des relations internationales et des armées.

Montesquieu n'aurait pas jugé sans intérêt cette étrange séparation entre les deux branches du pouvoir gouvernemental. Politiquement, cette division du travail au sommet est assez rationnelle. Mais l'une et l'autre ont été submergées depuis les élections législatives de 1962, qui ont donné la majorité à un parti fort autour du président, doublant ainsi les prérogatives constitutionnelles du chef de l'Etat par un « pouvoir majoritaire » qui lui donne autorité sur le Parlement. Le premier ministre tend ainsi à devenir un chef d'Etat-major, simple exécutant des volontés de l'Elysée, qui le révoque à son gré sans en avoir le droit. Ce dévoiement du régime établi par la Constitution s'est perpétué parce que les trois successeurs du général ont bénéficié du même soutien par une majorité parlementaire stable et docile qui a suivi leurs direc-

tives. La monarchie républicaine est ainsi devenue la forme normale des institutions françaises pendant vingt-huit ans sur trente, à la place du régime semi-présidentiel qu'on lui avait confiné dans les cohabitations, parenthèses rares et brèves.

Une telle dérive a déséquilibré le pouvoir gouvernemental, le président supportant mal tout premier ministre qui lui fait ombre, lequel se trouve en porte-à-faux entre le chef de l'Etat et la majorité parlementaire. Cette-ci régimait parfois quand le président vent la régence. On arrive alors à la division croissante de la droite sous Giscard ou à la désagrégation du Parti socialiste par la volonté de Mitterrand de le mettre sous la coupe de Fabius. Est-ce la prise de conscience de tels résultats ou les hasards du destin qui font entrevoir un schéma différent de la prochaine présidence, bien plus important pour l'avenir du régime que la réforme constitutionnelle en cours ? Il ne se dessine encore qu'un filigrane, et rien ne garantit qu'il ne s'effacera pas dans les dix-huit mois qui viennent. Mais les sondages suggèrent qu'il correspond à une certaine attente des citoyens.

Balladur-Chirac contre Delors-Rocard

A gauche, comme à droite, la bataille présidentielle de 1995 est actuellement préparée dans chaque camp, non par une personnalité unique comme François Mitterrand ni par deux frères ennemis comme Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, mais par une équipe de deux associés. Elle prend ainsi l'allure d'un duel entre deux duos dont les membres ne veulent pas se combattre mutuellement mais lutter côte à côte : Balladur-Chirac contre Delors-Rocard. Il y a une étrange similitude entre les positions respectives de ces quatre leaders. Rocard et Chirac sont chefs d'un parti et ont le plus de chances d'être désignés comme candidats à l'Elysée par ses militants. Balladur et Delors sont membres des partis correspondants, mais gardent une grande indépendance personnelle, et ils ont un meilleur profil élyséen aux yeux des citoyens. Dans les deux paires de candidats, chacun d'eux est une sorte de meneur, les autres le suivent, et l'autre le soutient, tout cela sans l'autorité d'un chef certain. Les liens personnels excluent d'ailleurs l'idée de trahison. Si l'un reste dans la perspective traditionnelle d'une monarchie républicaine, cela promet des moments corréliés lors du choix définitif du candidat.

Mais on ne peut exclure tout à fait un bouleversement de cette perspective traditionnelle par le développement d'une cohabitation nouvelle entre le président et le premier ministre quand la majorité du Palais-Bourbon et l'élite de l'Elysée ont la même orientation politi-

que. Le retour à une démocratie plus authentique, promis par François Mitterrand dans sa campagne de 1981, auquel il n'a jamais renoncé depuis lors, ne pourrait se réaliser que par l'enracinement d'une pratique opposée à celle suivie depuis les législatives de 1962, toutes réformes des textes étant inefficace dans le cadre de cette dernière. Au moment où il semble s'éloigner de son renouveau de 1971, le Parti socialiste pourrait rester fidèle à leur projet commun. Il entrainerait profondément sa rénovation de 1993 en poussant jusqu'au bout la logique de la situation actuelle de ses deux candidats présidentiels possibles.

Il lui suffirait de définir un programme de mise en œuvre des institutions dans un cadre plus républicain, et de s'y tenir ensuite. Quelques principes simples et clairs suffiraient à définir un code précis de comportement au pouvoir d'un nouveau président socialiste, ce code formant contrat entre lui, ses électeurs et son parti. On peut les préciser ainsi : 1) le candidat à l'Elysée s'engageant, après dissolution ayant confirmé sa victoire, à désigner comme premier ministre son coéquipier dans la campagne ; 2) le président s'obligeant à respecter strictement la Constitution, qui ne l'autorise pas à révoquer le premier ministre, même par une démission déguisée, et qui lui impose de laisser à celui-ci l'initiative dans le choix des ministres ; 3) la direction générale du pays étant assurée en commun, le premier ministre aurait la prééminence en politique intérieure, et le président la conservation dans les relations internationales, la construction de l'Europe et la défense ; 4) le parti majoritaire relèverait essentiellement du premier ministre, le chef de l'Etat en devenant totalement indépendant pendant la durée de son mandat.

Dans un tel schéma, calqué sur la Constitution, le président de la République garderait la première place en prestige, mais le premier ministre l'occuperait dans la plupart des décisions gouvernementales. Il y aurait ainsi une véritable équipe à la tête du pays, sans subordination effective. On notera que le secrétaire général adjoint du RPR a déjà proposé un ticket Chirac-Balladur pour la présidentielle. Il a choqué l'UDF, ainsi éliminée de ce scrutin à la fois éliminée. Elle n'a pas vu qu'il présageait peut-être un grand projet d'union de la droite dont le premier ministre actuel pourrait être l'artisan. Evidemment, transformer la bataille pour un seul trône en duel de duos dont les membres prétendraient occuper simultanément l'Elysée et Matignon, cela paraît utopique. Mais ne serait-ce pas l'exemple d'une de ces « utopies concrètes » annoncées par les états généraux du PS ?

Médiation

Judiciaire circus

par Daniel Soulez-Larivière

BRUAY-EN-ARTOIS, avril 1972 : Olympique de Marseille, juin 1993. Vingt et un ans d'expérience du cirque judiciaire, et toujours pas de réforme. Vingt et un ans, c'était le « petit » juge Pascal qui voulait défendre, selon lui, la démocratie en faisant des conférences de presse sur les marches du palais de Béthune. Vingt et un ans plus tard, c'est le procureur de Valenciennes qui répète l'histoire. Même ravissement de la presse, même émotion des lecteurs, même rhétorique autojustificatrice : puisque les avocats parlent, et les juges parlent, et les magistrats de pousser à la route. Voilà vingt et un ans, c'était la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie du Nord qui justifiait la bonne conscience devant cette pornographie judiciaire.

Aujourd'hui, c'est la lutte contre la corruption de la politique et du sport dont les juges, selon un éditorialiste cathare, seraient les fantasmes. Il faut nettoyer les écuries d'Augsias ! Le notaire traîné dans la boue fut déclaré innocent. C'était

la faute à pas de chance. Mais dans l'affaire de l'OM, si l'on comprend bien le procureur de Valenciennes, il ne saurait y avoir d'erreur, sinon il ne prendrait pas la responsabilité d'accuser tous les jours dans les médias les uns et les autres, et de faire suivre ses réquisitoires publics de l'affirmation du principe de la présomption d'innocence. Il y a du Fouquier-Tinville qui sommeille en chaque Français. Deux siècles de progrès judiciaires ont pourtant construit une procédure pénale destinée à ne pas estroper les innocents suspects et à éviter de juger préventivement et de manière expéditive les coupables. Cette procédure, trop vieille pour l'époque, fait aujourd'hui revenir le Fouquier-Tinville de toutes professions qui mettent au pilori un Bernard Laroche (qui est mort), une Christine Villemin, des médecins de Poitiers, un Ranaucou ou un Roman, et bien d'autres qui, sans être toujours innocents de tout, ne se remettent jamais au moment du jugement public d'avoir été préalablement martyrisés dans les médias, tels des taureaux déjà blessés par les picadors.

La cause de ce désordre provient d'une confusion pourtant bien simple. L'instruction à la française confond sur la tête d'un même homme des fonctions de juridiction et d'investigation, et soumet toute son activité au secret. Or, si les investigations doivent être secrètes à la fois pour pouvoir efficacement s'effectuer et pour ne pas estroper les gens par le seul soupçon, il n'y a pas de même pour la fonction juridictionnelle (Par exemple la mise en détention), car en démocratie la justice se rend en public. Comme une partie de l'instruction pénale est juridictionnelle, elle appelle forcément la publicité sur tout, même sur les investigations, et au mépris de la morale et de la loi. Tout secret disparaît et le cirque judiciaire prospère.

Tant que l'on n'aura pas compris cela et reconstruit notre procédure et nos règles médiatiques autour de ce concept simple, la situation dégènera de plus en plus. Sans restreindre la liberté de la presse ni l'empêcher de déterrer les affaires, il reste cependant qu'il y a un

temps pour travailler et en temps pour parler. On ne peut parler en travaillant, sauf à rendre la justice tous les matins sur le trottoir et à considérer le justiciable comme un objet de bookmakers dont la culpabilité serait appréciée quotidiennement à la hausse ou à la baisse. Si notre scène médiatique absorbe aujourd'hui notre scène judiciaire dans une interactivité pathologique, c'est parce que la scène judiciaire est faible, archaïque et désadaptée par rapport à l'époque.

Seule une reconstruction fondamentale de notre procédure telle que l'avait envisagée la commission Delmas-Marty voilà trois ans restaurerait cette scène judiciaire et rendra leur dignité aux justiciables, fussent-ils des suspects. La récente abrogation de la dernière loi de réforme de la procédure pénale montre que nous allons dans le sens inverse. Le malheur est que nous n'osons pas nous rendre compte. Il est vrai que tant que la foule tombe sur le visage...

Daniel Soulez-Larivière est avocat.

Constitution

D'une violation à l'autre

par Marie-Anne Cohendet

NON, n'en déplaise à la gauche ou à la droite, au premier ministre ou au président de la République, tous les juristes ne sont pas d'accord pour considérer que le refus présidentiel d'inscrire la proposition de modification de la loi Falloux à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement est conforme aux prérogatives présidentielles. Car tous n'admettent pas leur analyse un élément fondamental, qui tient à l'essence même du droit : la différence entre règle et pratique. Il est nécessaire et même urgent de reprendre brièvement les termes de ce débat.

On prétend que la Constitution est, sur ce point, confuse. C'est faux, elle est en ce point plus claire. Les dispositions des articles 29 (1), 30 (2) et 48 (3) de la Constitution sont rédigées à l'indicatif présent, qui a, dans l'ensemble du texte constitutionnel, une valeur d'impératif. Ainsi, « le Parlement est réuni ». Cela ne fait pas l'ombre d'un doute pour les rédacteurs de la Constitution. Le général de Gaulle lui-même rappelait en substance que lorsque le code de la route dit « conduire à droite », cela veut dire « vous devez conduire à droite et non « vous pouvez conduire à droite si vous le désirez ». De plus, ces compétences présidentielles sont soumises au contreseing du premier ministre, ce qui signifie en réalité que ces pouvoirs du président se limitent à un contrôle de la régularité des actes du premier ministre. Les pouvoirs présidentiels ne peuvent être discrétionnaires que quand ils sont dispensés de contreseing. Ensuite, il ressort de la Constitution que les travaux du Parlement sont dirigés par le gouvernement et non par le président, et que le président de la République est un arbitre, pas un capitaine. Enfin, le discours de Michel Debré devant le Conseil d'Etat le 27 août 1959 confirme cette interprétation : « Des sessions extraordinaires peuvent être décidées à la volonté du gouvernement ou de la majorité du Parlement. » Il en résulte que le président de la République a une compétence liée pour convoquer le Parlement en session extraordinaire, et que c'est le gouvernement qui est seul compétent pour en déterminer l'ordre du jour. Les pouvoirs présidentiels ne peuvent être discrétionnaires que quand ils sont dispensés de contreseing. Ensuite, il ressort de la Constitution que les travaux du Parlement sont dirigés par le gouvernement et non par le président, et que le président de la République est un arbitre, pas un capitaine. Enfin, le discours de Michel Debré devant le Conseil d'Etat le 27 août 1959 confirme cette interprétation : « Des sessions extraordinaires peuvent être décidées à la volonté du gouvernement ou de la majorité du Parlement. » Il en résulte que le président de la République a une compétence liée pour convoquer le Parlement en session extraordinaire, et que c'est le gouvernement qui est seul compétent pour en déterminer l'ordre du jour.

Alors pourquoi certains juristes affirment-ils que le sens du texte est « pas évident » ? Parce que, pour interpréter la Constitution, ils se réfèrent non pas seulement à la lettre du texte, mais à la pratique constitutionnelle. L'incident de la loi Falloux est peut-être ainsi le plus récent exemple de cette pratique. Si l'on remet en cause les principes d'interprétation strict de la Constitution, alors elle perd toute cohérence. Si l'on admet aujourd'hui que le président de la République a une compétence discrétionnaire dans ce domaine, on devrait logiquement considérer demain qu'il peut librement bloquer une révision constitutionnelle, refuser de signer un décret ou même de promulguer une loi (4). Il est habituel que les hommes politiques essaient de se libérer des entraves par lesquelles le droit veut limiter leurs pouvoirs, mais qu'on ne prétende pas qu'ils ont la bénédiction des juristes ! En période de cohabitation plus encore que jamais, la Constitution doit être respectée, par tous. Le gouvernement peut être contrôlé par le Parlement, le Parlement peut être contrôlé par le président. Mais le président n'est pas responsable politiquement, il ne peut jouer que son rôle constitutionnel d'arbitre, sans à risque de déclencher une crise politique grave. Si les Français souhaitent réellement que le président de la République soit un capitaine, même en période de cohabitation, alors, qu'ils révisent la Constitution, et que l'on organise sa responsabilité politique, car tout pouvoir suppose responsabilité. Mais jusqu'à ce jour, par respect pour les Français qui ont adopté le texte constitutionnel, si l'on tient à respecter les principes de la démocratie pluraliste, si l'on veut demeurer dans un Etat de droit, alors que l'on respecte la Constitution. En droit, la vérité réside dans le texte, non dans ses violations.

Le droit et la pratique

Lorsqu'en 1960 le général de Gaulle refusait de convoquer le Parlement en session extraordinaire, une grande partie de la classe politique, M. Mitterrand en tête, et les constitutionnalistes, pratiquement unanimes tant l'interprétation du texte est évidente, allaient désemparer devant la violation flagrante de la Constitution. Notamment MM. Avril, Beria, Chateaubert, Duverger, Giquel, Ledecq, Pactet, Petot, Vedel, etc., qu'on qu'en dise aujourd'hui, M. Giscard d'Estaing. En 1987, c'est M. Mitterrand lui-même qui viola à nouveau la Constitution en refusant de convoquer le Parlement en session extraordinaire pour la modification du statut de la régie Renault. Craignant peut-être de désemparer le mépris de la Constitution par le général de Gaulle, ou de faire figure de perdant, M. Chirac ne contesta pas cet abus de pouvoir présidentiel. Le refus du 1^{er} juillet 1993 est donc la troisième violation flagrante de la Constitution sur ce point.

Pour considérer aujourd'hui que le texte de la Constitution est devenu obscur alors qu'il était clair, et pour affirmer que le président de la République n'a pas outrepassé ses pouvoirs, certains juristes estiment que cette pratique a « déterminé la vérité ». La pratique n'étant pas conforme au droit, ils tentent de conformer le droit à la pratique !

Non, ce n'est pas parce que le général de Gaulle a violé la Constitution en refusant de convoquer le Parlement en session extraordinaire en 1960 que la Constitution française ou son interprétation a été modifiée. Non, cette pratique contraire à la Constitution ne peut en aucun cas s'imposer contre la lettre du texte. Non, les gouvernants ne sont pas des juges. Aucun principe de notre droit ne permet de considérer qu'une violation d'une

règle, fût-elle répétée de nombreuses fois, peut modifier le sens d'un texte. En France, l'hypothèse d'une coutume constitutionnelle n'a aucun fondement juridique et a été invalidée par la cohabitation, de même, les « conventions constitutionnelles » n'ont aucune valeur juridique, ce sont seulement des accords politiques tacites internes à la classe politique.

Tour de passe-passe

Admettre que les gouvernants puissent, selon leur bon plaisir, se mettre d'accord entre eux de manière informelle pour violer la Constitution et prétendre que ces violations deviennent « la vérité » reviendrait à mépriser la souveraineté du peuple, qui, seul, a le pouvoir constituant originaire. Ce serait d'autant plus grave et inacceptable que la raison d'être d'une Constitution est justement de permettre aux citoyens de limiter les pouvoirs des gouvernants.

Alors pourquoi parvient-on, par un tour de passe-passe constitutionnel, à faire croire aux Français que les violations de la Constitution se sont miraculeusement muées en vérité constitutionnelle ?

Fondamentalement, si certains peuvent donner l'illusion que c'est la pratique de la Constitution et non pas le texte de la Constitution qui détermine la vérité, c'est parce que la légitimité de la pratique pourrait paraître plus forte que la légitimité de la règle de droit. Le général de Gaulle, puis M. Mitterrand, et certains juristes, sont parvenus à donner l'impression que le texte était obscur et que seule leur interprétation présidentielle s'imposait. La légitimité du premier président de la V^e République et l'habitude de l'impunité présidentielle ont pu faire croire que la Constitution accordait au président les pouvoirs d'un capitaine, même qu'elle lui attribue les compétences d'un arbitre.

L'incident de la loi Falloux est peut-être ainsi le plus récent exemple de cette pratique. Si l'on remet en cause les principes d'interprétation strict de la Constitution, alors elle perd toute cohérence. Si l'on admet aujourd'hui que le président de la République a une compétence discrétionnaire dans ce domaine, on devrait logiquement considérer demain qu'il peut librement bloquer une révision constitutionnelle, refuser de signer un décret ou même de promulguer une loi (4). Il est habituel que les hommes politiques essaient de se libérer des entraves par lesquelles le droit veut limiter leurs pouvoirs, mais qu'on ne prétende pas qu'ils ont la bénédiction des juristes ! En période de cohabitation plus encore que jamais, la Constitution doit être respectée, par tous. Le gouvernement peut être contrôlé par le Parlement, le Parlement peut être contrôlé par le président. Mais le président n'est pas responsable politiquement, il ne peut jouer que son rôle constitutionnel d'arbitre, sans à risque de déclencher une crise politique grave. Si les Français souhaitent réellement que le président de la République soit un capitaine, même en période de cohabitation, alors, qu'ils révisent la Constitution, et que l'on organise sa responsabilité politique, car tout pouvoir suppose responsabilité. Mais jusqu'à ce jour, par respect pour les Français qui ont adopté le texte constitutionnel, si l'on tient à respecter les principes de la démocratie pluraliste, si l'on veut demeurer dans un Etat de droit, alors que l'on respecte la Constitution. En droit, la vérité réside dans le texte, non dans ses violations.

(1) « Le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale, sur un ordre du jour déterminé (...) » L'urgence d'un ordre du jour « déterminé » vise seulement à ce qu'il ne soit pas illimité comme cela se produisait avant la V^e République.

(2) « Les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du président de la République. »

(3) « L'ordre du jour des Assemblées comporte, par priorité et dans l'ordre que le gouvernement a fixé, la discussion des projets de loi déposés par le gouvernement et des propositions de loi acceptées par lui (...) »

(4) Cette disposition est également rédigée à l'indicatif : « art. 10 : Le président de la République promulgue les lois (...) »

Marie-Anne Cohendet est professeur agrégé de droit public. Elle est l'auteur de *La Cohabitation, leçons d'une expérience*, PUF, coll. « Recherches politiques ».

La situation se dégrade rapidement

La situation se dégrade rapidement dans les Balkans. En Serbie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Belgrade. En Bosnie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sarajevo. En Croatie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Zagreb. En Albanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tirana. En Roumanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bucarest. En Bulgarie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sofia. En Grèce, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Athènes. En Turquie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Istanbul. En Iran, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Téhéran. En Irak, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bagdad. En Syrie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Damas. En Libye, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tripoli. En Égypte, les forces armées ont pris le contrôle de la ville du Caire. En Israël, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Jérusalem. En Jordanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Amman. En Arabie saoudite, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Riyad. En Oman, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Mascate. En Yémen, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sanaa. En Émirats arabes unis, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Dubaï. En Qatar, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Doha. En Bahreïn, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Manama. En Oman, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Mascate. En Yémen, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sanaa. En Émirats arabes unis, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Dubaï. En Qatar, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Doha. En Bahreïn, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Manama.

La situation se dégrade rapidement dans les Balkans. En Serbie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Belgrade. En Bosnie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sarajevo. En Croatie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Zagreb. En Albanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tirana. En Roumanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bucarest. En Bulgarie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sofia. En Grèce, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Athènes. En Turquie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Istanbul. En Iran, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Téhéran. En Irak, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bagdad. En Syrie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Damas. En Libye, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tripoli. En Égypte, les forces armées ont pris le contrôle de la ville du Caire. En Israël, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Jérusalem. En Jordanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Amman. En Arabie saoudite, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Riyad. En Oman, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Mascate. En Yémen, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sanaa. En Émirats arabes unis, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Dubaï. En Qatar, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Doha. En Bahreïn, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Manama.

Turbulence

Un vent de contestation souffle sur les rives croates.

SPUT

La situation se dégrade rapidement dans les Balkans. En Serbie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Belgrade. En Bosnie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sarajevo. En Croatie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Zagreb. En Albanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tirana. En Roumanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bucarest. En Bulgarie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sofia. En Grèce, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Athènes. En Turquie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Istanbul. En Iran, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Téhéran. En Irak, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bagdad. En Syrie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Damas. En Libye, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tripoli. En Égypte, les forces armées ont pris le contrôle de la ville du Caire. En Israël, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Jérusalem. En Jordanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Amman. En Arabie saoudite, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Riyad. En Oman, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Mascate. En Yémen, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sanaa. En Émirats arabes unis, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Dubaï. En Qatar, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Doha. En Bahreïn, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Manama.

Marseille

La situation se dégrade rapidement dans les Balkans. En Serbie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Belgrade. En Bosnie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sarajevo. En Croatie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Zagreb. En Albanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tirana. En Roumanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bucarest. En Bulgarie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sofia. En Grèce, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Athènes. En Turquie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Istanbul. En Iran, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Téhéran. En Irak, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bagdad. En Syrie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Damas. En Libye, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tripoli. En Égypte, les forces armées ont pris le contrôle de la ville du Caire. En Israël, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Jérusalem. En Jordanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Amman. En Arabie saoudite, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Riyad. En Oman, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Mascate. En Yémen, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sanaa. En Émirats arabes unis, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Dubaï. En Qatar, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Doha. En Bahreïn, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Manama.

BREF

La situation se dégrade rapidement dans les Balkans. En Serbie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Belgrade. En Bosnie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sarajevo. En Croatie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Zagreb. En Albanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tirana. En Roumanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bucarest. En Bulgarie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sofia. En Grèce, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Athènes. En Turquie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Istanbul. En Iran, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Téhéran. En Irak, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bagdad. En Syrie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Damas. En Libye, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tripoli. En Égypte, les forces armées ont pris le contrôle de la ville du Caire. En Israël, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Jérusalem. En Jordanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Amman. En Arabie saoudite, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Riyad. En Oman, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Mascate. En Yémen, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sanaa. En Émirats arabes unis, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Dubaï. En Qatar, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Doha. En Bahreïn, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Manama.

La situation se dégrade rapidement dans les Balkans. En Serbie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Belgrade. En Bosnie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sarajevo. En Croatie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Zagreb. En Albanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tirana. En Roumanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bucarest. En Bulgarie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sofia. En Grèce, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Athènes. En Turquie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Istanbul. En Iran, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Téhéran. En Irak, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bagdad. En Syrie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Damas. En Libye, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tripoli. En Égypte, les forces armées ont pris le contrôle de la ville du Caire. En Israël, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Jérusalem. En Jordanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Amman. En Arabie saoudite, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Riyad. En Oman, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Mascate. En Yémen, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sanaa. En Émirats arabes unis, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Dubaï. En Qatar, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Doha. En Bahreïn, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Manama.

La situation se dégrade rapidement dans les Balkans. En Serbie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Belgrade. En Bosnie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sarajevo. En Croatie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Zagreb. En Albanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tirana. En Roumanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bucarest. En Bulgarie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sofia. En Grèce, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Athènes. En Turquie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Istanbul. En Iran, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Téhéran. En Irak, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Bagdad. En Syrie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Damas. En Libye, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Tripoli. En Égypte, les forces armées ont pris le contrôle de la ville du Caire. En Israël, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Jérusalem. En Jordanie, les forces armées ont pris le contrôle de la ville d'Amman. En Arabie saoudite, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Riyad. En Oman, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Mascate. En Yémen, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Sanaa. En Émirats arabes unis, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Dubaï. En Qatar, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Doha. En Bahreïn, les forces armées ont pris le contrôle de la ville de Manama.

EUROPE

Le conflit au Tadjikistan

Boris Eltsine ordonne aux troupes russes de se tenir prêtes au combat

Le président Eltsine a ordonné, jeudi 16 juillet, de « renforcer la capacité de combat des forces armées russes afin de riposter à toute provocation à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan ». Une riposte qui pourrait prendre la forme d'opérations, en cas de rébellion lancée mardi (le Monde du 16 juillet) par des rebelles tadjiks qui s'arment et s'entraînent en Afghanistan.

Elle avait fait plus de deux cents tués, dont vingt-quatre au moins parmi les gardes-frontières russes - un bilan d'une gravité sans précédent pour l'armée ex-soviétique depuis la guerre d'Afghanistan. Le Parle-

ment russe a fini par autoriser à la quasi-unanimité, jeudi, ces « préparatifs de riposte » et le renforcement de la 201^e division de l'armée russe stationnée en Tadjikistan - qui avait d'ailleurs déjà tiré sur le territoire afghan début juillet.

Jeudi, les autorités de Kaboul ont à nouveau accusé l'artillerie russe d'avoir tiré sur un village afghan, faisant huit morts, de nombreux blessés et forçant les habitants à fuir. Elles ont réclamé un retrait immédiat des forces russes de la zone frontalière et rejeté les accusations russes selon lesquelles des forces afghanes sont impliquées dans les combats à la frontière.

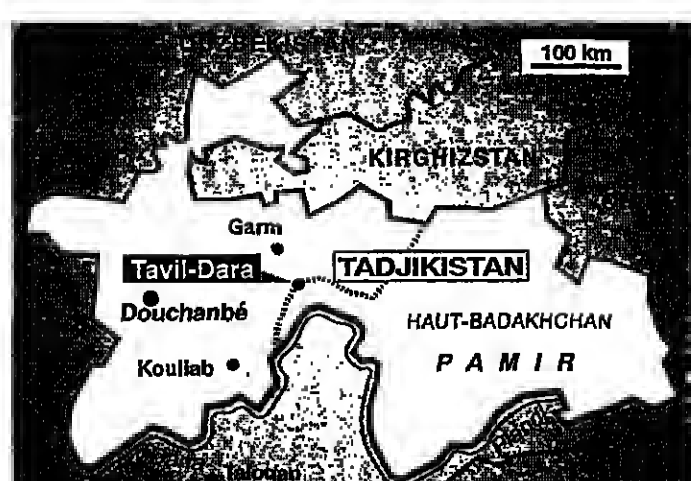
d'entraînement au-delà de la frontière... » ?

Sans doute pas, car la conjoncture est aujourd'hui totalement différente. En ces lendemains de guerre froide, l'Occident en serait plutôt à soutenir, dans ces régions, non plus les « combattants de la liberté » mais les régimes néo-communistes en place, garants de la stabilité face à l'ennemi commun du jour : l'islamisme.

Mais Moscou sait aussi que cette mutation fondamentale ne trouble guère les islamistes eux-mêmes, emportés par leurs idées. Un de leurs chefs nous a exposé leur stratégie, dans une mosquée de village au-dessus de Douchanbé : « Si les Russes

administration fait officiellement allégeance au gouvernement de Douchanbé, mais elle a perdu le pouvoir réel au profit des « combattants » pamiirs. Ces derniers affirment qu'ils la gardent cependant comme un paravent utile dans les contacts avec le monde extérieur, pour éviter un blocus total de la région... »

M. Alibakhshov tente de se consoler en affirmant que la majo-



Gouvernement en exil

C'est là que ces « combattants », moustachus et vêtus de treillis discrets, offrent le thé à des chefs « moudjahidins », des Garmis islamistes et barbus comme Alim. Ils sont descendus de la montagne, les mants d'où ils encerclent pratiquement Tavi-Dara, et répondent à coups de mortiers aux tirs d'artillerie « communistes », lors de canonnades qui déchirent quotidiennement les montagnes. Tout en buvant le thé, barbus et moustachus débattent, fraternellement ce jour-là, de plans d'attaque sur Tavi-Dara, « à moins que les Khoulabias du gouvernement n'acceptent de partir... mais on sait bien que ces bandits ne le feront pas d'eux-mêmes ».

Ils disent condonner ces plans d'attaque avec les raids frontaliers lancés à partir de l'Afghanistan par un « gouvernement en exil » créé en mars à Taloqan, une ville du Pamir afghan, par le Parti de la renaissance islamique (PRI) tadjik. La guerre civile avait éhessé, en décembre, au moins soixante mille Tadjiks vers l'Afghanistan, en majorité des Garmis et des Pamiirs (déplacés par les Soviétiques, à partir des années 30, de leurs montagnes vers les basses terres des Khoulabias pour cultiver le coton).

Le PRI, qui était déjà le parti dominant de l'opposition, avait favorisé cet exode en Afghanistan, instruit par l'expérience de ce pays, où les réfugiés s'étaient révoltés un terrain fertile pour la résistance (le Monde du 6 février). Comme prévu, l'aide des partis afghans et de diverses puissances islamiques actives dans la région a permis de créer une dizaine de camps d'entraînement dans le Pamir afghan, d'entraîner les hommes des camps de réfugiés voisins.

Six mille combattants tadjiks, affirment les Russes, y auraient déjà été formés. Et multiplient depuis le printemps - malgré de lourdes pertes - les offensives contre les gardes-frontières russes, postés le long de l'Amou-Daria - le fleuve qui sépare l'Asie centrale de l'Afghanistan et qu'on appelle le Pindj en smont, lorsqu'il dévale les glaciers du Pamir.

Cette frontière est facilement franchissable là où le courant du fleuve n'est pas trop rapide. Les gardes-frontières russes sont trop peu nombreux, et manquent d'essence pour faire patrouiller leurs blindés (une essence qu'ils préfèrent vendre au marché noir). En outre, leur moral est bas, dans une région où on les traite désormais d'« occupants » et où plusieurs d'entre eux ont été priés en otage.

Ils ferment donc les yeux sur les franchissements illégaux de la frontière « et sont surtout occupés à se protéger eux-mêmes et à s'enrichir », soupire M. Alibakhshov, le numéro deux de l'administration autonome du Pamir. Cette

rité des Pamiirs sont partisans d'une simple politique d'autodéfense, distincte de la lutte armée de leurs alliés islamistes de Garm et d'Afghanistan. Les combattants pamiirs n'autorisent d'ailleurs pas les islamistes à utiliser leur territoire comme tremplin dans le conflit. Mais ils leur ont promis de les appuyer le jour de la « grande offensive finale » contre les Khoulabias installés à Douchanbé.

L'attaque sanglante lancée mardi dernier, à la fois par des Tadjiks venus d'Afghanistan et par d'autres, déjà infiltrés dans les régions frontalières à l'est de Khoulabias lors d'une incursion précédente (lire ci-dessus), est-elle le signal du début de cette « grande offensive » qui avait d'abord été promise pour le printemps ? Dans l'esprit des islamistes tadjiks, certainement.

« Si les Russes bombardent... »

L'un d'eux, un cameraman envoyé par le gouvernement en exil de Taloqan pour filmer les moudjahidins de Tavi-Dara et récolter ainsi des subsides dans les pays islamiques, ne nous affirmait-il pas que « Douchanbé sera prise avant le 20 juillet » ? Une proclamation qui paraissait relever totalement de l'incantation, au vu de l'incapacité de ces moudjahidins de l'intérieur, qui manquent d'essence (obtenue auprès des gardes-frontières russes eux-mêmes...), de logistique, et d'armes lourdes. Et surtout au vu de leur faible nombre - les islamistes seraient un peu plus d'un millier et les Pamiirs un peu moins - et du soutien incertain des paysans locaux. Alors qu'en face les territoires khoulabias densément peuplés sont défendus par les blindés de la 201^e division russe stationnée à Douchanbé.

Pourtant, les autorités s'affolent et Moscou doit engager de plus en plus souvent cette division, qui souffre de toutes les tares connues de l'armée russe, dans des opérations de soutien aux gardes-frontières. Est-ce à dire que le Kremlin partagerait les analyses de Mohammads Omsir Assir, consul afghan au Tadjikistan, qui estime que « l'avenir dans ce pays est des plus sombres, car on y retrouve exactement la situation qu'avait connue l'Afghanistan du temps de l'occupation soviétique : les moudjahidins dans les montagnes, l'armée russe et les forces gouvernementales dans les plaines, des camps de réfugiés et

AFRIQUE

SOMALIE

La tension reste vive à Mogadiscio

NAIROBI

de notre correspondant

La tension reste vive à Mogadiscio-Sud, où les partisans du général Aidid ont juré de venger leurs morts tués lors du raid aérien mené le 12 juillet par les forces de l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II). Si la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 juillet a été calme, au cours de la précédente, des tirs nourris avaient visé les positions des « casques bleus » en divers endroits de la capitale, provoquant une riposte immédiate des hélicoptères des Nations unies (le Monde du 16 juillet).

Le bombardement d'une ville où se tenait une réunion des responsables de l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aidid a été particulièrement meurtrier (54 morts, selon le Comité international de la Croix-rouge). Selon des responsables des Nations unies cités vendredi par le Washington Post, Mohamed Farah Aidid avait

quitté les lieux avant l'attaque, mais plusieurs commandants de rang élevé de sa faction ont été tués. « Nous avons atteint une cellule-cité de planification militaire, composée de conseillers importants d'Aidid », a déclaré au quotidien l'envoyé spécial de l'ONU en Somalie, Jonathan Howe.

Toutes les opérations humanitaires sont paralysées dans la partie sud de la capitale, ce qui vaut aux Nations unies de sévères critiques de la part des organisations non gouvernementales (ONG). Les journalistes sortent le moins possible de leur hôtel, après le meurtre de quatre de leurs confrères.

Quelque 2 000 partisans du général Aidid ont manifesté, jeudi matin, à Mogadiscio-sud, contre la dernière opération des Nations unies, comme ils en ont pris l'habitude depuis le début de la crise déclenchée le 5 juin dernier par le massacre de 24 casques bleus pakistanais. Jeudi, le gouvernement italien a « opposé un net refus » à la

demande « déconcertante » de rappel à Rome, formulée par un haut responsable de l'ONU, le général Bruno Loi, commandant des « casques bleus » italiens en Somalie. Le ministre italien de la défense, Fabio Fabbrì, a affirmé que « le général Loi s'en était tenu aux directives qui lui ont été transmises de Rome et s'était comporté de façon très professionnelle et prudente ».

« L'accusation de contacts et de connivences avec le général Mohamed Farah Aidid est un soupçon paradoxal », a ajouté le ministre. Selon lui, dès « le 10 juin, le contingent italien avait annoncé à l'ONUSOM qu'il avait la possibilité concrète d'arrêter le chef de guerre somalien, demandant son autorisation ». « Il a dû y renoncer alors que tous les préparatifs avaient été faits », a précisé M. Fabbrì.

JEAN HÉLÈNE

ANGOLA : en prolongeant le mandat de la mission des Nations unies

Le Conseil de sécurité menace l'UNITA d'un embargo

Dans une résolution (851), adoptée jeudi 15 juillet à l'unanimité, le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé le mandat de la Mission de vérification des Nations unies en Angola (UNAVEM II) jusqu'au 15 septembre, et a mené l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) d'un embargo sur les armes qui lui sont livrées si le mouvement rebelle ne prend pas le chemin de la paix d'ici cette date.

Le texte de cette résolution demande à l'UNITA et au gouvernement angolais de reprendre le plus tôt possible les pourparlers sur l'établissement d'un cessez-le-feu. Il précise que le Conseil de sécurité est prêt à imposer des sanctions sur la vente ou la livraison d'armes, de matériel, de munitions, de l'écroû de toute assistance militaire au mouvement de Jonas Savimbi. M. Boutros-Ghali avait recommandé la prorogation du mandat de l'UNAVEM pour une période de trois mois, mais les membres du Conseil ont décidé de ne le reconduire que pour deux mois. Cette mission dispose aujourd'hui de moins de cent représentants civils et militaires.

Un avion affrété par le Programme alimentaire mondial (PAM), qui transportait des vivres aux populations isolées de

M-Banza Congo, dans la province de Zaïre, a été touché par des tirs jeudi, provoquant une nouvelle suspension du pont aérien qui avait repris le jour même, après trois mois d'interruption. Le Britannique Thomas Richardson a déclaré à New-York qu'il s'agissait d'un « déplorable incident émanant de l'UNITA ». Il a rappelé que le mouvement avait donné son accord à ce vol.

Le jour même, le porte-parole de l'UNITA, M. Jorge Valentim, avait affirmé la nécessité de suspendre les hostilités à Kinshasa, afin de permettre aux Nations unies d'achever de livrer à la ville assiégée par le mouvement rebelle depuis janvier. La veille, l'état-major de l'armée avait indiqué que les troupes gouvernementales contrôlaient encore la ville et avaient tué deux cents rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

Enfin, une table ronde sur « l'avenir politique et constitutionnel de l'Angola » doit avoir lieu à Luanda du 27 au 29 août prochain, avec la participation des « cadres et intellectuels de toutes les ethnies et régions » du pays, ont indiqué les promoteurs de cette rencontre. - (AFP, Reuters)

MAROC : création d'un Conseil de l'énergie nucléaire. - Un Conseil national de l'énergie nucléaire (CNEN) vient d'être créé pour aider le gouvernement à élaborer la politique nationale du pays « en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire à des fins de développement économique, scientifique et technologique ». Présidé par le premier ministre, il aura aussi pour tâche de coordonner les programmes d'activités scientifiques et techniques nucléaires des différents organismes publics. Le Centre marocain de physique, des sciences et des techniques nucléaires (CMSTEN) avait acheté, en 1991, à la société américaine General Atomics, un réacteur nucléaire de recherche d'une puissance de 1,6 MW. - (AFP)

NIGER : fin des mutineries dans l'armée. - Le mouvement de revendications salariales des régiments du Niger (le Monde du 13 juillet) a pris fin mardi 13 juillet après que plus de 4 000 personnes eurent manifesté à Niamey afin de protester contre l'action des mutins. Selon le gouvernement, qui n'a fait aucune concession lors de la crise, ceux-ci auraient été directement inspirés par une « grève d'insubordination » lancée le 7 juillet par l'opposition et les syndicats. Le chef d'état-major général de l'armée nigérienne, le lieutenant-colonel Mahamane Kourou, a qualifié ces événements d'« exceptionnels » et a réaffirmé la loyauté de l'armée à l'égard des institutions. - (AFP, Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Chute de la popularité de M. Mandela

Nelson Mandela a réaffirmé, jeudi 15 juillet, sa volonté de fixer l'âge du droit de vote à quatorze ans, et non pas dix-huit, proposition déjà rejetée par l'ensemble des partis, y compris le Congrès national africain (ANC), dont il est le président (le Monde du 26 mai).

Alors que les premières élections multiraciales doivent avoir lieu le 24 avril 1994, un sondage effectué en avril et mai auprès de mille Noirs et huit cents Blancs fait état d'une sérieuse chute de popularité de l'ANC au sein de la population noire : 68 % des intentions de vote des Noirs se portent sur M. Mandela, contre 75 % dans un sondage semblable réalisé en mai 1992.

La police a détruit publiquement 3 tonnes d'armes saisies, jeudi, en réponse aux accusations selon lesquelles elle fournit des armes aux criminels des cités noires. Mises en cause après la mort d'un activiste noir, soupçonné du meurtre de plusieurs dizaines de personnes (le Monde du 16 juillet), la police a également annoncé avoir ouvert une enquête sur l'implication présumée de l'extrême droite dans les violences qui érigent les cités noires. - (AFP)

CHINE

Pékin souhaite que la France révise sa politique de vente d'armes à Taiwan

Le porte-parole du ministère chi-

nois des affaires étrangères a estimé, jeudi 16 juillet, que le visite de l'envoyé spécial du gouvernement français, Jacques Friedmann, avait permis d'améliorer la « compréhension mutuelle » entre les deux pays, obscurcie par le vote d'événements Mirages français à Taiwan (le Monde du 15 juillet). Il a ajouté que cette vente avait « gravement nui aux relations sino-françaises » et émis l'espoir que « le nouveau gouvernement français prendra des mesures pratiques pour réparer les agissements préjudiciables » de ses précédents gouvernements. Pékin demeure opposé à cette vente et considère que Paris devrait annuler ses ventes d'armements à Taiwan pour que les liens soient entièrement normalisés, a-t-il estimé. Il s'est déclaré en faveur d'une réouverture du consulat français à Canton, fermé en janvier par les Chinois à la suite de l'annonce de la vente des avions. - (AFP, APF)

IRAQ

Escalade parisienne pour un ministre de Saddam Hussein

Le sous-secrétaire d'Etat irakien aux affaires étrangères a eu, à sa demande, un « contact » au Quai d'Orsay, lors d'une récente escalade à Paris, et-on ope, jeudi 15 juillet, au ministère français des affaires étrangères. Ried Al-Daysi se rendait alors à New-York, où il présidait la délégation de son pays aux négociations avec l'ONU sur la levée partielle de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad.

Il a été réaffirmé au ministre ira-

kien la détermination de la France de voir appliquer toutes les résolutions des Nations unies, a-t-on précisé de source officielle française. Da même source, on confirme que la France est favorable à l'ouverture d'une session d'intérêts irakiens au sein de l'ambassade du Maroc à Paris.

PAKISTAN

Accord entre le gouvernement et l'opposition sur de nouvelles élections

Un accord a été trouvé entre le premier ministre pakistanais Nawaz Sharif et ses rivaux, le président Ghulam Ishaq Khan et le chef du Parti du peuple (PPP, opposition), Benazir Bhutto, jeudi 15 juillet. M. Bhutto a, en consé-

quence, décidé d'ajourner la « longue marche » antigouvernementale prévue pour vendredi dans les rues d'Islamabad, la capitale, quadrillée par l'armée. Au terme de ce compromis, des élections nationales et provinciales devraient avoir lieu dans les quatre-vingt-dix jours. Cet accord a été obtenu, à l'initiative du chef d'état-major des armées - « troisième pilier » du régime pakistanais - le général Abdul Wahed. Ce dernier a déclaré que « l'armée veut que les nuages d'incertitude soient levés à la confrontation évitée dans l'intérêt national ».

D'autre part, les Etats-Unis ont décidé, mercredi, de ne pas placer, pour le moment, le Pakistan sur la liste des Etats soutenant le terrorisme. Cette décision a été accueillie avec satisfaction à Islamabad, mais l'Inde l'a considérée comme « étrange ». - (UPI, Reuters, AFP)

Avec Le Monde sur Minitel - par téléphone

Admission :
ESSCA - EAP
IFMA - UTC
ÉCOLE DE L'AIR
CONC. ICARE : ESIGELEC
EERIE - ESA IGELEC

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Pour connaître les adresses des points de vente tapez: 3615 LEMONDE

هذه الامانة الاساس

Il reste vive à Mogadiscio

L'ancien lieutenant-général, l'ancien
 ministre des Défense, a été nommé
 commandant en chef de l'Armée
 nationale. Il a été nommé à ce poste
 par le président de la République.
 L'Armée nationale est une armée
 professionnelle, moderne et
 efficace. Elle est capable de
 défendre le territoire national
 et de maintenir la paix
 intérieure. Elle est également
 capable de participer à des
 opérations de maintien de la
 paix à l'étranger.

Dans les opérations humani-
 taires, nous sommes dans le parti-
 culier et de la capitale, et qui va au
 moment même de ces opérations
 de la part des organisations qui
 sont-elles ? (ONG) : les
 personnes, mais le moins pos-
 sible de leur faire, après le meeting
 de la part de la conférence.

Quelques 2 000 partisans de
Mussolini attendent manifestement
l'arrivée d'un bombardier, capable de
porter une opération de sauvetage.
Ils ont compris que les avions italiens
sont trop faibles pour mener à bien
une telle opération. Ils ont donc
attendu le 2 juin dernier pour le
bombardement de la casaque. Ils ont
attendu jusqu'à ce que le gouvernement
allemand ait déclaré son soutien à la
France.

1-2 en prolongation
minutiers des Nations unies

si de sécurité TA d'un embargo

[illegible]

Le jour même, le porte-parole de l'UNSA, M. Jorge Valencia, avait affirmé la nécessité de suspendre les élections, afin de permettre aux habitants d'acheter des vivres à la ville assiégée par le mouvement rebelle depuis plusieurs jours. Le maire, l'industriel de l'énergie avait indiqué que les ideologies gouvernementales, communistes, encore la ville n'avaient pas des gens rebelles de l'UNSA nationaliste pour l'inspiration contre nous de l'Angela (UNTA).

Bahia, une table ronde avec le comité politique et constitutionnel de l'Angela doit avoir lieu le dimanche 27 et 29 pour parler avec la participation de la population de la ville, afin d'élaborer un document de loi, afin d'élaborer le pays, qui indiquent les paramètres de cette proclamation (JFF, Bahia).

S LE MONDE

1968 et l'interdiction de la fraude
 de son application dans les réduc-
 tions des dépenses telles que les
 dépenses de nature efficace tra-
 vailler de même source
 certaines que la France doit faire
 de l'industrie et une politique
 d'investissement dans les zones
 de développement de l'Europe

**Accord
entre le gouvernement
et l'opposition
sur de nouvelles élections**

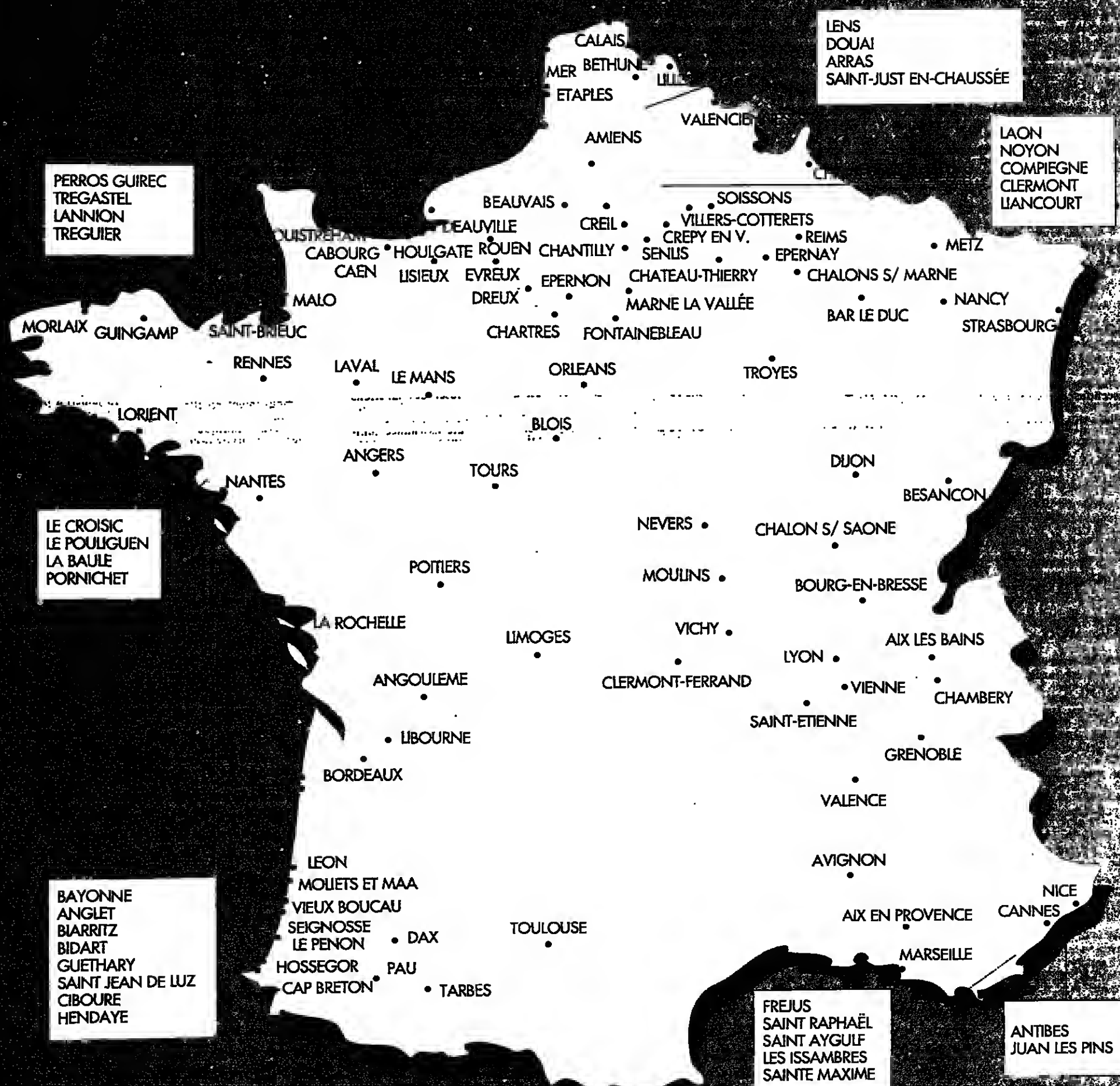
the secretary of the board will be
presenting a preliminary report to the
board of directors on the progress of the
work of the board of directors. The
board of directors will be meeting on
the 15th of the month.

Le Monde
à l'heure - par téléphone

ESSCA - EAP
IFMA - UIC
ÉCOLE DE L'AIR
CONC. ICARE : ESIGEL
EERIE - ESAIGELEC

LE MONDE - 36.10.

Pendant l'été,
dans 130 villes, comme à Paris,
Le Monde
est en vente le soir de sa parution



**Pour connaître les adresses
des points de vente
tapez: 3615 LEMONDE**

AMÉRIQUES

La fin de la troisième conférence ibéro-américaine à Salvador-de-Bahia

L'Amérique latine ne veut plus du blocus américain contre Cuba

Fidel Castro a réclaté jeudi 15 juillet à Salvador-de-Bahia (Brésil) un peu plus de solidarité de la part des pays latino-américains face au blocus économique imposé à Cuba par les États-Unis et il semble qu'il ait été entendu. La résolution qui devait être adoptée vendredi à la fin de la troisième conférence ibéro-américaine réunie à Bahia réclamait explicitement l'arrêt de l'usage du embargo économique et commercial de des fins politiques.

BAHIA

de notre envoyé spécial

Le texte, adopté à l'unanimité en début de séance initiale de l'Argentine, ne cite pas explicitement les États-Unis. Sa rédaction n'en constitue pas moins un succès pour La Havane car les vingt et un chefs d'État et de gouvernement sont désormais unanimes pour estimer « qu'aucun État ne peut user de l'arme économique et commerciale contre un autre État à des fins politiques ». Le président cubain, dont les occasions de voyages à l'étranger sont rares en raison des critiques

visant son régime sur la question des droits de l'homme, a saisi l'occasion du sommet pour confier en appât au président colombien Cesar Gaviria qu'il était prêt « à écouter les propositions américaines » pour mettre fin à l'embargo, même s'il n'était pas question pour lui de démanteler le socialisme à Cuba.

L'état de l'économie cubaine est considéré comme extrêmement grave par la plupart des diplomates sud-américains et personne n'a été surpris d'entendre le commandant, vêtu comme toujours de son uniforme militaire, dresser un bilan particulièrement sombre de la situation économique et sociale du continent.

Discuter d'égal à égal

Pour Fidel Castro, la vague néo-libérale qui a saisi toute l'Amérique latine depuis la fin des années 80 a entraîné plus de pauvreté, plus de malnutrition et une situation sociale explosive dans les grandes métropoles. Le leader cubain a plaidé pour que le sommet envisage la constitution d'un grand mouvement latino-américain pour discuter

d'égal à égal avec « les géants économiques et politiques qui aujourd'hui dominent le monde ». Enfin M. Castro a réclaté avec force la « démocratisation » des Nations unies et de son Conseil de sécurité en estimant que c'était de là que « les puissances prétendent aujourd'hui gouverner la planète ». Il a souhaité l'abolition du privilège, « injustifiable » à ses yeux, du droit de veto « et si cela n'est pas possible immédiatement », au minimum l'augmentation du nombre des membres permanents du Conseil pour donner à l'Amérique latine, à l'Asie et à l'Afrique, la même place et le même poids qu'à l'Europe.

Le déséquilibre des relations Nord-Sud était beaucoup moins au centre des préoccupations de la plupart des autres leaders qui ont tous insisté sur les progrès accomplis depuis quelques années en Amérique latine en matière de démocratie et souligné que les libertés politiques étaient désormais enracinées comme le socle indispensable sur lequel chaque pays pouvait espérer construire son développement. (Interim)

ÉTATS-UNIS

Bill Clinton abandonne définitivement la « guerre des étoiles »

Le président Bill Clinton a définitivement abandonné le projet de déploiement dans l'espace de systèmes de défense antimissiles, qu'on apprenait mercredi 14 juillet à Washington. Dans une lettre au sénateur Claiborne Pell, président de la commission des affaires étrangères, le gouvernement accepte en effet l'interdiction « restrictive » du traité américano-soviétique de 1972 sur les missiles antibalistiques.

« L'interprétation correcte (du traité) interdit la mise au point, l'expérimentation et le déploiement de systèmes de missiles anti-

bolistiques en mer, dans les airs ou dans l'espace et de systèmes mobiles au sol, quelle que soit la technologie utilisée », affirme, dans sa lettre au sénateur Pell, M. Thomas Graham, directeur de l'Agence américaine pour le désarmement et le contrôle des armements.

L'ancien président Reagan avait tenté de donner une interprétation large du traité afin de permettre le déploiement d'armements dans l'espace dans le cadre de son programme d'initiative de défense stratégique (IDS) communément appelé « guerre des

étoiles ». Il avait également voulu faire amener le traité afin de permettre la mise en place de l'IDS. M. Bush était également favorable à une modification du traité et avait amorcé l'an dernier des contacts à ce sujet avec les Russes, qui n'ont pas abouti.

Le secrétaire à la Défense, les Aspin, avait annoncé au mois de mai la réorientation totale du programme de « guerre des étoiles », rebaptisé « défense antimissile balistique » et mettant l'accent sur la mise au point d'un système de défense basé au sol. (AFP)

Nouvelle inculpation dans l'enquête sur les réseaux terroristes à New-York

Une onzième personne, Ibrahim Elmagbrovi, a été inculpée mercredi 14 juillet, dans le cadre de l'enquête sur les projets d'attentats contre le siège des Nations unies, un bâtiment du FBI et d'autres « cibles » potentielles à New-York. Ibrahim Elmagbrovi avait été emprisonné en mars, après avoir été inculpé pour « obstruction à la justice ». Il avait frappé un policier lors de la fouille de son appartement. La police enquêtait alors sur l'attentat du World Trade Center qui a fait, le 26 février, six morts et un millier de blessés.

Au cours de cette perquisition, des faux passeports nicaraguayens avaient été trouvés au nom de son cousin, Sayid Nosair, emprisonné pour des faits liés à l'assassinat du

rabbín d'extrême droite Meir Kahane en 1990.

L'acte d'accusation ne mentionne pas une participation directe d'Elmagbrovi à l'attentat de février ou au complot terroriste qui était censé frapper New-York cet été. Il lui est seulement reproché d'avoir eu des conversations avec un informateur du FBI incul-

té dans les milieux fondamentalistes, et d'avoir été en contact téléphonique avec d'autres accusés. Cette nouvelle inculpation permet d'établir un lien entre les deux affaires. Si cette hypothèse se confirme, l'attentat contre le World Trade Center n'aurait été que le coup d'envoi d'une vague d'attentats prévue pour le mois de juillet à New-York. (AFP, Reuters, UPI)



au Festival de Radio-France & Montpellier en collaboration avec

Le Monde EL PAIS
VIII^e RENCONTRES DE PÉTRARQUE
QU'ALLONS-NOUS TRANSMETTRE À NOS ENFANTS ?
Au Jardin de Pétrarque à Montpellier
19/20/21/22/23 juillet 1993
17 h 30 - 19 h 30
entrée libre

Lundi 19 juillet
Quelles mémoires et quelles histoires ?
Mardi 20 juillet
Quels savoirs et quels goûts ?
Mercredi 21 juillet
Quelles expériences et quels projets ?
Jeudi 22 juillet
Quelles valeurs et quels leçons ?
Vendredi 23 juillet
Quelles peurs et quels espoirs ?

Avec la participation de : Manuel Alcaraz, Stella Baruk, Miguel-Angel Bastienier, Bernadette Brion, Daniel Bessid, Jean-Claude Casanova, Henri Cocco, Régis Debray, Antonio Elorza, Alain Finkielkraut, Jean-François Kahn, Gilbert Lascault, Jean-Marie Lévy-Leblond, Serge Moscovici, Antoine Prost, René Rémond, Danièle Sallenave, Fernando Schwarz, Alain-Gérard Sten, Paul Thibaut, Paul Valadier, Paul Veyne.
Rencontres animées par : Jean Lebrun et Marc Riglet, France-Culture ; Thomas Fereznitz et Bruno Frappat, Le Monde.
Diffusion sur France-Culture du 9 au 13 août, de 20 h 55 à 22 h 30.

ASIE

Japon : « réforme » et perplexité

Suite de la première page

Il paraît certain que le PLD ne disposera plus de la majorité au soir du 18 juillet : s'ouvrira donc pour le Japon une ère de gouvernements de coalition, comme il en connaît dans l'immédiat après-guerre.

Trois scénarios sont possibles : soit un cabinet minoritaire du PLD qui, en tout état de cause, restera le premier parti mais aura besoin d'une coalition de gouvernement, soit une entente du PLD avec une ou deux formations dissidentes, soit une coalition des forces « anti-PLD » réunissant les conservateurs réactionnaires du Shinseitō, les socialistes et les partis centristes, mais excluant les communistes. Coalition hétéroclite, sans programme commun à deux jours du scrutin, sinon une hostilité déclarée au PLD.

Selon les sondages, ce dernier devrait conserver un poids suffisant pour rester une force incontournable, et les chances d'une alternance s'éloignent d'autant, écartant les deux premières hypothèses. Pour l'instant cependant, l'alignement du PLD, le Nouveau Parti du Japon (NPJ), qui a le vent en poupe, préfère jouer la carte de la neutralité, plus payante auprès des électeurs. Le NPJ s'est en revanche allié au Parti pionnier, formé également de transfuges du PLD, accroissant ainsi son influence de formation charnière.

Stratégie de clan

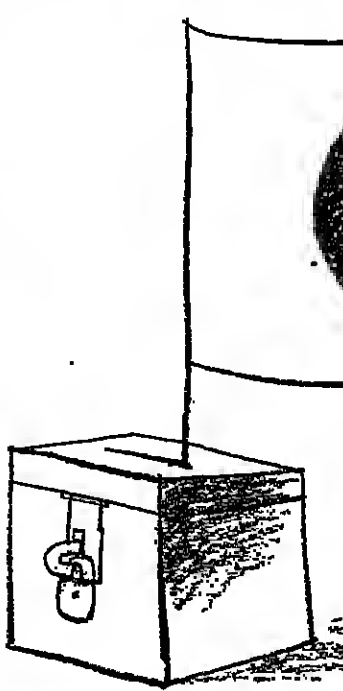
Le changement ? L'électorat est perplexe et la presse sceptique. Les hyperboles auxquelles ont donné lieu la scission au sein du PLD et le vote de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa - comparés à la chute d'un mur de Berlin nippon, voire à une prise de la Bastille - ont fait long feu. Beaucoup partagent l'opinion du quotidien *Mainichi*, qui a tiré un éditorial : « Une dissolution sur un mensonge ».

Brandissant le drapeau de la « réforme », le Parti de la renaissance, mené par l'ex-ministre des finances Tadamasa Hata, n'est-il pas composé de politiciens qui ont pour beaucoup à la « réforme des travaux publics », c'est-à-dire au lobby qui a la haute main sur les fructueuses affaires de géologie civile ? Le stratège du groupe, Ichiro Ozawa, était le bras droit du « parrain » déchu du PLD, Shin Aizawa, et se trouve mêlé à la « réforme des étoiles » : il reste en retrait pour mener dans sa circonscription d'Iwate une campagne selon les méthodes que dénonce hautement M. Hata... Les membres du Parti de la renaissance seront pour la plupart réels, moins pour leur envergure réformatrice que parce qu'ils disposent de « fiefs » électoraux bien tenus en main.

M. Hata appelle les électeurs à avoir « le courage du changement » : il leur demande en réalité de faire preuve d'un « acte de foi » pour faire aboutir une stratégie de clan visant à faire coexister deux grands partis conservateurs en rivalisant en jouant des alliances avec les centristes. Il reste à sa formation à démontrer en quoi il est différent du PLD. S'il y a bien un séisme dans le monde du pouvoir - auparavant, les clans conservateurs « réglaient leurs comptes » dans le champ clos du PLD, désormais ils portent leurs différends sur la place publique, « l'implosion reste cantonnée au palais ».

L'ébranlement du monde politique coïncide, certes, avec des évolutions - internationales (fin de la guerre froide qui a privé le PLD du client de l'anticommunisme) et sociales (plus grande diversité d'opinions, recul du productivisme) -

qui se traduisent par un élargissement de la couche flottante de l'électorat urbain échappant aux organisations traditionnelles d'encadrement des votes (syndicats, associations professionnelles...). Mais cette recomposition du paysage politique n'a été portée par aucun mouvement social qui serait le moteur d'un renouvellement des cercles du pouvoir comparable à ce qui se passe, par exemple, en Italie. « La situation est confuse au point que même les acteurs politiques avancent leurs plans sans savoir où ils vont », estime le commentateur politique Masaya Ito.



PANCHO

Les électeurs sont appelés à se prononcer alors qu'il n'y a pas de grand enjeu : la réforme fiscale ou la participation de soldats nippons aux forces de paix des Nations unies sont du passé. Ce qu'ils doivent décider, c'est la future configuration d'un monde politique qui ne leur donne guère d'éclaircissement sur ses intentions sinon qu'il dénonce avec un bel ensemble la collusion politico-affairiste. « Réforme » allusive et menaces de chaos, parfois outragées, ont été décidées par certains libéraux démocrates qui évoquent le spectre d'« une monarchie du crime comme aux États-Unis », ne constituant guère des projets de société.

Déroute annoncée des socialistes

Les électeurs ne semblent pas souhaiter un changement radical. Ils restent pragmatiques. Ce sont les problèmes du bien-être avant la moralisation de la vie politique qui les préoccupent. En filigrane aussi, ils s'inquiètent de la place du Japon dans le monde, qu'ils sentent lui être hostile : la fin de la guerre froide leur a brusquement fait prendre conscience de l'aggravation de l'antagonisme avec les États-Unis. De ce point de vue, l'affaiblissement de l'exécutif se traduit par un accroissement des pressions de Washington.

Les électeurs favorisent leur élu habituel plus que son idéologie. Certains seront sans doute partagés entre leur appartenance locale (loyauté aux clientèles) et l'idéalisme rafraîchissant de candidats qui sont soutenus par des mouvements de citoyens (notamment des candidates : 7,8 % du total). Mais le phénomène reste marginal. Le mouvement réforme d'Heisei de l'économiste Omae, qui se voulait le

ferment d'un « nouveau contrat » social entre citoyens et politiciens, paraît se dégonfler comme une bulle de savon, ses candidats ayant rejoint des formations plus solides.

Une fois de plus, l'électorat flottant des villes (environ 18 % du total) décidera de l'issue de ce scrutin. C'est un électorat en un sens plus moderne, échappant aux mailles des partis, influencé par les médias et qui se prononce en fonction de ses aspirations. Il devrait favoriser le NPJ, expression d'une jeune génération de politiciens professant un néolibéralisme axé sur la décentralisation souhaitée par les provinces et la primauté des intérêts des consommateurs sur ceux des industries et des lobbies : il s'oppose ainsi au maintien de la fermeture du marché du riz.

Cet électorat flottant fut à l'origine de l'essor des socialistes du PSF à la fin des années 80, portés

par une vague de réaction aux scandales. Cette fois, les sondages prédisent la déroute de la première formation d'opposition. Divisé sur les questions de l'évoit des troupes à l'étranger et de centrales nucléaires, le PSF a déjà essuyé une sérieuse défaite aux municipales de Tokyo (les voix perdues allant au NPJ). Sa direction cherche à se rapprocher des partis centristes - Komeito et social-démocrate - et du Parti de la renaissance, en dépit de l'opposition de son aile gauche et des partisans de la « défense de la Constitution », telle que son ex-président, M. Doi.

Le PSF traverse une crise d'identité qui lui fait perdre le fil. Le jeu de la puissante confédération syndicale Rengo, qui a cherché à se doter d'un organisation politique puis manœuvré au vu de la scission du parti au pouvoir, est désormais favorable à une coalition des forces anti-PLD. Il pourrait faire déchoir le PSF, son aile droite ne se différenciant plus des nouveaux courants conservateurs.

Il n'y a pas que les électeurs qui soient perplexes : les milieux d'affaires, pourvoyeurs de fonds du PLD, le sont également. Bien que la Fédération des organisations économiques (Keidanren) continue à soutenir le PLD, les autres instances patronales ont décidé de financer également les nouveaux partis conservateurs. Bien qu'ayant pour thème la « réforme », cette campagne électorale n'en reste pas moins, comme toutes celles qui l'ont précédée, irriguée par l'argent des bailleurs de fonds traditionnels du monde politique nippon.

PHILIPPE PONS

(1) Voir la série d'articles « Japon : une société en crise » (Le Monde des 29, 30 juin et 1^{er} juillet).

BANGLADESH : à l'occasion du 14 juillet

Le premier ministre félicite... Pierre Bérégovoy

Le premier ministre du Bangladesh, le bégum Khaleda Zia, a adressé ses vœux à Pierre Bérégovoy, à l'occasion du 14 juillet. Ces vœux ont été diffusés par le service de presse officiel et publiés dans la presse locale, mais ils avaient été corrigés par l'ambassade bangladaise avant d'être remis à Matignon. Deux fonctionnaires ont été sanctionnés pour cette « gaffe ». Déjà, au début de l'année M. Zia avait annulé, sans explication et à la dernière minute, la visite officielle qu'elle devait effectuer en France. (AFP)

La fin de la première

La mise en œuvre du n'a pas apaisé l'

Les élections ont été un échec pour le gouvernement de gauche. Le vote de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa a été un échec pour le gouvernement de gauche. Le vote de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa a été un échec pour le gouvernement de gauche.

Après la grande déception de la fin de la première phase de la mise en œuvre du projet de réforme, le gouvernement de gauche se trouve dans une situation difficile. Le vote de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa a été un échec pour le gouvernement de gauche.

Le vote de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa a été un échec pour le gouvernement de gauche. Le vote de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa a été un échec pour le gouvernement de gauche. Le vote de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa a été un échec pour le gouvernement de gauche.

Le réveil

Après la grande déception de la fin de la première phase de la mise en œuvre du projet de réforme, le gouvernement de gauche se trouve dans une situation difficile. Le vote de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa a été un échec pour le gouvernement de gauche.

La préparation du congrès social

Face à la coalition M. Mermaz et Poperen présentent

Le bureau exécutif du Parti socialiste a enregistré, jeudi 14 juillet, les motions déposées à ses congrès, qui doit se tenir le 10 octobre à Paris. Les principaux courants - socialistes, les fabiusiens et anciens jospinistes - ont été de présenter un texte baptisé « Refondation ». M. Mermaz, associé notamment à Roland Dumas et à Jean-Pierre Chevènement, a confirmé sa volonté d'unité dans la gauche.

Michel Rocard ne désespère pas d'associer M. Poperen à la coalition des trois « grands ». L'ancien ministre des relations avec le Parlement va donc profiter de la semaine de réflexion, décidée par le bureau exécutif, avant le « vote » de la motion de censure contre le cabinet Miyazawa. Il est tenté de poursuivre sur la possibilité de parvenir à un accord : il a exprimé, au cours d'une conférence de presse, « il y a deux lignes d'action, une ligne de confrontation avec la gauche et une ligne de consensus, variant plus ou moins entre la gauche et la droite ». M. Rocard. En tout cas, pour M. Mermaz, l'effacement définitif de la gauche n'est pas une option. Il affirme que « le congrès ne peut se clore que le 10 octobre, comme cela nous est proposé par un accord préalable entre les courants », car cela aboutirait à la « cooptation de la parole des militants ».

Cette semaine de débats sera donc une semaine de confrontation. Les représentants sont en effet convaincus que le texte adopté lors du congrès, le 10 octobre, sera un texte de synthèse.

الجمهورية العربية السورية

POLITIQUE

La fin de la première session de la nouvelle législature

La mise en œuvre du programme du gouvernement n'a pas apaisé l'impatience de la majorité

Durant la première session de la nouvelle législature, qui a officiellement pris fin, le 13 juillet, avec la clôture de la session extraordinaire, le Parlement a adopté un ensemble de quarante textes (vingt-cinq projets ou propositions de loi et quinze conventions internationales). Si l'on excepte les projets ou propositions de loi qui étaient déjà en cours d'examen au Sénat, le gouvernement a, en fait, soumis aux parlementaires trente-deux nouveaux textes dont les principaux traduisent les deux priorités annoncées par le premier ministre dans sa déclaration de politique générale : la sécurité et l'immigration avec deux projets de loi (les contrôles d'identité et les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France) et deux propositions de loi (la réforme du code de la nationalité et la réforme de la procédure pénale); le redressement économique (collectif budgétaire, privatisations, autonomie de la Banque de France, emploi et apprentissage) et la maîtrise des comptes sociaux (pensions de retraite et « sauvegarde de la protection sociale »). Cette mise en œuvre de la politique de la nouvelle majorité n'a pas vraiment suffi à apaiser les impatiences des parlementaires.

des Vosges n'est-il pas un fervent militant de la réhabilitation du rôle du Parlement? « Le poids des prérogatives (ou reconnues au gouvernement pour contenir les excès du parlementarisme est devenu excessif », lançait-il dès son premier discours, ajoutant que « se refuser à « convenir d'une pratique nouvelle » pourrait « causer bien des déboires ».

Renforcer les moyens de contrôle

Le maire d'Épinal n'ignorait pas que ce genre de plaidoyer en faveur de la revitalisation de la fonction parlementaire est rimé de la part de tout nouveau locataire de l'hôtel de Lassay. Un de ses prédécesseurs socialistes, Laurent Fabius, s'était déjà frotté à l'exercice, sans succès notable. Aussi fit-il preuve, sans tarder, de volontarisme en cherchant à renforcer les mécanismes de contrôle des députés sur le gouvernement. Il réorganisa ainsi la séance des questions d'actualité du mercredi qui s'enlisait dans la routine, voire dans l'artifice, supprima les questions dites « cribles » du jeudi après-midi, dont la formule n'avait pas connu le succès escompté, évoqua les questions orales sans débat du vendredi matin au jeudi matin, afin de faciliter la présence des ministres et, surtout, invita le gouvernement à présenter une « communication » chaque mardi après-midi sur un sujet de son choix.

Un seul but à toutes ces retouches : rendre plus oerveux et spontanés les échanges entre le gouvernement et l'Assemblée. Après deux mois et demi de



rodage, cette réforme offre un bilan pour le moins mitigé. On s'est en effet étonné que la confidentialité des questions adressées aux ministres par les députés de la majorité lors de la séance du mercredi après-midi n'ait été guère respectée. Les « communications » du mardi après-midi n'ont, elles, jamais vraiment été l'événement, par la faute du gouvernement qui a choisi d'y traiter des sujets sans rapport avec l'actualité immédiate. Quant aux questions orales sans débat du jeudi, elles sont restées une litane de problèmes ou des ministres ne font que lire les réponses de leurs administrations. On n'oublie pas, toutefois, que ces réajustements

auroient été adoptés sur des actes communautaires de portée législative. Si le dossier européen n'a pas véritablement fourni matière à controverse entre le gouvernement et l'Assemblée, la présence en force de députés anti-Maastricht aux postes névralgiques du Palais-Bourbon - M. Séguin à l'hôtel de Lassay, Pierre Mazeaud (RPR) à la présidence de la commission des lois et Robert Padoa-Schioppa (RPR) à la délégation pour les Communautés européennes - constitue pour M. Balladur une source potentielle de difficultés à venir.

réunions de groupe RPR et UDF du Palais-Bourbon.

S'ils ont été sensibles à tant d'égards, les députés RPR ne se sont pas pour autant privés d'épingler séchement le plan de restructurations militaires de François Léonard, ministre de la défense, et les députés UDF d'exprimer leur « sentiment de frustration », selon le mot de Jean-Jacques Descamps (UDF, Indre-et-Loire), face au projet de loi sur l'emploi et l'apprentissage présenté par Michel Giraud, ministre du travail. Cette impatience latente de parlementaires friands de mesures tangibles, voire de symboles puissants, à offrir à leur électorat, a parfois donné lieu à des dérapages « droitières » que M. Balladur a réussi à rattraper. Ce fut le cas au Sénat lorsque Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine) a failli faire adopter un amendement relevant les seuils sociaux dans les entreprises. Ce fut également le cas à l'Assemblée quand Alain Marraud (RPR, Haute-Vienne) fit adopter, l'espace d'une lecture, un amendement ultra-sécuritaire dans le débat sur la maîtrise de l'immigration.

En réalité, les deux chambres ont réagi différemment vis-à-vis du gouvernement. Dans le cas de l'Assemblée, le sens de la discipline a finalement emporté sur toute autre considération car les députés RPR et UDF n'ont pas voulu ajouter aux difficultés que M. Balladur a rencontrées en fin de parcours face à une opposition socialiste et communiste réveillée (lire ci-dessous). On a ainsi vu, lors du débat sur la Banque de France, des dissidents RPR d'une première lecture rentrer sagement dans le rang lors de la lecture définitive.

Les regrets du Sénat

Pour l'heure, chacun s'est pourtant efforcé de ne pas froisser inutilement l'autre. Le premier ministre n'a pas ménagé sa peine au cours des premières semaines pour apaiser la grogne de députés condamnés à l'oisiveté forcée en attendant que le gouvernement mette la dernière main à son programme législatif. C'est que M. Balladur avait conscience que les propos d'un Bernard Fossé, président du groupe RPR, appelant à la « vigilance active et parfois même critique », ou ceux d'un Charles Millon, président du groupe UDF, affirmant que le Parlement doit être « la caisse de résonance du pays », traduisaient assez fidèlement les impatiences d'une opinion tarabotée par l'angoisse de la montée du chômage. Il s'est donc efforcé de laisser les députés s'exprimer amplement en suscitant trois débats - sur la ville, sur l'aménagement du territoire et sur l'Europe - tout en multipliant les interventions personnelles lors des

Le réveil de l'opposition

Après la gaffe de bois du lendemain des élections, les socialistes avaient dû affronter la cruelle réalité d'un hémicycle submergé par la droite. Le choc avait été rude. Les députés socialistes se sont donc faits petits pendant deux mois, tentant de se faire oublier d'une majorité prompt à leur rappeler leur bilan.

Deux mois plus tard, fini le vogue à l'ama, on assistait au réveil de la gauche. Alors qu'on pensait que l'opposition n'existait plus que dans les rangs de la majorité, les députés du PS et du PC choisissaient le débat sur la réforme de la Banque de France pour marquer leur résurrection au

Palais-Bourbon. On a ainsi vu Jean-Pierre Chevènement se livrer, avec gourmandise, à une véritable démolition du projet gouvernemental. Raquiné par une bataille dont elle ne se sentait elle-même plus capable, la gauche avait entamé une querelle parlementaire qui n'aurait plus cessé. Trois surcraux textes vont lui donner l'occasion de montrer ce dont elle est capable : le projet sur l'enseignement supérieur, la réforme de la loi Falloux et les privatisations. Obligant l'Assemblée nationale à renouer avec des séances sans fin, le groupe socialiste, battant au coude à coude avec les communistes, a

su user de la panoplie complète des artifices d'obstruction parlementaire.

Déterminés à bousculer l'ordre du jour de la fin de la session ordinaire, les députés socialistes s'en sont donné à cœur joie. Lors de la discussion réformant la loi Falloux, ils se lancèrent dans une guerre d'usure qui allait durer vingt-cinq heures... Au Palais de Luxembourg, les sénateurs socialistes les relayèrent lors d'un débat marathon, obligeant le gouvernement à suspendre la discussion. « Les obstructions ont gagné », constatait amèrement le ministre de l'Éducation nationale. Le gouvernement venait de vivre

sa première déconvenue parlementaire au plus grand plaisir des socialistes.

Le scénario s'est répété pour le débat sur les privatisations, obligeant le gouvernement à engager la responsabilité de son gouvernement - en utilisant l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, la première motion de censure de cette législature fut évidemment rayée, mais elle permettait de rassurer le « peuple de gauche » : l'opposition était bien là, déterminée à ne pas lâcher son rôle d'empêcheur de l'Assemblée tranquille.

Les sénateurs n'ont pas eu autant de scrupules. S'ils ont voté tous les textes gouvernementaux, ils n'en ont pas moins livré une farouche bataille contre certains membres du gouvernement, tels Michel Giraud ou Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, au nom de la rigueur technique ou de l'orthodoxie budgétaire. Tout se passe comme si le Palais de Luxembourg, qui connaît son heure de gloire lorsqu'il s'agit d'imposer comme l'aile marchante de l'opposition de droite sous les gouvernements socialistes, vivait assez mal sa banalisation politique dans le nouveau contexte. Sans doute ce malaise diffus n'est-il pas étranger à l'appréhension du conflit qui l'a opposé à l'Assemblée nationale lors de la discussion sur la révision constitutionnelle. Est-ce là un nouveau « front » de la cohabitation qui s'ouvre?

SYLVIA ZAPPI

FRÉDÉRIC BOBIN

La préparation du congrès socialiste

Face à la coalition majoritaire MM. Mermaz et Poperen présentent leurs motions

Le bureau exécutif du Parti socialiste a enregistré, jeudi 15 juillet, les motions déposées pour son congrès, qui doit se tenir au mois d'octobre à Paris. Les trois principaux courants - les rocardiens, les fabiusiens et les anciens jospinistes - ont décidé de présenter un texte commun, baptisé « Refonder ». Louis Mermaz, associé notamment à Roland Dumas et à François Loncle, a confirmé ses différences en présentant sa motion intitulée « Unité dans la clarté », et Jean Poperen a déposé son propre texte intitulé « Une volonté à gauche ».

L'union apparue aux états généraux de Lyoo et lors du comité directeur du Parti socialiste du 7 juillet s'est confirmée lors de la réunion du bureau exécutif du PS, jeudi 15 juillet. Les trois grands courants ont déposé une motion commune, à laquelle sont associés les mermaziens et le « gauche socialiste » de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon. Celui-ci a d'ailleurs estimé, jeudi au cours d'une conférence de presse, que, lors de son prochain congrès, le PS allait « faire aussi bien qu'à

Epiney ». Tout n'est pas pour autant définitivement réglé.

Michel Rocard ne désespère pas d'associer M. Poperen à la coalition des trois « grands ». L'ancien ministre des relations avec le Parlement va donc profiter de la semaine de sursis, décidée par le bureau exécutif, avant le « verrouillage » des motions pour continuer de discuter avec la direction actuelle du parti. Il est toutefois fort sceptique sur la possibilité de parvenir à un accord; il a expliqué, au cours d'une conférence de presse : « Il y a deux lignes d'action : une ligne de confrontation sociale (la sienne) et une ligne de consensus, variante plus ou moins sociale de la gestion libérale » qu'incarne, d'après lui, M. Rocard. En tout cas, pour M. Mermaz, l'affaire est définitivement entendue; sa motion affirme que « le congrès ne peut se clore dès le mois de juillet, comme cela nous est proposé par un accord préalable entre les courants », car cela aboutirait à la « confiscation de la parole des militants ».

Cette semaine de sursis sera aussi fort utile aux trois courants majoritaires. Leurs représentants sont en effet conviés au texte officiellement rédigé n'est pas parfaitement mis au point, et ils vont

donc s'efforcer, d'ici le bureau exécutif du mercredi 21 juillet, à partir duquel les motions ne pourront plus être modifiées, d'en améliorer la formulation, tout particulièrement dans l'analyse qui est faite de la société.

Dans son état actuel, et conformément à ce qui avait été décidé, il comprend plusieurs options. Ainsi les militants devront décider si la réduction du temps de travail proposé devra ou non s'accompagner d'une diminution des salaires. Ils devront aussi choisir entre un protectionnisme européen et la poursuite de la disparition des entraves aux échanges internationaux. Trois possibilités leurs sont aussi offertes sur l'évolution des institutions : une V^e République amendée dans le sens des propositions faites par François Mitterrand; l'instauration d'un véritable régime parlementaire avec la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel direct; la mise en place d'un régime présidentiel. De même, il leur faudra trancher entre trois modes de scrutin : majoritaire avec une dose de proportionnelle; majoritaire dans les petits départements et proportionnel dans les grands; proportionnelle intégrale.

Théoriquement, ces diverses options devraient être soulevées chacune par des représentants des trois grands courants, afin que personne ne puisse se compter sur le vote de l'une ou l'autre. Mais la procédure définitive ne sera adoptée que la semaine prochaine.

Th. B.

Consell constitutionnel : les députés socialistes déposent deux recours. - Les députés socialistes ont déposé, jeudi 15 juillet, deux recours devant le Conseil constitutionnel : l'un contre le texte de loi sur la maîtrise de l'immigration et les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, dont ils estiment qu'il « porte atteinte à de très nombreux droits et libertés à valeur constitutionnelle »; l'autre contre le texte de loi réformant le statut de la Banque de France. Ce dernier texte, adopté définitivement, comme le précédent, pendant la session extraordinaire, a été également déféré, mardi 13 juillet, devant le Conseil constitutionnel par les sénateurs socialistes (Le Monde du 15 juillet).

M. Balladur confie une mission à M. Lalonde

Sur proposition de Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, et de Michel Barnier, ministre de l'Environnement, Édouard Balladur vient de confier à Brice Lalonde une mission d'étude afin de proposer des « mesures qui permettent un équilibre entre échanges commerciaux et protection de l'environnement en vue d'un développement durable de tous les pays, y compris les plus pauvres ». Le président de Génération Ecologie et ancien ministre de Michel Rocard et d'Edith Cresson devra remettre son rapport au premier ministre pour la fin novembre.

Candidat malheureux aux élections législatives de mars dernier, dans la deuxième circonscription de Paris face à Laurent Dominati (UDF-PR), ancien candidat à l'élection présidentielle de 1981, Brice Lalonde indique qu'il avait lui-même proposé au gouvernement de conduire cette mission qui devrait répondre à des questions telles que « est-ce que l'on doit accepter le libre commerce des matériaux fissiles ou le dumping écologique des pays qui ne respectent pas l'environnement et vendent ainsi leurs produits moins cher? A l'inverse, est-ce que certains États n'utilisent pas l'environnement à des fins protectionnistes? Peut-on « vendre » le GATT? ». Pour M. Lalonde, Génération Ecologie « s'honore de contribuer au débat comme elle l'a toujours fait de

façon constructive et indépendante ». Interrogé par RTL, vendredi 16 juillet, il a expliqué : « Ce n'est pas parce qu'il y a un gouvernement que je ne soutiens pas qu'il ne faudrait pas que je défende l'environnement. Donc, je continue de travailler quel que soit le gouvernement ».

Une exposition sur les camps d'internement du Loiret. - Réalisée par le Centre de recherche et de documentation sur les camps d'internement et la déportation juive dans le Loiret, l'exposition sur les camps d'internement du Loiret de 1941 à 1943 est accueillie par la fondation de l'Arche de la fraternité sur le toit de la Grande Arche à la Défense (Hauts-de-Seine). Elle est ouverte tous les jours de 9 heures à 19 heures jusqu'au 26 septembre.

Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 16 juillet (page 7), le général Morillon n'a pas été décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur, stade ultime de cette distinction; il a été élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur et a reçu ses insignes des mains du chef de l'Etat, grand maître de cet ordre. La Légion d'honneur comprend cinq classes : chevalier, officier, commandeur, grand officier, grand-croix.

SOCIÉTÉ

Après avoir invité à plus de discrétion le procureur de la République dans l'affaire OM-Valenciennes

Le garde des sceaux porte plainte contre Bernard Tapie pour diffamation envers des fonctionnaires publics

Le ministre de la justice Pierre Méhaignerie a annoncé, vendredi 16 juillet, qu'il allait porter plainte dans la journée auprès du procureur général de Paris pour diffamation envers des fonctionnaires publics après les déclarations de Bernard Tapie. Cette plainte vise les propos tenus par le président de l'OM à l'hebdomadaire VSD du 15 juillet, où il comparait les méthodes des magistrats de Valenciennes aux « rafles des juifs pendant la guerre ». S'en prenant à Eric de Montgolfier — « le procureur va trop loin », — le député (RL) des

Bouches-du-Rhône déclarait : « C'est pas du droit, ça, c'est digne de l'inquisition, de la Gestapo. » Commentant cette plainte, qui vise aussi le directeur de VSD François Stébel et les deux journalistes qui ont interviewé M. Tapie, M. Méhaignerie a souligné qu'il avait pris cette décision « pour protéger la justice contre des accusations graves ». Le garde des sceaux a par ailleurs « renouvelé sa confiance au procureur et au juge » qui « mettent toute leur énergie à rechercher la vérité ».

Ce geste explicite de soutien, qui était attendu par les magistrats de Valenciennes, intervient au lendemain des consignes de modération adressées par la chancellerie au procureur de Valenciennes, M. de Montgolfier, jeudi 15 juillet, à la chancellerie par Philippe Léger, directeur du cabinet de Pierre Méhaignerie. Au cours d'une conférence de presse, vendredi 16 juillet, à Valenciennes, M. de Montgolfier a déclaré qu'il n'avait pas été « l'objet d'un rappel à l'ordre de la part du ministère de la justice », nous indique notre

envoyé spécial, Jérôme Fenoglio. « Pour le bien de l'Etat, nous allons adopter une autre méthode, a-t-il souligné. Je fais des communiqués écrits autant que cela sera nécessaire, et si c'est utile je commenterai ces communiqués, mais à une cadence moins effrénée que celle à laquelle je me suis prêtée ces derniers temps. »

Par ailleurs, l'attaché parlementaire de M. Tapie, Marc Fratani, était attendu, vendredi en fin de matinée, à Marseille par des policiers du SRPJ de Lille.

La chancellerie et le « style » Montgolfier

Depuis le début de l'affaire OM-Valenciennes, la chancellerie est partagée entre l'irritation et la prudence. La proximité du procureur de Valenciennes est souvent jugée avec sévérité par les proches du garde des sceaux, qui aimeraient qu'Eric de Montgolfier se montre plus discret, mais Pierre Méhaignerie est extrêmement circonspect : il sait que les ministres de la justice qui se sont succédés ces dernières années place Vendôme ont essuyé des tempêtes en se mêlant de près ou de loin aux « affaires ».

Le garde des sceaux souhaitait d'autant moins intervenir qu'il avait affiché dès son arrivée sa volonté d'agir avec « transparence » à l'égard des magistrats du parquet. Pour ce qui concerne la gestion des affaires sensibles, « mes lignes directrices seront de faire confiance aux procureurs et procureurs généraux, à charge pour ceux-ci de me tenir informé précisément et rapidement car je suis responsable de la politique globale d'action publique vis-à-vis du gouvernement et du Parlement », notait-il dans le Monde le 2 mai, en ajoutant : « Je vais faire en sorte que le garde des sceaux ne soit plus perçu comme le ministre des affaires mais comme celui du droit. »

En s'exprimant ainsi, Pierre Méhaignerie ne songeait pas à la liberté de parole des magistrats du ministère public mais au versement au dossier des instructions adressées aux procureurs et à l'engagement à jamais s'opposer à l'ouverture d'une information judiciaire. Ses propos, qui tranchaient avec les déclarations de ses prédécesseurs, n'étaient cependant pas passés inaperçus : dès le début de l'affaire OM-Valenciennes, Eric de Montgolfier les avait brandis comme s'il disposait d'un véritable blanc-seing.

A l'exception d'un court communiqué diffusé, jeudi 15 juillet, par la chancellerie à l'issue de la rencontre entre le directeur du cabinet du garde des sceaux et M. de Montgolfier :

« Faire preuve de la plus grande réserve »

Voici le texte du communiqué diffusé, jeudi 15 juillet, par la chancellerie à l'issue de la rencontre entre le directeur du cabinet du garde des sceaux et M. de Montgolfier :

« Dans les derniers jours, l'affaire Valenciennes-O.M. a pris une ampleur médiatique exceptionnelle qui pourrait nuire au bon déroulement de la procédure par l'incertitude qu'elle porte à la sérénité de la justice. Pour cette raison, la chancellerie a jugé utile de faire le point avec le procureur général de la cour d'appel de Douai et le procureur de la République de Valenciennes. A la suite de cette entrevue, le garde des sceaux tient à préciser qu'il renouvelle sa confiance, déjà manifestée, aux magistrats du siège et du parquet qui suivent cette procédure ouverte sur la plainte du président de la Ligue française de football. »

« Cette affaire, par son retentissement exceptionnel, illustre la difficulté de trouver un nécessaire équilibre entre les droits des parties concernées et les besoins de l'information. Pour alimenter sa réflexion, le garde des sceaux a constitué un groupe de travail comprenant des magistrats de terrain ainsi que des représentants des organisations professionnelles. »

« En attendant que soient définis de nouveaux modes d'expression de la justice face aux médias, Pierre Méhaignerie demande à toute personne concernée par une procédure en cours, et notamment celle de Valenciennes, de faire preuve de la plus grande réserve dans l'usage de la parole. Dans cet esprit et dans un souci d'équilibre, le garde des sceaux a souhaité que le procureur de la République de Valenciennes revienne à un mode de communication plus habituel avec la presse. »



procédure», la chancellerie avait donc préféré se taire. Au fil des conférences de presse et des entretiens en direct accordés par Eric de Montgolfier, les critiques s'étaient multipliées : depuis bientôt quinze jours, Édouard Balladur ne cache pas sa désapprobation et François Mitterrand a clairement précisé, le 14 juillet, que le procureur allait trop loin. En annonçant, au lendemain de cet entretien, qu'il allait « répondre » au chef de l'Etat, Eric de Montgolfier a fait un pas de trop.

Constatant que l'affaire OM-Valenciennes avait « pris une ampleur médiatique exceptionnelle », le ministre de la justice a fini par sortir de sa réserve. Accompagné du procureur général de Douai, Eric de Montgolfier a été reçu pendant plus d'une heure place Vendôme par Philippe Léger, directeur du cabinet de Pierre Méhaignerie. A l'issue de ce long rendez-vous pendant lequel il a pu s'entretenir par téléphone avec le ministre de la justice, la chancellerie, qui a renouvelé sa confiance aux magistrats du siège et du parquet de Valenciennes, a demandé au procureur de Valenciennes de « revenir à un mode de communication plus habituel avec la presse ».

Depuis le début de l'affaire, Eric de Montgolfier sait qu'il navigue à la frontière des textes. Aux termes du statut de la magistrature de 1958, les magistrats du parquet sont placés « sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques et sous l'autorité du garde des sceaux », mais les décisions de la commission de discipline du parquet leur reconnaissent une certaine liberté de parole. Dans

un avis concernant le procureur de Valenciennes, Georges Apat, qui s'était prononcé en faveur de la dépenalisation de la drogue lors d'une audience solennelle de rentrée, la commission était allée très loin : « Préférer, notait cette décision signée par Pierre Arpille, en 1987, à l'entière conviction des magistrats du parquet à une hiérarchie dont le garde des sceaux serait le chef n'aurait, ainsi qu'il a été souvent observé, qu'à discréditer la justice en faisant du parquet qui l'administre du pouvoir Exécutif. »

Dans une décision datée du 9 avril, la commission de discipline, qui devait se prononcer au sujet du comportement du procureur de Foix, avait à nouveau reconnu une certaine liberté d'expression aux magistrats du ministère public. Soulignant que le procureur — à avoir refusé de participer à la cérémonie du 8 mai afin de protester contre les attaques envers la justice suscitées par l'arrêt Touvier — n'avait pas tenu de propos « excessifs », l'avis notait que la liberté d'expression des magistrats du parquet « ne saurait être cantonnée à la seule prise de parole à l'audience ». « Un magistrat peut se soustraire [aux événements qui se déroulent en dehors des palais de justice] lorsqu'il estime inopportuniste rencontrer certaines personnes ou craindre d'entendre des propos incompatibles avec la dignité de la justice et auxquels il ne pourrait répondre. »

Ces décisions qui définissent à petites touches les contours de la liberté d'expression des magistrats du parquet ne peuvent toutefois s'appliquer directement au cas de Valenciennes puisque la commission de discipline n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur la plainte de Bernard Tapie des « excusés publiques » à la suite de ses propos sur la déportation des juifs pendant la guerre, le président de l'OM a assuré la communauté juive de sa « sympathie ». « Le combat que je mène depuis des années est la reconnaissance de la sincérité de mes sentiments de réprobation absolue à l'égard du nazisme, et de ma sympathie envers la communauté juive », a souligné M. Tapie dans un communiqué diffusé jeudi 15 juillet. « Je n'ai jamais accusé des juifs d'avoir, pour échapper aux rafles, dénoncé d'autres juifs, a-t-il ensuite précisé. Si de tels propos ont été mis dans ma bouche, il s'agit bien évidemment d'une erreur de formulation, cela ne correspond ni à l'histoire ni à mes convictions. »

Dans un entretien paru dans VSD, Bernard Tapie comparait la

ciennes puisqu'elles concernent l'audience ou les cérémonies extérieures. En matière de secret de l'instruction, Eric de Montgolfier sait cependant que les frontières, là aussi, sont floues. Les procureurs sont tenus au secret de l'instruction, comme tous ceux qui « concourent » à la procédure, mais ils peuvent s'exprimer par le biais de communiqués.

Dans une circulaire datée du 22 avril 1985, Bruno Corte, alors directeur des affaires criminelles et des grâces, estimait ainsi qu'il était « souhaitable de recourir plus fréquemment à cette possibilité » : « Limites à la présentation d'éléments objectifs tirés de la procédure, ces communiqués doivent constituer de véritables mises au point émanant de l'autorité judiciaire, et ne comporter naturellement aucune appréciation sur les charges retenues contre les inculpés. »

Eric de Montgolfier est manifestement allé très au-delà de ces recommandations. En s'exprimant de manière abrupte — « J'offense la meute » — et en multipliant les entretiens en direct par les radios et les télévisions, le procureur de Valenciennes a outrepassé les simples mises au point que font en général les parquets. Emporté par les ardeurs de la médiatisation, Eric de Montgolfier a également pris le risque de transformer une instruction judiciaire complexe et difficile en un duel médiatique avec Bernard Tapie : ses commentaires personnels sur la culpabilité des protagonistes et sa façon de lier la détention provisoire à l'obtention d'aveux sont peu conformes à l'éthique que l'on peut attendre d'un magistrat.

Aux dires des journalistes présents sur place, le procureur de Valenciennes n'a cependant jamais directement violé le secret de l'instruction. M. de Montgolfier parle beaucoup, commente sans cesse et dramatise à l'excès une procédure qui mobilise en permanence l'attention des médias, mais il ne porte pas à la connaissance des journalistes des documents issus du dossier. Tous les magistrats qui le connaissent saluent d'ailleurs la « solidité » et la « maîtrise procédurale » de ce magistrat. « Il est très difficile de savoir s'il y a véritablement enfreinte les règles qui gouvernent le parquet, résume un procureur. Dans ce dossier, tout est affaire de style. » Estimant que ce dossier illustre « la difficulté de trouver un nécessaire équilibre entre les droits des parties concernées et les besoins de l'information », la chancellerie a décidé de mettre en place un groupe de travail sur la communication de la justice qui réunira des magistrats de terrain et des représentants des organisations professionnelles.

ANNE CHEMIN

Faute d'arbitrage

Suite de la première page

C'est une simple pause, un avertissement certes, mais accompagné d'une solidarité spectaculairement renouvelée, par la décision de M. Méhaignerie de porter plainte contre M. Tapie. Car la chancellerie, qui a le pouvoir de connaître la consistance et la solidité du dossier instruit à Valenciennes, sait bien qu'en l'occurrence le procureur reste à la limite de la faute et que le juge d'instruction n'a, pour l'heure, commis aucune violation flagrante des règles procédurales.

Les avocats de l'Olympique de Marseille et de son président, Bernard Tapie, sont dans leur rôle quand ils bataillent sur ce terrain. Mais, d'expérience, ils savent bien que la pièce judiciaire qui se joue à Valenciennes est avant tout un symptôme des ambiguïtés et contradictions de la procédure pénale française. Il est vrai que, parfois, les instructions se mêlent à charge plutôt qu'à décharge, tant il est difficile pour un seul personnage de se couper en deux et de s'instituer schizophrène, combattant sans relâche l'intime conviction qu'il s'est forgée au cours de son enquête.

Il est vrai aussi que, souvent, le placement en détention est utilisé comme un moyen de pression sur les suspects récalcitrants, mais il serait inévitable de s'écarter de son ordinaire, et non pas seulement quand des personnes en vue sont l'objet de ce changement procédural. Il est vrai enfin que le secret de l'instruction est, de longue date, en crise, fragile paravent du bras de fer entre défense et accusation dès qu'une affaire sort de l'ordinaire et, notamment, quand ses enjeux sont quelque peu politiques.

Si le président de la République s'en était tenu là, à ce rappel aux règles du jeu, on se serait contenté de regretter la frilosité de ses gardes des sceaux successifs qui refusent une transformation profonde de la procédure pénale française, distinguant mieux le rôle de l'accusation et renforçant les droits de la défense. Mais M. Mitterrand a été au-delà. Son bon-jour à l'encontre du tribunal de Valenciennes est venu coiffer un Bernard Tapie qui, depuis le début de cette affaire, met en cause la partialité des magistrats qui enquêtent sur son club, les comparant même à la Gestapo.

Il est intervenu alors même que l'instruction venait de vivre un tournant décisif avec le retour du juge d'instruction, Jacques Eydie, qui a fini par donner raison aux accusations des joueurs de Valenciennes. Enfin, il

s'est accompagné d'un éloge sans nuances de M. Tapie, qui n'est pas sans rappeler les plaidoyers passés du président pour d'autres de ses proches en difficulté avec la justice — Christian Prouteau dans l'affaire des Irlandais de Vincennes et Roger-Patrice Delat dans celle du rachat de Triangle par Pechiney.

« Un excellent ministre à mes yeux », a dit M. Mitterrand de M. Tapie qui fut pourtant un ministre à l'éclipses des gouvernements Bérégovoy : durant un petit mois et demi, du 2 avril au 23 mai 1992, avant que son différend avec son ancien associé, Georges Tranchant, dans l'affaire Toshiba ne l'oblige à démissionner ; puis du 24 décembre 1992 au 29 mars 1993, en pleine campagne électorale, quand le retrait négocié de la plainte de M. Tranchant lui permit d'obtenir un non-lieu dont les attendus furent quelque peu écaillés à l'encontre du député des Bouches-du-Rhône, accusé par le juge de « s'être livré à une véritable morale des affaires ». Le président a aussi exprimé son admiration pour l'OM, « ce grand club », se trompant au passage en affirmant qu'au jour du match avec Valenciennes, elle était « de toute façon champion de France » ce qui n'arrivera qu'après la victoire en coupe d'Europe et contre le PSG.

M. Mitterrand ne veut donc pas en dire plus, ce qui semble être la conviction, non pas de la justice valenciennoise, mais de la Ligue nationale de football, dont l'enquête interne et la plainte sont à l'origine de l'instruction en cours. Le juge Bernard Boffy, déclare son président Noël Le Graet à l'issue du 15 juillet, « le dossier bien en main », avant d'ajouter, en connaissance de cause poétique, plaignant, il y a accès : « Et, croyez-moi, le rapport que nous lui avons remis à l'ouverture de l'instruction ne pèse pas lourd à côté des éléments dont il dispose aujourd'hui ». Le même Noël Le Graet dit qu'il se « sent trahi » à la découverte que l'OM et son président ne s'étaient pas « assagis ». Car il ne faudrait pas oublier en effet que le feuilleton judiciaire de l'OM, loin de commencer à Valenciennes, a déjà connu plusieurs épisodes. Et qu'à chaque fois, d'opportunistes solidarités ont quelque peu entravé l'action de la justice.

N'est-ce pas le 4 juillet 1991 que le procureur de la République de Marseille écrivait au garde des sceaux qu'il avait « l'intention de requérir l'ouverture d'une information des chefs de faux, usage de faux et abus de confiance », visant notamment M. Tapie ? « Say instructions fortes contraintes de faire part », ajoutait le procureur Gropet. Et, en effet, elles furent contraires.

EDWY PLENEL

Au tribunal correctionnel de Saint-Brieuc

Le maire de Trébeurden condamné à une peine de prison ferme pour trafic d'influence

SAINT-BRIEUC

de notre correspondant

Alain Guennec, quarante-quatre ans, maire (apparenté socialiste) de Trébeurden — station balnéaire des Côtes-d'Armor — a été condamné par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc, à deux ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis, pour trafic d'influence. Il a également été privé de ses droits civiques et civils pour une durée de dix ans. Le jugement, exécuté au terme du délai d'appel de dix jours, annule de fait le mandat de maire.

La justice reproche à Alain Guennec d'avoir reçu une somme de 300 000 francs de l'ancien gérant du bureau d'études chargé de l'aménagement d'un port de plaisance sur le territoire de la commune. André

Menguy, l'ex-gérant de la société Sérin, a été condamné à la même peine que le premier magistrat de la commune pour « avoir usé d'offices de dons ou de présents tendant à la corruption d'Alain Guennec ».

Autre inculpée, Marie-Françoise André, première adjointe au maire, poursuivie pour recel, a été condamnée à un an d'emprisonnement, dont six mois avec sursis, ainsi qu'à la déchéance de ses droits civiques et civils pour dix années également. Elle perdra aussi son mandat électif.

Alain Guennec et André Menguy avaient été placés sous mandat de dépôt pendant respectivement deux et trois mois. Lors de l'audience, le 27 mai, les deux hommes avaient argué de leur amitié pour justifier la transaction mise en cause. Le procureur avait considéré que les trois pré-

venus avaient agi par intérêt en « luttant dans la caisse des citoyens, ce qui déshonore gravement le système démocratique ». En toile de fond du procès, il y a la construction d'un port de plaisance qui divise les habitants de la commune. Depuis trois ans, de multiples épisodes judiciaires ont arrêté puis autorisé les travaux. Au début du mois, l'installation a accueilli les premiers bateaux. Trois jours après l'ouverture du port, le conseil municipal a confirmé, mardi 6 juillet, le dernier montage financier, malgré la mise en garde du préfet des Côtes-d'Armor qui, sur la base d'un rapport de la chambre régionale des comptes considérant le financement du port comme « entaché d'illicéité », menace de porter à nouveau le dossier devant le tribunal administratif. (Infrin)

« Human Bomb », affaire

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Les conclusions de l'enquête sur la prise d'otage sont contestées par la famille de l'enfant

Monsieur, l'arrondissement de la Haute-
 Garonne, a été nommé par le préfet
 pour être le premier magistrat de ce
 département pendant un an, et d'après les
 données qui ont été recueillies, il a été
 nommé M. de la Roche.

M. de la Roche, ancien magistrat,
 ancien conseiller général, a été nommé
 par le préfet pour être le premier
 magistrat de ce département pendant un
 an, et d'après les données qui ont été
 recueillies, il a été nommé M. de la
 Roche.

M. de la Roche, ancien magistrat,
 ancien conseiller général, a été nommé
 par le préfet pour être le premier
 magistrat de ce département pendant un
 an, et d'après les données qui ont été
 recueillies, il a été nommé M. de la
 Roche.

Celui-ci stipule que la suspension active ne doit pas influer sur l'aérodynamisme et que l'antipatinage ne doit être commandé que par le pilote. Williams a annoncé son intention de faire appel de cette décision auprès du tribunal d'appel de la Fédération internationale automobile (FIA). Cet appel, suspensif, ne pourra pas être jugé avant le Grand Prix d'Allemagne, à Hockenheim, le 25 juillet, où les dispositifs d'assistance pourront encore être utilisés. On devrait savoir avant le Grand Prix de Hongrie, en août, si les voitures doivent ou non être modifiées jusqu'à la fin de la saison.

Renault avait menacé, samedi 10 juillet, d'abandonner la F1 si l'électronique était bannie. Par ailleurs, la FISA devait examiner, vendredi 16 juillet, la question du carburant. Williams risque de se faire rebattre les points engendrés par Prost aux Grands Prix de San-Marin, d'Espagne et du Canada, si le carburant E11 utilisé à l'occasion de ces courses était déclaré non

CULTURE

L'été festival/Avignon

CHAMP D'EXPERIENCES PREMIER, en HLM à la Croix-des-Oiseaux

Ascension d'enfer

En musique et en marche, voyage dans l'invivable



MARC ENGLERAND

BRUNO SCHNEBELIN

C'est à un étrange voyage qu'il nous convie avec sa compagnie litopie. Un voyage jaloné de rencontres insolites dans le labyrinthe d'une HLM squattée par un peuple de mutants : la chanteuse rampante des sous-sols, le portier cloué à sa porte, la femme-grotte, l'homme-fontaine et la femme-papier peint, celle qui danse en cage et celui qui rampe dans un cylindre de barbelés (ci-dessus), la femme-sphère et l'homme-escalier.

Si l'enfer était un jardin, il pourrait ressembler à celui d'Iliotopie : six niveaux de cultures humano-végétales dans une tour HLM désaffectée de la banlieue avignonnaise. Là, toutes les angoisses, toutes les dérives psychiques, toutes les stratégies de survie des exclus de la fête sociale s'expriment en floraisons proliférantes et méphitiques. Pas de Virgile pour guider les Dante de festival qui s'aventurent dans ces quatre-vingt-quinze pièces « et aussi de corridors » : un règlement sonore invite à goûter en solo les « plaisirs » du voyage. Tremblements assurés à tous les étages.

La tour se situe à la Croix-des-Oiseaux, un de ces quartiers réputés chauds où les compagnies engagées d'après mai 68 proposaient des spectacles « off » à message social. Désertée par les habitants, elle aurait dû imposer depuis longtemps grâce aux techniques d'effacement des correcteurs d'aberrations urbaines. Toujours dressée comme un signe de mort dans ce qui demeure un ghetto, elle est devenue acte artistique, « réhabilitée » provisoirement par une cinquantaine de plasticiens, musiciens, acteurs et techniciens dirigés par Bruno Schnebelin.

Ce collectif, Iliotopie, n'en est pas à

sa première intervention dans le vif de la ville. Il y a trois ans, il transformait en « palais à loyer modéré » (PLM), avec ébauffeur en Jaguar à l'entrée et petits déjeuners au lit, un immeuble déshérité du quartier de Castellane, à Marseille. Précédemment, il avait organisé toute une série de manifestations socio-artistiques destinées à changer la vie dans les quartiers tristes : installations de cuisines conviviales en abris ou carambolages routiers traités façon Luna-Park. En tout, douze ans de création « incommensurable » car bors-norme, « au grand air entre Camargue sauvage et sites industriels ».

A la Croix-des-Oiseaux, la troupe a passé une année en compagnie des habitants, en complément avec une maison des jeunes et de la culture qui a contribué à lancer, jadis, le Festival « off » bars les murs. Les enfants du quartier ont eu la primeur des transformations progressives de la tour condamnée. Ils ont vu apparaître, sous les fenêtres aux vitres brisées de la façade, l'inscription géante « Samsufi », annonciatrice de tous les bonheurs petits-bourgeois. Ils ont vu pousser un gazon vertical et synthétique à même la muraille de béton, là où chaque jour, suspendu à plusieurs mètres au-dessus du sol, se présente un litopie qui a su conjuguer ses rêves pavillonnaires avec les dures réalités de l'espace HLM. Ils ont même eu droit à une visite gratuite de l'enfer...

Aujourd'hui, c'est au tour du public. A lui de prendre le bus aux faux airs de fourgon cellulaire, devant la grande porte d'Avignon, jusqu'à l'inquiétant comité d'accueil qui l'attend au pied de la tour. A lui d'entrer, de voir, d'entendre, de sentir, de toucher et même, puisque tous les sens sont sollicités, de goûter. Pour 120 F, tout le monde a droit à l'ascension initiatique dans l'invivable.

Au cours du voyage, on affronte d'étranges créatures qui semblent autant d'excroissances du minstreux organisme qu'est devenue la

tour : la chanteuse rampante des sous-sols, le portier cloué à sa porte, la femme-grotte, l'homme-fontaine et la femme-papier peint, celle qui danse en cage et celui qui rampe dans un cylindre de barbelés, la femme-sphère et l'homme-escalier. Les plus autonomes (apparemment) invitent le visiteur à partager leurs drôles de manies. Un capitaine échoué dans une cave à vin s'y enivre de bouteilles à la mer. Un bouillonneur de cru ne disposant que de crudités fabriquées de l'alcool de chaux. Une sorcière anime des concerts de gargarismes. Un paysan labouré un lit.

Une psychanalyste « vendeuse de salades » a installé son divan sous des plants de laitues. Un de ses confrères invite à « changer de peau » en proposant divers échantillons d'épidermes. De salle en salle, on n'évite pas d'être touché, physiquement, par les « aiguilleurs », « guérisseurs » et autres passeurs qui indiquent le chemin.

Si le sens du voyage n'apparaît pas immédiatement, on perçoit peu à peu une progression libératrice. Au départ, le corps social est exposé dans sa déchéance, son pourrissement, jusqu'à cet étage de marécages où l'on visite en barque les restes d'un mobilier à demi-immersé dans les eaux bourbeuses. Par la suite, le labyrinthe des thérapies remplace celui des maladies : les visiteurs sont invités à regarder et écouter autrui, à faire le bilan de leurs vies. A la fin, les eaux deviennent lustrales, les miasmes se dissipent, on gagne les balcons pour contempler le ciel entre les plantes grimpances. Cinq étages plus bas, le paysage n'a pas changé, mais on porte un regard un peu différent sur l'enfer.

BERNADETTE BOST

➤ Jusqu'au 21 juillet. Départs de la visite à 20 heures, 20 h 30, 21 heures, 21 h 30 et 22 heures place de la Grande-Poste.

EXPOSITION PITOEFF, à la Maison Jean-Vilar

Deux saltimbanques de rêve

Regards sur un couple de monstres sacrés

Les deux Pitoëff, Ludmilla et Georges, sont là, à l'entrée de l'exposition qui leur est consacrée, comme s'ils vous accueilleraient un soir de bal, avec deux grandes belles photographies : elle d'ailleurs à l'air d'une jeune fille toute roseissante de ses débuts dans le monde, lui plus ténébreux, de profil, style mormon dans une nouvelle d'Herman Melville.

Il fallait le crayon vif et net de Jean Cocteau pour dire, en deux traits, l'apparition des Pitoëff, sur scène comme en ville : « Georges était une âme costumée en corps, et ce costume mis par cette âme avec hâte était propre à convaincre parce qu'il enfermait l'âme aussi mal que possible et qu'elle rayonnait partout ; Ludmilla était un souffle déguisé en femme, quelque chose qui était là et qui n'était pas là, une petite tête de mort parfaitement vivante ».

Tels quels, ces deux fantômes ont maintenu haut et clair l'âme du théâtre, de 1919 à 1939, à Paris. Et leur lumière nous touche encore, comme celle des astres disparus. Georges Pitoëff pensait que la vocation du metteur en scène était de « conduire l'œuvre à l'existence scénique, par la volonté, la pensée, l'intelligence, le sentiment ». Il disait : « Aujourd'hui, l'histoire, l'histoire de la pièce, ne nous intéressent pas au premier chef. Ce que nous voulons voir et savoir, c'est la pensée, l'émotion, ou plutôt la qualité de l'émotion, la philosophie si l'on veut ».

Et il ne voyait, pour ce faire, qu'un chemin : donner toutes ses chances à l'acteur. « Costumes, décors, sont là seulement pour servir la mystérieuse force de l'acteur. L'imperceptible vibration de l'acteur, soulignée par la ligne du décor et par sa couleur, aura chance de prendre vie ». C'est ainsi que Georges Pitoëff « se posait le problème » de la mise en scène. Il imaginait l'acteur miracle, l'acteur rêvé, jouant la pièce, et c'est « au chevet » de cet acteur qu'il voyait poindre les couleurs, les lumières. Cet interprète idéal, qui guidait, en pensée, les projets de

Georges Pitoëff, était assez souvent, sans qu'il le lui dise, Ludmilla, même pour des rôles d'homme. Lorsque l'acteur réel était coincé là, sur les planches des répétitions, et qu'il ne disposait pas des armes miraculeuses que lui avait prêtées Pitoëff, ce dernier tentait de rétablir, co « rétablir les manières premières » (costume, décor, etc.) de son rêve.

Rêve qui reposait en grande part sur une idée fixe : le rythme intérieur. Georges Pitoëff avait découvert ce principe du jeu à l'Institut Jacques Valcoze, à Hellerau, en 1911. Il disait : « L'acteur qui prononce un mot, qui ferme les yeux, qui soulève sa main, n'exprime rien si tout cela n'est pas dicté par un rythme intérieur. Que de mauvaises représentations voyons-nous malgré des acteurs de premier ordre, mauvaises uniquement parce que le metteur en scène a négligé de construire la réalisation scénique sur les bases du rythme. Le corps qui ignore le rythme qui est en lui ne saura jamais diriger son âme ».

L'exposition, ayant pour commissaire Marie-Claude Billard, propose toute une pléiade de dessins (au crayon de couleur) que Pitoëff esquissait, au petit bonheur, sur des coins de nappe ou des enveloppes, lorsqu'il se mettait à « rêver ». Ludmilla exerçant son rythme intérieur en Lady Macbeth, en Lechya de l'Echange, en Mnuette, en Belle au bois de Superville...

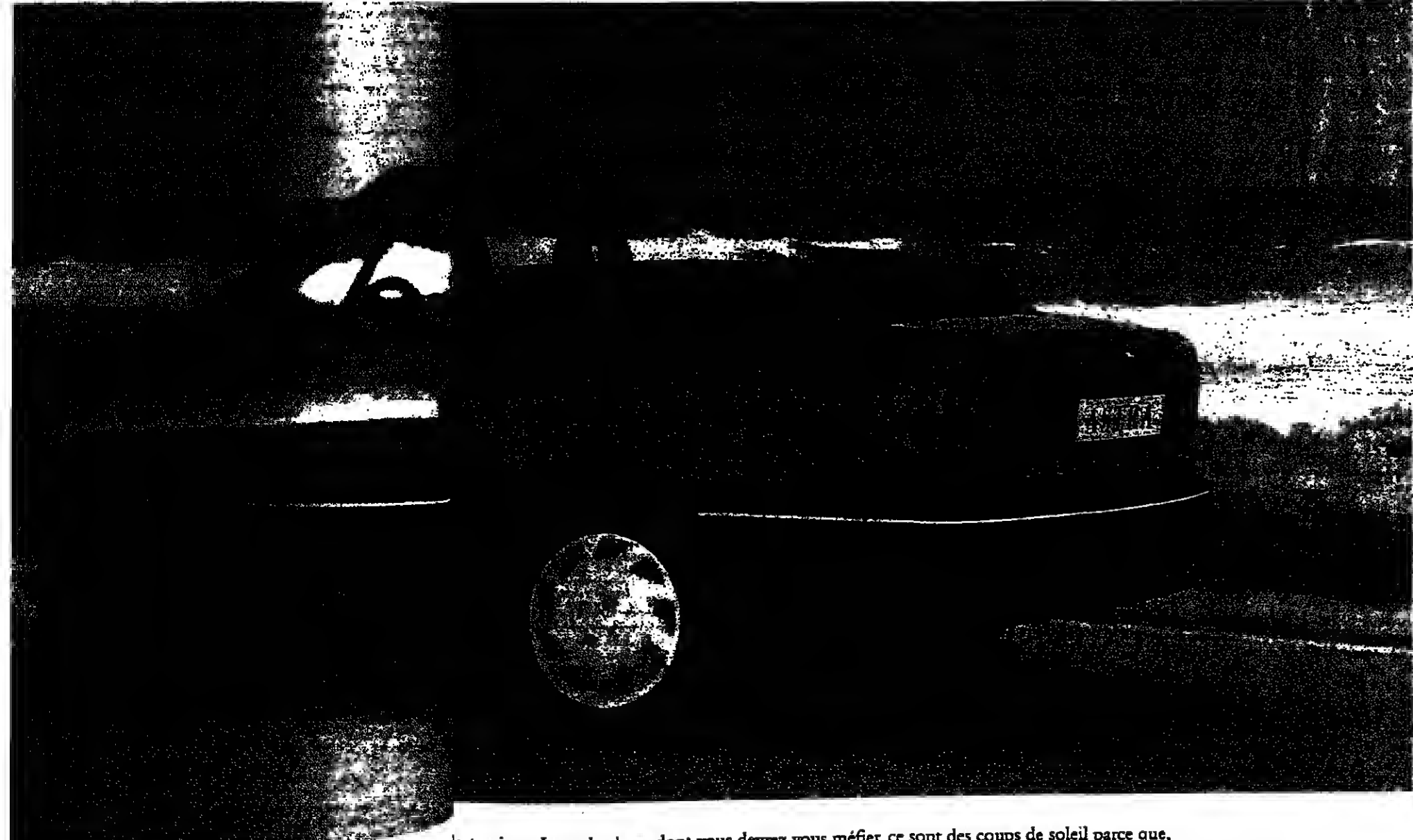
Il y a des photos de mises en scène, des affiches de théâtre. Il y a surtout les ombres mouvantes de ces deux êtres de merveille, de cette Ludmilla qui aimait donner vie à des enfants autant qu'à des personnages, et qui jouait jusqu'à la minute même de chaque accouchement, et de ce Georges qui était « un clown myope égaré dans le monde ». Cet homme dont Ludmilla a dit, une fois qu'il n'a plus été là : « Comme il y a la rose des vents, son théâtre était la rose des songes ».

MICHEL CURNOT

➤ Jusqu'au 2 août, de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30.

OPEL A CABRIO

FAIRE QUATRE PLACES AU SOLEIL.



lectronique. La seule chose dont vous devrez vous méfier, ce sont des coups de soleil parce que, pour la sécurité, l'Opel Astra Cabrio a tout prévu : ceintures de sécurité actives à l'avant, renforts latéraux dans les portières et, en option, ABS et Grand Airbag Opel. Aussi, comme l'Opel Astra Cabrio est disponible à partir de 125 000 F*, ce serait vraiment dommage que vous vous priviez de soleil toute l'année.

INFORMATION CONSOMMATEUR : *Marque déposée. Cousin gonflable de sécurité. ** Astra Cabrio 1.4i 82 ch (60 kW). Mod. prix Astra Cabrio 2.0i 115 ch (85 kW) : 145 000 F TTC. Jantes alliage en série. Prix publics dé en main maxims conseillés au 01/07/93. AM 94.

OPEL

COMMUNICATION

Bataille d'actionnaires autour de « la Tribune Desfontaines »

110 millions de francs pour le contrôle du groupe de presse économique internationale La Tribune Desfontaines. La bataille d'actionnaires se joue autour de ce groupe. Les actionnaires de la Tribune Desfontaines ont élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de la Tribune Desfontaines. Le conseil d'administration de la Tribune Desfontaines a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de la Tribune Desfontaines.

Le conseil d'administration de la Tribune Desfontaines a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de la Tribune Desfontaines. Le conseil d'administration de la Tribune Desfontaines a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de la Tribune Desfontaines.

Le conseil d'administration de la Tribune Desfontaines a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de la Tribune Desfontaines. Le conseil d'administration de la Tribune Desfontaines a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de la Tribune Desfontaines.

Radio France a respecté ses obligations

Radio France a respecté ses obligations. Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France. Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France.

Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France. Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France.

Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France. Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France.

Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France. Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France.

Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France. Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France.

Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France. Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France.

Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France. Le conseil d'administration de Radio France a élu mardi 12 juillet, à Paris, un conseil d'administration. Ce conseil est composé de 11 membres, dont 5 sont des actionnaires de Radio France.

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-34-82). Le Premier : 22 h ; sam. 17 h. Rel. dim. lun. Couleurs de Paris : ven. sam. (dernière) 19 h. L'Enfant criminel : ven. sam. (dernière) 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉNAÏS (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : mer. ven. sam. mar. 21 h ; jeu. 19 h ; sam. 18 h.

BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU QUAI DE LA GARE (40-46-80-72). Sur le dos d'un éléphant : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir. lun.

BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30.

BOBINO (43-27-75-75). Le Pied à l'étrier : 21 h. Rel. dim.

BOUFFES PARISIENS (42-88-80-24). L'Avers : 21 h. Rel. dim. lun.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-35). Ce vaut la peine quand même : ven. sam. mar. mer. jeu. (dernière) 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Temps contre temps : ven. sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 16 h.

CAFFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les Zappeurs : 20 h 15. Rel. dim. lun. Le Grapheur de Roscop : 21 h 30. Rel. dim. lun. mar.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ests frères ? Et ta sœur... : ven. (dernière) 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les coupes se couchent à l'aube : ven. sam. lun. mar. jeu. (dernière) 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 18 h. 21 h 30. Rel. dim. lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-16). Le Faiseur : ven. mar. jeu. 20 h 30. Le Malade imaginaire : lun. 20 h 30. Les Précieuses ridicules : l'improvisé de Versailles : sam. mar. 20 h 30 ; dim. 14 h. Le Frix Martin : dim. 20 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Épouse prudente : ven. sam. mar. mer. jeu. (dernière) 21 h 15.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-15-31). Le Cid : ven. 18 h 15 ; sam. lun. mar. mer. 20 h 30 ; dim. 17 h 30. La Lierre : jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h ; mar. 18 h 30. DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : sam. lun. mar. mer. jeu. 21 h. Rel. dim. lun.

ESPACE HÉRAULT (43-28-88-51). Sonnet pour deux femmes seules et une cité HLM : ven. sam. mar. mer. jeu. (dernière) 20 h 30.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Feu le père de madame : mer. jeu. ven. mar. 21 h 15 ; sam. 20 h ; dim. 18 h. L'île des esclaves : ven. mar. 20 h 15 ; sam. 19 h ; dim. 15 h. Le Mariage de Figaro : dim. 15 h. La Mouette : sam. 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Comédie d'amour : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). Le Système Ribadier : 20 h. Rel. dim. HUCHETTE (42-35-38-99). La Cantatrice chauve : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. 18 h 30. La Légion : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 46. Rel. dim. lun. Marie-Eberhard ou la Magie des sables : ven. sam. (dernière) 21 h 30. Théâtre rouge. Ah! si j'avais un nom connu, vous verriez comme je serais célèbre : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. 20 h. Les Dix Commandements : ven. sam. mar. jeu. 18 h. Personne n'est parfait : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-08). Attour cour : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

MARIE-STUART (45-08-17-30). Je me tiens devant toi nue : ven. (en français) sam. (en anglais) (dernière) 20 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). En attendant les bœufs : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. soir. lun.

MÉTAMORPHOSIS (42-81-33-70). Le Miroir des songes : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun. Tonnelle d'été : 15 h. Rel. lun.

MICHOÏÈRE (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schütz : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun.

ŒUVRE (48-74-42-52). Pendant que vous dormiez : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Carmen : sam. (dernière) 18 h 30. Faust : ven. (dernière) 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Pétauchok : 20 h 45. Rel. dim. lun.

PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (42-02-27-17). Bruno Lugan : 20 h 30. Rel. dim. lun.

PRÉ-CATELAN, JARON SHAKE. 15 heures, 27, avenue de Friedland (Monuments historiques).

«L'Académie française et le quartier d'Institut», 15 heures, 23, quai Conti (D. Hager).

«Musée Rodin : l'œuvre commentée du sculpteur, ses échecs et ses gloires», 15 heures, entrée du Musée (Paris, capitale historique).

«Le parc de la Villette et ses onze jardins à thème» (avec projection d'un diaporama sur l'histoire de la Villette), 15 heures, Maison de la Villette.

«Lieux de mémoire à Neuilly», 15 heures, métro Sablon, sortie Jardin d'acclimatation (Paris et son histoire).

«Saint-Denis : la maison d'éducation de la Légion d'honneur», 15 heures, 2, rue de la Légion d'honneur (Office de tourisme de Saint-Denis).

DIMANCHE 18 JUILLET

«L'hôtel de la marquise de Patry, dernier hôtel particulier des Champe-Élysées» (places limitées), 10 heures, 25, avenue des Champe-Élysées (Connaissance de Paris).

«Trois siècles d'histoire du théâtre à la Comédie-Française» (limité à vingt-cinq personnes), 10 h 15, porte de l'administration, place Colette (Monuments historiques).

«Miyri, l'art courtisé du Japon ancien», 10 h 30, entrée de l'exposition, Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).

«Une heure au Père-Lachaise», 11 heures, 14 h 30 et 16 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

«Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse», 11 h 15, 15 h 15 et 17 h 30, métro Vavin (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

«Tombeaux célèbres du cimetière Montparnasse», 14 h 30, entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet (D. Fleuriot).

«L'île Saint-Louis et ses jardins mystérieux, de l'hôtel Lauzun à l'hôtel Chénizot», 14 h 30, métro Pont-Marie (C. Marie).

«Saint-Denis : la cathédrale et les tombes royales», 14 h 30, 2, rue de la Légion d'honneur, à Saint-Denis (Office de tourisme).

«La Sainte Chapelle», 15 heures, devant la Sainte Chapelle, entrée par le Palais de justice (Monuments historiques).

«La Butte-aux-Cailles, le berceau de la Blèvre et des moulins disparus urbanisme du dix-neuvième siècle», 15 heures, 2, rue Bobillot (Paris capitale historique).

«La Salpêtrière, ville royale, et ses jardins», 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital, pavillon d'entrée (Sauvegarde du Paris historique).

«L'île de la Cité, deux mille ans d'histoire, de la place Dauphine au cloître Notre-Dame», 15 heures, au pied de la statue d'Henri IV, sur le Pont-Neuf (M. Hager).

«Saint-Denis : La Musée d'art et d'histoire, dans l'ancien Carmel», 16 heures, musée, 22 bis, rue Gabriel-Péri à Saint-Denis (Office de tourisme).

AGENDA

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

SPECTACLES NOUVEAUX

PERSONNE N'EST PARFAIT. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.), 21 h 30 (15).

LE RETOUR DE M. LEQUEU. Théâtre Montorgueil (46-06-78-68) (lun.), 20h30 (15).

AHI SI J'AVAIS UN NOM CONNU. Vous verriez comme je s'rais célèbre. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.), 20 heures (16).

COMÉDIE D'AMOUR. Fontaine (48-74-74-40) (dim., lun.), 20 heures (16).

SPEARE (42-27-39-54). Les Femmes, les trufes et la musique ou Mon genre, tout est rompu : mer. jeu. 20 h 30 ; ven. sam. 21 h 30 ; dim. 17 h 30. Les Précieuses : ven. sam. 19 h 30 ; sam. dim. 15 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Le Juvé des mœurs : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim., lun.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspienne pour deux : 20 h 45. Rel. dim. SOUS CHAPITEAU (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-75-75). Lear Elephants : mer. jeu. 21 h.

SPEARIO. SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Improvisation : 20 h 30. Rel. dim., lun. Didier Benureau : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE D'EDGAR (42-79-97-97). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Soeurs Monstres : 22 h. Rel. dim.

THÉÂTRE DE OIX-HEURES (46-06-10-17). Les Jeunes Femmes : 20 h 30. Rel. dim., lun. Rien ne sert de dormir, faut s'éveiller l'après-midi : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE DE NESLE (46-34-61-04). Le Théâtre de Quel : 19 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Dom Juan : ven. sam. mar. jeu. 20 h 45 ; sam. 15 h.

THÉÂTRE GREVIN (42-48-84-47). Chanté bien ordonnée : 21 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE MAUSÉL-MICHEL GALA. 8RU (42-23-15-85). Eternel Tango : mer. jeu. 19 h. Wastem-solo : ven. sam. 20 h ; dim. 15 h.

THÉÂTRE MAURICE-RAVEL (43-49-10-88). L'histoire intolale ou le Complexe du bigame : dim. lun. (dernière) 20 h 30.

THÉÂTRE MONTORGUEIL (48-06-76-88). Le Retour de M. Lequeu : ven. sam. dim., mar. mer. jeu. 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-35-35). G. Campiello (en dialecte vénitien) : ven. sam. 20 h 30 ; sam. dim. (dernière) 16 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). M'sieur Offenbach : 19 h ; sam. 15 h. Rel. dim., lun. Les Rêves-vous : 20 h 30. Rel. dim., lun. Le rêve était presque parfait : 22 h. Rel. dim., lun.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Chapeau : 21 h. Rel. dim.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS ESPACE JEAN-RENAUDIE (42-85-29-37). L'Ombre : ven. sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

Clichy (PETIT THÉÂTRE) (40-87-12-72). Entre ciel et terre : ven. sam. (dernière) 21 h.

CINÉMA

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALPHA BRAVO (A. v.f.). Cinéma, 19-42-09-34-001 18 h.

AU FEU... LES POMPIERS (Tch. v.o.). Studio Galand, 5-43-54-72-71 ; 36-65-72-05 16 h.

LE BALLON ROUGE (Fr.). Saint-Lambert, 15-45-32-91-88 16 h.

BEETHOVEN (A. v.f.). Saint-Lambert, 15-45-32-91-88 18 h.

CERCLE DE FEU (A.). La Géode, 19-40-06-80-00 18 h. 21 h.

CHIEN LE CAID (Ch. v.l.). Brady, 10-47-70-08-88 19 h.

CRIN BLANC (Fr.). Saint-Lambert, 15-45-32-91-88 18 h.

LE FAUCON MALTAIS (A. v.o.). Saint-Lambert, 15-45-32-91-88 18 h 30.

FREUD, PASSIONS SECRÈTES (A. v.o.). Oenfert, 14-43-21-41-01 17 h 10.

LE GRANO SOMMEL (A. v.o.). Saint-Lambert, 15-45-32-91-88 18 h 30.

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong-Kong. v.o.). Studio Galand, 5-43-54-72-71 ; 36-65-72-05 20 h 10.

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS II (Hong-Kong. v.o.). Studio Galand, 5-43-54-72-71 ; 36-65-72-05 18 h.

MAMMA ROMA (It. v.o.). Images d'ailleurs, 5-45-87-18-09 16 h.

MIDNIGHT HORROR (It. v.l.). Brady, 10-47-70-08-88.

MO' MONEY (A. v.o.). Images d'ailleurs, 5-45-87-18-09 16 h.

NUIT DES SHADOKS : Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9-47-70-81-47 20 h.

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (Youg. v.o.). L'Entrepôt, 14-45-43-41-89 19 h.

QUELQUE PART VERS CINAIRY (Fr.). Images d'ailleurs, 5-45-87-18-09 19 h 40.

REGGAE SUNDPLASH (All. v.o.). Images d'ailleurs, 5-45-87-18-09 21 h 10.

RELACHE (Fr.). Reflet Logos 1, 5-43-54-42-34.

SAILOR ET LULA (Brit. v.o.). Studio Galand, 5-43-54-72-71 ; 36-65-72-05 18 h.

LA STRADA (It. v.o.). Saint-Lambert, 15-45-32-91-88 18 h 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (I. A. v.o.). Studio Galand, 5-43-54-72-71 ; 36-65-72-05 22 h 30, 0 h 10.

LES FILMS NOUVEAUX

ALARME FATALE. Film américain de Gene Quintano, v.o. : Forum Horizon, 1-45-08-57-57 ; 36-65-70-83 ; UGC Canton, 6-42-25-10-30 ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 8-45-63-16-18 ; 36-65-70-82 ; v.f. : Rex, 2-42-36-83-93 ; 36-65-70-23 ; UGC Montparnasse, 6-45-74-84-94 ; 36-65-70-14 ; Paramount Opéra, 9-47-42-56-31 ; 36-65-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-43-01-89 ; 36-65-70-84 ; UGC Gobelins, 13-45-61-94-95 ; 36-65-70-45 ; Mural, 14-36-65-70-41 ; UGC Convention, 15-46-74-83-40 ; 36-65-70-47 ; Pathé Wexler, 18-36-68-20-22.

BEST OF THE BEST 2. (**) Film américain de Rob Radler, v.o. : Gaumont Marignan-Concorde, 8-36-68-75-55 ; v.f. : Bretagne, 6-36-65-70-37.

LES COPAINS D'EDDIE COYLE. Film américain de Peter Yates, v.o. : Action Christine, 6-43-29-11-30 ; 36-65-70-62.

NOM DE CODE : NINA. (**) Film américain de John Badham, v.o. : Gaumont Les Halles, 1-36-68-75-55 ; Gaumont Hautefeuille, 6-36-68-75-55 ; Gaumont Ambas-20-22.

ssd. 8-43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; v.f. : Gaumont Opéra, 2-36-68-75-55 ; Gaumont Gobelins bis, 13-36-68-75-55 ; Gaumont Alésia, 14-36-68-75-55 ; Montparnasse, 14-36-68-75-55 ; Gaumont Convention, 15-36-68-75-55 ; Pathé Wexler, 18-36-68-20-22 ; La Gambetta, 20-46-36-10-88 ; 36-65-71-44.

SNIPER. Film américain de Luis Llosa, v.o. : Forum Orient Express, 1-42-33-42-26 ; 36-65-70-67 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8-36-68-75-55 ; Georgia V, 8-45-82-41-46 ; 36-65-70-74 ; v.f. : Bretagne, 6-36-65-70-37 ; UGC Opéra, 9-45-74-85-40 ; 36-65-70-44 ; UGC Lyon Bastille, 12-43-43-01-89 ; 36-65-70-84 ; Gaumont Gobelins, 13-36-68-75-55 ; Gaumont Alésia, 14-36-68-75-55 ; Gaumont Convention, 15-36-68-75-55 ; Pathé Clichy, 18-36-68-20-22.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes abonné(e)

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES. Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (vous trouverez ce numéro en haut et à gauche de la 1^{re} page de votre journal).

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ : _____

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant) du _____ au _____

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement) du _____ au _____

Votre adresse de vacances : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

Vous n'êtes pas abonné(e)

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES. Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE	DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F	2 mois (52 n°)	360 F
3 semaines (19 n°)	129 F	3 mois (78 n°)	536 F
1 mois (26 n°)	181 F		

VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____ ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

VOTRE ADRESSE HABITUELLE : ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

VOTRE RÈGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Bleue N° _____

Expire _____

Date et signature obligatoires _____

A envoyer à : LE MONDE, Service abonnements, 301 MON 02, 1, place Robert-Beuve-Méry, 94857 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO



Trois conseils pour ne pas manquer le Monde cet été

L'été, la mise en place du Monde en quantité suffisante chez les marchands de journaux est rendue difficile en raison des déplacements des vacances. Dans le souci de mieux vous servir, nous avons installé un système de télésurveillance des points de vente estivaux les plus sensibles et ouvert un numéro vert gratuit que l'on peut appeler lorsque le journal manque.

De votre côté, lorsque vous restez au même endroit, vous pouvez nous aider en observant quelques pratiques simples, les seules qui permettent une mise en place efficace :

- ◆ Achetez le Monde, si possible, chez le même marchand de journaux tous les jours.
- ◆ Réservez-le pour le lendemain.
- ◆ Si vous préférez recevoir votre journal par la poste, abonnez-vous. C'est possible, même pour quinze jours seulement. Pour profiter de l'abonnement vacances, tapez 3615 LEMONDE code ABO, ou appelez le (16-1) 49-60-32-90.

Si, malgré tous nos efforts, vous ne trouvez pas votre journal, appelez gratuitement le numéro vert : 05-40-14-31 réservé à nos lecteurs et ouvert 24 heures sur 24 (du 5-7 au 29-8) et nous ferons parvenir le Monde au marchand insuffisamment approvisionné.

ECONOMIE

BILLET

Retraites et avantages acquis

La paradoxe est frappant. Alors que la réforme des retraites de la Sécurité sociale, qui fera l'objet, fin juillet ou début août, d'un premier décret élargissant d'un trimestre la durée de cotisation et d'un an la période de référence pour le calcul de la pension, n'a pratiquement créé aucun remous, les négociations sur l'adaptation des régimes complémentaires des banques sont, en revanche, totalement bloquées.

Apparemment, la remise en cause d'avantages spécifiques à une profession est plus fortement ressentie que les atteintes aux « acquis » concernant l'ensemble des salariés. Il y a encore quelques mois, les responsables de la majorité considéraient que la réforme des retraites du régime général n'était pas envisageable sans l'immediat. Aujourd'hui, ils réalisent que la difficulté était probablement surévaluée. De leur côté, les banques — dont les pensions sont supérieures de quelque 15 % aux prestations offertes par les régimes complémentaires — ne parviennent pas à faire accepter la disparition, sur quinze ans, des avantages particuliers accordés à leurs retraités. Pour les syndicalistes, le dilemme (accepter de réduire les pensions pour alléger, demain, le fardeau qui pèsera sur les actifs et les banques) n'est pas mince.

Jeu 15 juillet, l'AFB a fait savoir que les discussions étaient « suspendues ». Si aucun accord n'intervient avant l'automne, le « ticket d'entrée » exigé pour intégrer les régimes bancaires au sein des organismes complémentaires de droit commun sera revu à la hausse. Dès lors, la voie sera ouverte à une épreuve de force car certaines banques feront jouer tout ou partiellement l'article 31 de la convention collective qui permet de réduire autoritairement les prestations. Bien que les banques les plus anciennes, dont certaines sont privatisées, soient plus pressées d'aboutir que les établissements dont le personnel est plus jeune, la position des employeurs est forte; mais la situation difficile que connaît la profession est aussi la conséquence directe de la décadence du monde bancaire.

Quant à la caisse de prévoyance du personnel des organismes sociaux (CPSOS), dont le Cour des comptes s'inquiète, dans son dernier rapport, de la « situation financière préjudiciable » (un déficit de 175 millions en 1990) et dénonce la « gestion imprévoyante », elle aussi va devoir redresser la barre.

JEAN-MICHEL NORMAND

Après la publication du rapport d'audit critiquant sa mauvaise gestion

Jacques Attali devrait quitter la BERD avant la désignation de son successeur

Un immeuble aménagé sans respect des lois de la concurrence; une gestion trop laxiste du budget; une interférence des dépenses personnelles dans les frais professionnels du président; un mauvais respect des codes de déontologie. Le long rapport d'audit remis tard dans la soirée de jeudi 15 juillet aux actionnaires de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) confirme largement la mauvaise gestion du président français, Jacques Attali, démissionnaire depuis le 25 juin. Celui-ci devait quitter officiellement la Banque dès le 16 juillet, sans attendre la nomination de son successeur, comme il l'avait tout d'abord annoncé.

Réalisé par le comité d'audit de la BERD, sous la direction de Claude de Neergaard, le rapport est accompagné d'une analyse du cabinet Coopers and Lybrand consacré principalement à l'aménagement du siège. Le rapport devait être présenté officiellement à la presse vendredi 16 juillet. Le principal sujet de controverse est celui de l'aménagement du siège de la Banque, en plein cœur de la City londonienne, inauguré cet hiver. Le rapport souligne que le contrat a été signé avec l'architecte Jean Louis Berthet, ami de M. Attali, de la firme Berthet Pochy, sans appel d'offres public. Par ailleurs, le maître d'œuvre, l'entreprise britannique Bovis, citée dans le rapport estime n'avoir jamais reçu de budget détaillé, en dépit de ses demandes. De surcroît, l'agence de M. Berthet aurait reçu des

royalties pour la conception d'une partie du mobilier de la Banque. Le coût total de l'aménagement de l'immeuble — réalisé en un temps record — a atteint 66 millions de livres, au lieu des 55 millions prévus à l'origine. Le comité souligne que des économies substantielles auraient pu être faites s'il y avait eu une meilleure organisation et un meilleur contrôle, et s'inquiète des dépenses de prestige, notamment le marbre et la moquette.

Dédommagements

« substantiels »

Une controverse risque de se développer en France sur le financement du bureau parisien de la Banque: alors que la direction de la Banque affirmait que ce bureau était financé par le ministère des affaires étrangères, le rapport affirme qu'entre mai 1992 et mai 1993 il l'a été « sur le compte

ordinaire de la Banque ». A quoi a finalement servi la subvention de 5 millions de francs? Le rapport analyse également les dépenses personnelles de M. Attali, les dédommagements qualifiés de « substantiels » reçus lors de son départ de la Banque. Il rappelle que de tels dédommagements sont interdits par la Banque, et regrette que les statuts n'aient pas été appliqués avec plus de rigueur. Un chapitre est consacré à l'utilisation des voitures de fonction. La BERD n'a jamais eu de règle à ce sujet, mais le rapport critique « le nombre important et la rotation rapide » des voitures de fonction utilisées par le président.

Autre sujet d'interrogations: la collection d'œuvres d'art de la Banque qui a coûté 350 000 livres (3 millions de francs environ), et surtout l'utilisation d'avions pri-

vés par la direction de la Banque. Cinquante-sept vols spéciaux ont été effectués par la BERD, pour un coût de 1,4 million de livres (12,2 millions de francs), dont certains (dix-sept) à destination de grandes capitales d'Europe occidentale et de Scandinavie, très bien desservies par les lignes régulières.

Plus généralement, le rapport s'inquiète du manque de rigueur dans l'allocation des crédits budgétaires, qui ont circulé très librement d'une tête de chapitre à l'autre. Deux personnes en sont particulièrement tenues responsables: Pierre Pissaloux, qui cumulait jusqu'en avril les fonctions de directeur du cabinet et directeur du budget, et Anders Ljungh, le vice-président chargé des finances.

F. L.

Graves impairs

par Françoise Lazare

Le rapport du comité d'audit de la BERD jette enfin la lumière sur les dépenses réalisées par l'institution, objet d'incessantes rumeurs depuis plusieurs mois. Les sommes en jeu ne sont finalement pas considérables, comparées aux divers scandales financiers qui éclatent régulièrement en France ou dans d'autres pays du monde. Mais les révélations sont choquantes.

D'une part, parce que la BERD a été créée pour épauler la transition vers l'économie de marché de la partie la plus pauvre de l'Europe. Et ce, en période de difficultés budgétaires dans la plupart des pays industrialisés. Geoplier de l'argent apparaît non seulement comme une maladresse vue à vis des « pays d'opérations » de la BERD qui ont, pour l'instant, reçu peu d'argent frais de la part d'une institution tout juste créée, mais également comme un défi aux yeux de certains actionnaires rétifs à sa création.

Haute surveillance

D'autre part, parce qu'il est inéquitable de voir commanditer l'institution internationale de cette ampleur à la fois par le monde budgétaire. Enfin, il est difficile de comprendre comment Jacques Attali a pu se laisser prendre au piège de dépenses abusives. Dès son arrivée à la BERD, l'ancien conseiller spécial du président de la République avait été placé sous

haute surveillance par la presse internationale et la communauté financière britannique. Ne pas respecter le code de déontologie de la BERD qui, comme dans la plupart des organismes multilatéraux et organismes publics à l'étranger, interdit de percevoir de l'argent dans l'exercice de ses fonctions, apparaissait donc très dangereux. De même que le paiement de dépenses personnelles en utilisant des cartes de crédits professionnelles.

Quant à la préférence donnée à une équipe d'architectes amis via l'absence d'appels d'offres pour la construction de l'immeuble, elle constitue un grave impair que Jacques Attali aurait dû éviter. Enfin, l'utilisation régulière d'avions privés est également du plus mauvais effet. Certaines destinations, notamment en ex-URSS, sont effectivement difficiles à relier par les lignes régulières, mais M. Attali a également utilisé les jets de la compagnie française Air entreprise pour effectuer des parcours plus classiques. Ces voyages n'étaient pourtant pas effectués en secret. Pourquoi personne à la Banque, ou parmi les actionnaires, n'a mis en garde le président sur le caractère du choix de son mode de transport? Sans doute parce que, contrairement à la pratique des grandes institutions internationales, les prises de décision étaient concentrées dans les mains de peu de collaborateurs très proches de Jacques Attali.

R. R.

Les beaux jours de « Verbatim »

Le premier livre de Jacques Attali, sa démission de la BERD, sont-ils pour quelque chose dans le vif succès commercial remporté par l'ouvrage? En mai, quelques semaines seulement après le sort de Verbatim en librairie, l'éditeur Odile Jacob a accusé l'auteur d'avoir indûment utilisé des extraits de dialogues entre Elie Wiesel et François Mitterrand qui devaient nourrir un livre à paraître chez elle (le Monde du 20 mai).

Qu'il ait bénéficié du bruit provoqué par cette affaire, de la réputation de l'auteur ou de la curiosité des lecteurs pour les secrets élyséens, Verbatim, en tout cas, battu des records de vente. En deux mois et demi, quelque 120 000 exemplaires du livre paru chez Fayard ont été écoulés, dont 85 000 pour le seul mois de mai. A titre de comparaison, la Vie d'Henri de 1992, des précédents ouvrages de Jacques Attali parus en 1989 et 1991, se sont respectivement vendus à 113 000 et 170 000 exemplaires sur des périodes beaucoup plus longues.

Jacques de Larosière est favori pour la présidence

La course à la succession de Jacques Attali, démissionnaire de la présidence de la BERD depuis le 25 juin, a commencé. La date de clôture des candidatures a été fixée au 21 juillet et la décision finale devrait être prise en août par le conseil d'administration de la Banque. Aux côtés de Henning Christophersen, vice-président de la Commission européenne de nationalité danoise, Jacques de Larosière de Champfleury, candidat officiel de la France, est d'ores et déjà l'un des favoris pour le poste de président de l'institution basée à Londres.

Une apparence plus modeste

Gouverneur de la Banque de France depuis janvier 1987, Jacques de Larosière est pourtant discret. Capable de réciter quelques vers de Virgile, il donne l'image d'un homme sûr de lui mais réservé, d'une apparence plus modeste que ne le laisseraient attendre les pouvoirs dont il est investi. Avant de se lancer dans le cursus classique et brillant de l'Institut d'études politiques de Paris, de l'ENA et de l'inspection des finances, M. de Larosière avait obtenu deux licences, en lettres et en droit.

Né le 12 novembre 1929 à Paris, ancien élève de l'ENA (1954-1958, promotion « 18-Juin »), il a accompli la première moitié de sa carrière au Trésor, dont il fut le directeur de 1974 à 1978. Outre ses fonctions d'administrateur de grandes entreprises publiques dans les années 70 (Renault, Air France,

Banque nationale de Paris, SNCF, Adressat), il a exercé très tôt des responsabilités internationales. Président d'un groupe de travail chargé de l'examen des politiques des pays membres à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) puis président du groupe des Dix (1976 à 1978), Jacques de Larosière s'est surtout distingué à l'étranger comme président du Fonds monétaire international de 1978 à 1987. Pour M. de Larosière, qui est depuis janvier 1990 président des gouvernements des banques centrales des pays du groupe des Dix, la direction de la BERD s'inscrirait très naturellement dans une carrière faite d'allers-retours entre l'administration française et la communauté internationale.

Sans aucun doute, M. de Larosière est le candidat le plus crédible et le plus irréprochable que pouvait présenter Paris après le camoufflet essuyé par M. Attali. Ses qualités reconnues de discrétion et de simplicité, jointes à ses compétences de banquier central et à son expérience internationale, tranchent radicalement sur le profil de l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand. Son nom a aussi été souvent prononcé pour la présidence de l'Institut monétaire européen, qui doit ouvrir ses portes le 1^{er} janvier 1994.

SOPHIE TORLOTIN

(1) Créé dans les années 60 par les principaux bailleurs de fonds du monde en développement.

Le futur Institut monétaire européen s'installerait à Francfort

L'Allemagne aurait gagné la bataille du siège de la future banque centrale européenne, qui se situerait à Francfort-sur-le-Main, selon le quotidien économique allemand Handelsblatt du vendredi 16 juillet. La décision serait prise par les gouvernements des Douze, mais elle ne serait annoncée formellement qu'à l'automne lors du prochain sommet européen de Bruxelles, à la demande de John Major, qui voudrait faire adopter auparavant le traité de Maastricht par son Parlement.

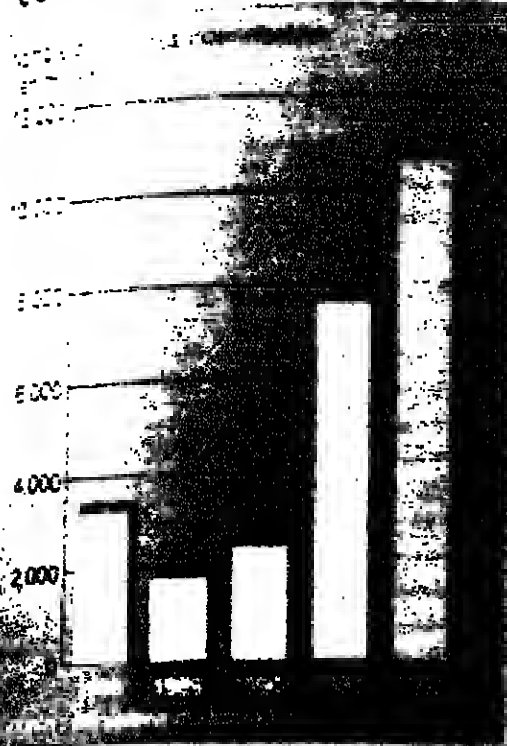
Le ministre des finances allemand, Theo Waigel, avait déclaré en début de semaine qu'« une majorité écrasante » des Douze était en faveur de Francfort. Pour l'instant, il ne s'agit que d'un lieu d'implantation de l'Institut monétaire européen (IME), qui doit être créé le 1^{er} janvier 1994, d'après le traité de Maastricht. Cet IME devra toutefois se fonder dans la banque centrale européenne (BCE) qui sera créée en 1997 ou 1999 et qui conservera donc les mêmes locaux. Plusieurs villes européennes étaient candidates, dont Amsterdam, Luxembourg, Londres et Lyon. (Corresp.)

FRANÇOISE LAZARE

(1) Cette somme correspond aux engagements de la Banque, des agences d'aide internationale et des pays en développement eux-mêmes.

ALINA: projet de création d'une banque de développement. — Vingt-cinq membres du Congrès américain ont proposé, mercredi 14 juillet, la création d'une banque de développement — surnommée la Nodbank — entre les trois pays signataires du traité de libre échange de l'ALINA (Etats-Unis, Canada, Mexique). Présenté à deux semaines de la conclusion des négociations entre les trois partenaires de l'ALINA sur l'environnement et les questions sociales, ce projet devrait, selon ses promoteurs, faciliter la ratification de l'ALINA actuellement bloquée à Washington. La Nodbank disposerait de 5 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs) de fonds propres au cours des dix prochaines années, dont les deux tiers fournis par les Etats-Unis.

Le chômage partiel continue d'augmenter



Le chômage partiel a augmenté de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % en 1992, passant de 2 800 à 3 136 milliers d'ouvriers. Le nombre de journées de chômage partiel a augmenté de 14 %, passant de 1 195 à 1 362 millions. Le nombre de salariés concernés a augmenté de 12 %, passant de 1 195 à 1 362 milliers.

ÉCONOMIE

La réforme des PTT

Direction et syndicats de La Poste achoppent sur le financement de la «reclassification» du personnel

La direction et les syndicats de La Poste finissent de négocier la mise en œuvre de la «reclassification» des 270 000 agents titulaires. Ce dispositif constitue le dernier volet de la réforme sociale, officiellement engagée le 9 juillet 1990 dans le sillage du changement de statut des PTT. Une ultime réunion est prévue le 23 juillet pour lier les dernières modalités de cette «révolution culturelle» destinée notamment, selon Aimé Perret, directeur des ressources humaines de La Poste, à «rééquilibrer la distorsion entre les retributions des individus et leur contribution effective à l'entreprise» (le Monde Initiatives du 28 octobre 1992).

Mis en œuvre à compter du 1^{er} août, le dispositif de «reclassification» retenu vise à proposer à chaque agent de basculer volontairement d'une grille de rémunérations fondée sur la logique adminis-

trative du niveau de recrutement, à une échelle indiciaire basée sur la fonction réellement exercée. Toutefois, la principale difficulté provient du fait que «30 % à 40 % du personnel, soit de 70 000 à 100 000 agents», selon M. Perret, exercent actuellement une fonction d'un niveau inférieur à celui de leur qualification. C'est pourquoi La Poste s'engage à proposer à chaque volontaire sous-employé un poste en adéquation, cette fois, avec son niveau de rémunération dans la nouvelle grille. Si ce «plan de qualification» doit s'étaler sur cinq ans pour les agents d'exécution, la direction s'engage à achever cette opération d'ici la fin de l'année prochaine pour les cadres.

Reste que le dispositif retenu par la direction et les syndicats coûte plus cher que ne l'avait initialement prévu la direction de La Poste. Compte tenu du surcoût de coti-

tions patronales (évalué à 140 millions de francs) et des gains indiciaires réalisés par les agents (730 millions de francs), l'achèvement de cette réforme sociale entraîne un surcoût de 850 millions de francs au total. Soucieux de «maîtriser» cette dérive, la direction de La Poste a proposé aux syndicats de prendre à sa charge le surcoût de cotisations patronales et salariales (soit 240 millions de francs), mais de déduire les bonifications indiciaires obtenues du régime de prime en vigueur, qui représente plus de 10 % de la masse salariale de La Poste. Une solution rejetée par la CFDT, qui menace aujourd'hui de boycotter le lancement du dispositif. Une solution médiane devra donc être trouvée d'ici au 23 juillet pour élaborer un système suffisamment incitatif pour les agents, mais qui ne pèserait pas trop sur les embauches futures.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

La lutte contre les importations à bas prix

Bruxelles propose une modification des règles de réimportation des produits textiles

Grand marché oblige, la Commission de Bruxelles va proposer aux Douanes une modification des règles dites de «trafic de perfectionnement passif» (TPP). Ces règles s'appliquent aux produits semi-finis temporairement exportés dans un pays tiers pour y subir des transformations, puis réimportés sous forme de produits finis. Cette pratique est très couramment utilisée par les industriels de la confection qui, pour lutter contre les importations à bas prix, font réaliser dans des pays à bas coût de main-d'œuvre des pièces de vêtements avec des tissus et accessoires européens. Les droits de douane ne sont alors perçus que sur la valeur ajoutée effectivement réalisée à l'étranger.

Le TPP, qui fait l'objet de quotas distincts de ceux des importations directes, concerne les pays du Maghreb et d'Europe orientale. Le nouveau règlement, qui doit encore être approuvé par le conseil des ministres, prévoit la suppression des contingents nationaux existant jusqu'ici : les quotas seront gérés au niveau communautaire et autoriseront la réimportation des produits concernés dans tous les États membres, quel que soit celui ayant délivré l'autorisation initiale. Les entreprises ne bénéficieront de ces facilités douanières qu'à la condition de continuer à réaliser au moins 50 % de leur production dans la Communauté. Une certaine «flexibilité» sera toutefois observée, tenant compte des droits antérieurs à l'application des nouveaux textes, a souligné, mercredi 14 juillet, Christiane Schriener, commissaire chargée des douanes et de la fiscalité, en présentant les nouvelles dispositions.

NICOLE POPE

Regroupés au sein de l'ECO

Dix pays musulmans souhaitent créer un marché commun de 300 millions de consommateurs

A l'occasion de leur seconde rencontre, le semaine dernière à Istanbul, les chefs d'Etat des dix pays musulmans membres de l'Organisation de coopération économique (ECO) ont jeté les bases d'un possible marché commun qui, de la Méditerranée aux frontières de la Chine, pourrait voir le jour après l'an 2000.

ISTANBUL

de notre correspondant L'absence d'alcool lors du banquet servi dans les jardins du palais de Dolmabahçe était une concession accordée aux participants iraniens du second sommet de l'Organisation de coopération économique (ECO), qui s'est achevé le 9 juillet à Istanbul. Mais l'ECO, que le ministre des affaires étrangères iranien, Ali Akbar Velayati, décrivait en novembre 1992 comme un «marché commun des pays du Golfe», est le développement du commerce et des investissements dans cette vaste région qui s'étend de la Méditerranée aux frontières de la Chine et qui représente un marché potentiel de 300 millions de personnes. «Les pays de l'ECO ont 62 % du PNB du monde, mais seulement 20 % de la population», a déclaré le président Suleyman Demirel. «Nous essayons d'éviter que nos pays soient des pays pauvres».

Durant le sommet, les chefs d'Etat des dix pays membres ont lancé le projet d'un marché commun de cette organisation fondée initialement par l'Iran, la Turquie et le Pakistan, puis élargie en 1992 pour inclure les six Républiques musulmanes de l'ancienne Union soviétique (1) et l'Afghanistan. Le but principal de l'ECO est le développement du commerce et des investissements dans cette vaste région qui s'étend de la Méditerranée aux frontières de la Chine et qui représente un marché potentiel de 300 millions de personnes. «Les pays de l'ECO ont 62 % du PNB du monde, mais seulement 20 % de la population», a déclaré le président Suleyman Demirel. «Nous essayons d'éviter que nos pays soient des pays pauvres».

La déclaration d'Istanbul

Les dix Etats n'ont pas rejeté en principe la possibilité d'accepter des membres non musulmans. Le président Nazarbaev, du Kazakhstan, a suggéré l'adhésion de la Russie au sein de l'organisation, une proposition qui ne sera examinée que si Moscou en fait la demande. Les chefs d'Etat se sont mis d'accord pour fonder une banque de commerce et de développement qui sera implantée à Istanbul. Une compagnie maritime et une ligne aérienne seront établies en Iran, alors qu'une compagnie de réassurance sera fondée au Pakistan.

La création d'une «infrastructure moderne et efficace», favorable au développement des échanges, était une des priorités des participants. En octobre, les ministres des transports se réuniront pour déterminer la meilleure façon de faciliter les liens routiers, ferroviaires ou aériens entre les pays membres et avec l'extérieur. La levée des barrières douanières, la coopération scientifique et les problèmes d'environnement étaient également à l'ordre du jour. A l'issue du sommet, les membres de l'ECO ont adopté la «Déclaration d'Istanbul», qui décrit les buts de l'organisation «pour l'an 2000 et au-delà».

L'Iran et la Turquie ont tenté

En dépit du maintien des taux d'intérêt allemands

Le franc s'est stabilisé sur les marchés des changes

Le franc continue à reproduire quelques couleurs sur les marchés des changes. Vendredi matin 16 juillet, à Paris, au cours des premiers échanges entre banques, il s'échangeait à 3,4151 francs pour un mark, un niveau très légèrement inférieur à celui constaté la veille en fin de journée (3,4156 francs), mais encore très élevé par rapport aux 3,36 francs auxquels il s'échangeait contre le mark à la mi-juin. En début de semaine, au plus fort de la boursage monétaire, son cours frôlait 3,42 francs.

Retour au calme

Si fragile soit-il, le retour au calme est d'autant plus remarquable que, la veille, le conseil central de la Bundesbank, la banque centrale allemande, avait décidé de ne pas abaisser ses taux d'intérêt en vigueur depuis le 1^{er} juillet. Divergeant commenté par les spécialistes, ce choix en faveur du statu quo n'a pas eu les conséquences

redoutées. Ni la Banque de France ni son homologue allemande ne sont, semble-t-il, intervenues directement au cours de la journée de jeudi sur les marchés des changes pour soutenir la monnaie française. La couronne danoise, en revanche, n'a pas eu autant de chance. Pour contrer les attaques dont elle faisait elle aussi l'objet, la banque centrale du Danemark n'a eu d'autre choix que de relever ses taux et d'intervenir sur les marchés avec l'appui de la banque des Pays-Bas.

Alors que la tempête monétaire paraît se calmer sur le franc, il reste à attendre la prochaine échéance. Elle se situera le 29 juillet, date de la prochaine réunion du conseil central de la Bundesbank. Nombre de spécialistes sont convaincus qu'à l'occasion de cette rencontre (le prochain n'aura lieu que trois semaines plus tard) la «Bundesbank» abaissera ses taux d'intérêt.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FNAC :

Rachat par un groupement constitué d'ALTUS FINANCE et de la COMPAGNIE IMMOBILIERE PHENIX

ALTUS FINANCE, la COMPAGNIE IMMOBILIERE PHENIX (C.I.P.) et la G.M.F. sont parvenus à un accord susceptible de conduire à la prise de contrôle de la FNAC par un groupement constitué d'ALTUS FINANCE à 80 % et de la C.I.P. à 20 %.

A cet effet, deux contrats optionnels portant sur 450 000 actions, soit 54,78 % du capital de la FNAC ont été conclus par la G.M.F. et ALTUS FINANCE d'une part, et la C.I.P. d'autre part. Aux termes de ces contrats, ALTUS FINANCE et la C.I.P. ont la possibilité d'acquiescer tout ou partie de ces actions à 2 928 francs à tout moment jusqu'au 11 octobre 1993.

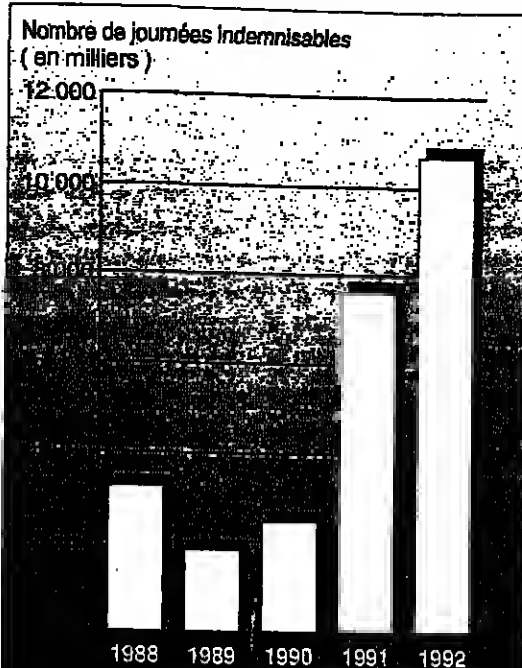
A la levée de l'option, une procédure de maintien de cours sera mise en œuvre conformément à la réglementation au prix de 2 928 francs.

Le Président de la G.M.F., Jean-Louis PETRIAT a exprimé le souhait formel de voir assuré le maintien à long terme de l'originalité de la FNAC dans son secteur, ainsi que ses rapports avec ses adhérents et son personnel. Cette volonté a conduit au choix d'un groupement français, ALTUS FINANCE - C.I.P., qui trouvera dans cette acquisition un appui stratégique dans les domaines des services et de l'audiovisuel. Adossée à ce groupement, la FNAC trouvera de nouveaux atouts dans ses développements en France et en Europe.

Par ailleurs, dans le prolongement de la coopération engagée au cours du second semestre 1992 avec la G.M.F., la C.I.P. s'est engagée à acquiescer le projet de complexe touristique jusqu'à la développée par la G.M.F. dans l'île de Saint Martin.

En hausse de 40,8 % en 1992

Le chômage partiel continue d'augmenter



Déjà en forte croissance en 1991, où le nombre de journées indemnisables avait triplé par rapport à l'année précédente (268,3 %, avec 7 600 810 journées), le chômage partiel a encore augmenté en 1992, selon les statistiques publiées par le ministère du travail (Premières informations, n° 347). Au total, 10 701 119 journées ont été perdues et indemnisées pour 2 millions de salariés (1,5 million en 1991, 430 000 en 1990) qui se sont en moyenne retrouvés au chômage partiel pendant cinq jours. La hausse a donc été de 40,8 %.

Jamais le volume de journées indemnisables n'avait atteint ce niveau et d'un indicateur extrêmement sensible de la conjoncture. La moyenne trimestrielle était de 720 000 journées par mois en données corrigées, jusqu'en juin 1992. Elle est passée à 1,2 million en dernier trimestre et, sur les cinq premiers mois de 1993, se situe à 1,7 million.

Si l'industrie en reste le premier utilisateur (84 % des journées), on constate que les secteurs qui y

ont traditionnellement recours ont été relativement modérés. A l'inverse, de nouvelles branches, dont le tertiaire et la bâtiment-travaux publics (BTP), ont accru leurs demandes. De même, les petites et moyennes entreprises ont fait appel à cette formule qui, jusqu'en 1991, restait majoritairement à l'usage des entreprises de plus de 200 salariés.

Le chômage partiel n'a augmenté que de 12 % dans l'industrie des biens d'équipement (-4,65 % en 1991) qui, ne pouvant plus attendre la reprise, a en revanche réduit ses effectifs (-3,4 %). Dans l'automobile, le nombre de journées a baissé de 9,4 %. Parallèlement, la hausse a été de 243 % dans le BTP, sans empêcher une diminution des effectifs (-4 %), de 168 % dans les industries agro-alimentaires, où la baisse des effectifs a été renforcée de -1,4 % en 1991 à -0,7 % en 1992, et de 83 % dans les services marchands rendus aux entreprises. Dans plus de neuf cas sur dix, le mauvais climat conjoncturel est alors invoqué.

Les déboires d'une filiale de la Lyonnaise des eaux-Dumez

Maillard et Duclos mis en redressement judiciaire

LYON

de notre bureau régional Le 8 juillet, Philippe François, nommé quelques jours plus tôt à la tête de Maillard et Duclos, une des plus importantes sociétés de bâtiment et travaux publics de Rhône-Alpes (629 salariés), annonçait, devant le comité central d'entreprise, une perte de 21 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 850 millions en 1992. A peine une semaine plus tard, le 13 juillet, cette filiale du groupe Lyonnais des eaux-Dumez était contrainte de se déclarer en cessation de paiement, après la révélation d'un «trou» de 216 millions. Statuant

en référé jeudi 15 juillet, le tribunal de commerce de Lyon a aussitôt placé l'entreprise en redressement judiciaire, en se donnant jusqu'au 21 juillet pour se prononcer sur son devenir.

Fondée à Bourg-en-Bresse (Ain), Maillard et Duclos possède des unités à la frontière suisse, Mâcon, Clermont-Ferrand, dans le Rhône, en Savoie et Haute-Savoie, avec, en plus, quatre filiales distinctes, suite à des opérations de rachat. Spécialisée, à Lyon, dans la construction immobilière privée, elle possédait sa propre société de promotion - elle a suivi les effets de la crise dans ce secteur. L'entreprise avait d'ailleurs engagé deux plans sociaux avec 136 licenciements.

La conjoncture n'explique pas toute l'ampleur du déficit découvert, selon les dirigeants de Dumez, lors d'un audit réalisé en vue de restructurer l'ensemble de ses filiales régionales. Après avoir décliné de ses fonctions, puis licencié pour faute lourde l'ancien président, Robert Bourachot, ils n'ont pas une éventuelle action devant la justice. Il lui est notamment reproché d'avoir engagé sa société dans le «redressement» de la section de rugby du Lyon Olympique Université qu'il présidait. Huit joueurs du club, récemment promus en première division, étaient des salariés de l'entreprise.

Le groupe Lyonnais des eaux-Dumez prépare une formule de reprise, en location-gérance, déjà évoquée devant le tribunal de commerce, qui permettrait d'apporter une solution rapide à la poursuite des chantiers en cours. Mais elle provoque l'indignation des délégués CFDT. Selon eux, cette procédure «contourne les obligations de redressement du personnel et court-circuite les lois sociales».

MICHEL DELBERGHE avec LAURENT GUIGON à Bourg-en-Bresse

La crise du champagne

Moët et Chandon et Mercier occupés par les salariés

Les salariés des maisons de champagne Moët et Chandon et Mercier occupaient, depuis jeudi 15 juillet dans la matinée, les locaux de leurs sociétés à Epernay. Cette action, d'une durée «illimitée», selon la CGT, intervient quarante-huit heures après la décision de la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) de la Marne d'annuler le plan social de Veuve Clicquot et de Canard-Duchêne, maisons qui, comme les deux entreprises occupées, appartiennent au groupe mondial du luxe LVMH (le Monde du 16 juillet). Selon un «plan d'adaptation des ressources humaines», présenté le 20 mai, 245 emplois devaient être supprimés dans le groupe Moët et Chandon (Moët et Chandon, Mercier et Ruinart). Chez Ruinart, à Reims, la situation est inversée puisque des vigiles ont empêché les salariés de se rendre à leur travail jeudi.

sa mauvaise gestion

La BERD son successeur

La Banque de la République (BERD) sera la successeur de la Banque de France. Le régime algérien a annoncé la création d'une banque nationale qui remplacera la BERD. La Banque de la République sera la successeur de la Banque de France. Le régime algérien a annoncé la création d'une banque nationale qui remplacera la BERD. La Banque de la République sera la successeur de la Banque de France. Le régime algérien a annoncé la création d'une banque nationale qui remplacera la BERD.

Jacques de Larosière est favori pour la présidence

La course à la succession de Jacques Delors, président de la Commission européenne, est très serrée. Jacques de Larosière, directeur de la Banque de France, est considéré comme le favori pour la présidence. Il est soutenu par les milieux d'affaires et les médias. Ses rivaux sont Jean-Claude Juncker, président de la Banque mondiale, et Jacques Delors lui-même.

Une apparence plus moderne

La Banque de France a lancé une campagne de communication pour se présenter sous un aspect plus moderne. Elle a mis en place une nouvelle identité visuelle, avec un logo plus simple et des couleurs plus sobres. Cette campagne vise à renforcer l'image de la Banque de France en tant qu'institution moderne et efficace.

de ses prêts

La Banque de France a augmenté ses prêts à l'économie. Elle a alloué 100 milliards de francs supplémentaires pour soutenir les entreprises et les particuliers. Cette mesure vise à stimuler la croissance et à créer des emplois.

FRANÇOIS LAZARE

La Banque de France a lancé une campagne de communication pour se présenter sous un aspect plus moderne. Elle a mis en place une nouvelle identité visuelle, avec un logo plus simple et des couleurs plus sobres. Cette campagne vise à renforcer l'image de la Banque de France en tant qu'institution moderne et efficace.

VIE DES ENTREPRISES

Dans les trois ans à venir

Procter & Gamble va fermer 30 usines et perdre 13 000 postes

Procter & Gamble, le groupe américain diversifié dont les activités vont de la poudre à lever (Ariel, Bonux, Vizir, Lénor, Monsieur Propre) à la couche-culotte (Pampers) en passant par les produits de beauté (Oil of Olay, Camay, Monsoon) et les boissons, a annoncé, jeudi 15 juillet, son intention de réduire de 12 % ses effectifs en supprimant, dans les trois ou quatre années à venir, 13 000 des 106 000 emplois du groupe. La firme de Cincinnati va ainsi fermer 20 % de ses usines, soit 30 sur les 147 réparties dans le monde. Cette restructuration, la plus importante jamais énoncée par le groupe, coûte 1,5 milliard de dollars (8,82 milliards de francs). A cela s'ajoute une provision de 925 mil-

lions de dollars pour modification des méthodes comptables avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1992. Ces deux mesures, d'un coût global de 2,5 milliards de francs, pèsent sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin. Un exercice au cours duquel, selon Edwin Artz, président de Procter & Gamble, la firme a enregistré sa plus forte marge bénéficiaire de la décennie. Sans ces charges exceptionnelles, les gains auraient, pour la première fois, dépassé les 2 milliards de dollars.

Sur les 13 000 suppressions d'emplois, la moitié viendra de la fermeture des usines dont les sites ne sont pas encore connus tandis que l'autre moitié proviendra des restructurations pour améliorer les coûts de pro-

duction. Paur Edwin Artz, cette mesure drastique ne signifie pas que sa firme soit « en difficulté ». Procter & Gamble doit « maîtriser pour rester compétitif », dans un univers où les habitudes de consommation se modifient. « Le client en veut davantage pour son argent. Nos concurrents deviennent plus minces et plus rapides et nous allons courir un peu vite pour rester en tête », a-t-il ajouté.

Le groupe doit affronter la concurrence du géant anglo-néerlandais Unilever et aussi s'adapter à un marché où les hausses de prix se multiplient. Après avoir réduit les tarifs des couches-culottes, la firme américaine va diminuer de 3 à 15 % le prix de ses détergents aux Etats-Unis pour contrer l'essor des marques de

distributeurs. Jusqu'à ces dernières semaines, rien ne laissait prévoir une réorganisation d'une telle ampleur. « Nous nous remercions les 106 000 employés de Procter & Gamble dans le monde. Leur engagement personnel et leur qualité ont toujours été la clé de la réussite de P&G et cela n'a jamais été plus vrai que durant l'exercice écoulé. (...) Notre personnel a magnifiquement travaillé. C'est la force que représente l'ensemble de ce personnel qui nous donne confiance dans notre succès futur. » Ces propos encourageants d'Edwin Artz ouvrent le rapport annuel de la société publié voici moins d'un an, le 10 août 1992... D. G.

Numéro deux mondial de l'informatique

La firme japonaise Fujitsu va réduire ses effectifs de 6 000 personnes

L'électronique japonaise accuse le coup. Il y a deux mois, la plupart des firmes du secteur annonçant pour leur exercice fiscal clos le 31 mars des chutes impressionnantes de bénéfices couplées à des réductions de chiffre d'affaires. Parmi elles, Fujitsu devait évaluer les premières pertes de son histoire. Dans le rouge à hauteur de 16,1 milliards de yens (745 millions de francs) en 1992/1993, la plus grande firme japonaise d'informatique, numéro deux mondial derrière IBM, s'était alors fixée pour objectif de dégager un bénéfice de l'ordre de 50 milliards de yens en 1993/1994, grâce à des « efforts accrus de rationalisation ».

Jeudi 15 juillet, la firme japonaise a annoncé qu'elle allait réduire ses effectifs de 6 000 personnes, afin de les stabiliser autour de 50 000 salariés « dans les années à venir ». Cette réduction d'effectifs se fera par une augmentation des transferts de salariés dans des firmes affiliées, une diminution de l'embauche, ainsi que par le simple jeu des départs à la retraite, a précisé Fujitsu.

Lors d'un comité central d'entreprise exceptionnel

Rhône-Poulenc Fibres annonce la suppression de 522 emplois en deux ans

LYON

de notre bureau régional

Lors d'un comité central d'entreprise exceptionnel, jeudi 15 juillet, au siège à Lyon, Rhône-Poulenc Fibres a annoncé un « plan d'adaptations industrielles et sociales » prévoyant la suppression de 522 emplois sur un total de 2 000 salariés, 447 départs en retraite ou en préretraite sont prévus et 75 personnes devraient être recrutées dans le groupe. Echelonné sur deux ans, ce plan social est réparti entre six unités, dont 230 suppressions de postes dans la région Rhône-Alpes (le siège social à Lyon, le centre de recherche de Vénissieux et Valence). Outre le site d'Arras (Pas-de-Calais), le plus touché avec 248 emplois sur 738 (Le Monde du 15 juillet), sont concernées les unités de Gaucha (Aisne), Albi (Tarn) et Valence (Drôme).

Pour justifier cette mesure, la direction invoque une forte dégradation des résultats au cours des trois dernières années, consécutive à un effondrement du prix des fils

et fibres synthétiques, sa spécialité, ainsi que la concurrence de l'Europe de l'Est et de l'Asie.

Parallèlement, Rhône-Poulenc Fibres a annoncé un projet d'association avec l'italien SNIA Fibres, du groupe Fiat dans le domaine des fils polymériques textiles. Une société commune, constituée à parts égales et employant 3 000 personnes dans les diverses unités européennes, devrait être créée en janvier 1994. Les deux groupes espèrent ainsi constituer le premier producteur européen de fil

nylon. En 1991, Rhône-Poulenc Fibres avait déjà supprimé 300 emplois à Arras, Valence et Vénissieux, et fermé en juin dernier un atelier de teinture de quarante-sept salariés à Hiers-sur-Ambry (Isère).

Pour les syndicats (CGT, CFDT et FO), qui avaient agité une manifestation pendant la tenue du comité d'entreprise, le plan social et l'association avec SNIA signifient la disparition, à moyen terme, du secteur textile de Rhône-Poulenc.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PLAINTE

Le chimiste néerlandais Akzo accusé de dumping par Du Pont aux Etats-Unis. — Le groupe chimique néerlandais Akzo a annoncé, jeudi 15 juillet, que le groupe américain Du Pont avait entrepris contre sa filiale américaine une procédure antitrust contre l'importation de fibres aramidées. Akzo America a été informé de cette action par l'International Trade Commission (ITC), indique la maison mère aux Pays-Bas pour qui cette plainte « n'est pas fondée ». Du Pont est le seul fabricant de fibres aramidées aux Etats-Unis. Aux Pays-Bas, ces fibres sont fabriquées sous la marque Twaron par la filiale à 50-50 d'Akzo et d'une autre société, la NOM. A elles deux, ces sociétés produisent plus de 95 % des fibres aramidées demandées sur le marché mondial. Le groupe néerlandais se dit « très préoccupé » par la démarche de Du Pont « qui peut compromettre la vente libre de fibres aramidées ».

CAPITAL

Sanofi Winthrop prend la majorité du laboratoire hugobius Chinoia. — Le groupe pharmaceutique Sanofi Winthrop a annoncé, jeudi 15 juillet, avoir pris, « comme prévu » dans un accord de 1991, la majorité du capital du laboratoire hongrois Chinoia Pharmaceuticals and Chemicals Works, numéro deux dans son secteur dans son pays. Sanofi Winthrop, actionnaire depuis 1991 à hauteur de 40 % de Chinoia, a fait passer sa part à 51 %, après avoir acquis les 11 % supplémentaires auprès de l'AVRT, holding de gestion des principales participations industrielles de l'Etat hongrois. Chinoia a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires d'environ 611 millions de francs et un résultat après impôts de 113 millions de francs.

ACQUISITION

Rachat du groupe Financière médicale. — Aesculap AG, société allemande de matériel médical, rachète le holding Financière médicale pour un montant non précisé. Aesculap AG, dont le siège est à Tutlingen, emploie 4 600 personnes en République fédérale allemande et à l'étranger. Elle produit notamment des instruments de chirurgie. L'acquisition de Financière médicale lui ouvre le marché des prothèses et des implants médicaux dont la société haut-marnaise s'est fait une spécialité. Ce holding de 150 personnes compte deux sociétés très performantes dans ce secteur : ICP France et SFERI, qui sont installées à Chaumont.

RÉSULTAT

Cofinoga : en hausse de 38 % en 1992. — Cofinoga a enregistré en 1992 un résultat net part du groupe de 122,4 millions de francs, en progression de 38 % sur 1991. Cofinoga est une société financière

spécialisée dans le crédit à la consommation aux particuliers et les cartes privatives, filiale des Galeries Lafayette et depuis le mois de mai de Cetelem. Son chiffre d'affaires s'est établi l'an dernier à 1,790 milliard de francs en hausse de 29 %.

EMBARGO

IBM revient à Hanói. — Le géant américain de l'informatique a reçu l'autorisation des autorités vietnamiennes d'ouvrir un bureau de représentation à Hanói, a annoncé il y a quelques jours le représentant de la firme américaine au Vietnam, William Howell. « Cette décision marque le retour d'IBM au Vietnam après une absence de près de vingt ans », a commenté M. Howell. Le président Bill Clinton a récemment assoupli l'embargo imposé au Vietnam en 1975 sans toutefois le lever malgré la pression croissante des milieux d'affaires américains. Depuis décembre 1992 déjà, les firmes américaines sont autorisées à ouvrir des bureaux de représentation et à signer des contrats avec le Vietnam. Bank of America, Citibank, Philip Morris et Caterpillar Co. ont déjà obtenu de telles autorisations, selon des sources officielles vietnamiennes.

INVESTISSEMENT

Toray Industries (textile) implante une usine en Grande-Bretagne. — Le numéro un du textile japonais, Toray Industries, a inauguré récemment une usine de polyester léger dans le centre de l'Angleterre. Destinée à approvisionner le marché européen de l'habillement, cette usine, correspondant à un investissement de 50 millions de livres (432 millions de francs), elle emploiera 400 personnes fin 1994, lorsqu'elle portera sa capacité de production annuelle à 19 millions de mètres de tissu pour un chiffre d'affaires de 40 millions de livres. Toray Textiles Europe est né en 1989 du rachat par le groupe nippon de la division Samuel Courtauld au groupe Courtaulds.

CRISE

Krupp-Hoesch supprime 11 411 emplois cette année. — Le sidérurgiste allemand Fried. Krupp AG-Hoesch supprime cette année 11 411 emplois, ramenant ses effectifs à 80 000 personnes. La majorité de ces suppressions d'emplois suivront la fermeture de hauts-fourneaux, a précisé il y a quelques jours le président du conseil Gerhard Cromme. La situation de la société devra s'améliorer en 1994. Au 1^{er} semestre, les commandes du groupe ont haussé de 10 % à 15 % dont une chute de 25 % dans le secteur de l'électromécanique, a-t-il dit, s'abstenant toutefois de toute précision chiffrée.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 16 juillet

Petite hausse

Oubliant sa nervosité de jeudi, où l'indice CAC 40 a cédé 1,41 %, la Bourse de Paris reprend son souffle pour la dernière séance de la semaine. Après une ouverture en hausse marginale de 0,06 %, la tendance, par le suite, restait incertaine, les valeurs françaises oscillant toujours autour du point d'équilibre. Aux alentours de 11 h 15, l'indice s'élevait péniblement dans le vert et progressait de 0,08 %. Plus tard, aux environs de 13 heures, le principal indicateur de la place progressait de 0,33 %, à 1 969,46 points.

Les tensions sur le franc, d'étant apaisées, les craintes d'un relèvement des taux français ne sont plus à l'ordre du jour, indiquent un intervenant. Ces craintes avaient largement tiré l'indice vers le bas, jeudi.

NEW-YORK, 15 juillet

Reprise en clôture

Wall Street s'est redressée en fin de séance jeudi 15 juillet, après avoir subi un fort recul durant la journée des prises de bénéfices après les gains de veille. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a clôturé à 3 550,93 points, en hausse de 8,38 points, soit une légère progression de 0,24 %. Les échanges ont été actifs avec quelque 253 millions de valeurs traitées. Le nombre de titres en baisse a légèrement dépassé celui des valeurs en hausse, 998 contre 938, alors que 622 titres restaient inchangés.

Les opérateurs ont ignoré la hausse, inférieure aux prévisions, des demandes hebdomadaires d'allocations-chômage (+2 000) la semaine dernière, et celle, conforme aux attentes, des stocks et des ventes des entreprises américaines en mai respectivement +0,2 % et +0,3 %.

Eugène Peroni, analyste chez Janney Montgomery Scott, a souligné que le recul enregistré en cours de séance était attendu après la récente performance du marché.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est resté inchangé à 6,68 % par rapport à mar-

ché. Du côté des valeurs à la mi-séance, parmi les titres les plus actifs, on notait Michelin qui progressait de 0,7 % et Suez qui cédait 0,4 %.

Les certificats d'investissement du Crédit lyonnais perdait 0,7 %. Jeudi, des informations parues dans la presse, mais non confirmées par la banque, faisant état d'une perte au cours du premier semestre 1993. Le titre Matra Hachette est en sensible progression et s'inscrit à 129,90 francs, soit une progression de 2,28 % sur la séance de la veille.

Lyonnaises des eaux-Dumez, affectée la veille par l'annonce de la cessation de paiement de ses filiales Maillard et Ducas, se reprend très légèrement. Le titre, qui avait perdu 4,11 % jeudi, gagnait 2,1 %.

LONDRES, 15 juillet

= Mome

L'indice Footsie des cent grandes valeurs du Stock Exchange est resté quasi stable, jeudi 15 juillet, évoluant en baisse de 0,6 point, soit 0,02 %, à 2 831,7 points, dans un marché droit et morne. La tendance a été particulièrement affectée par le maintien des taux de la Bundesbank et l'annonce d'une nouvelle baisse mensuelle du chômage britannique en juin, qui repousse encore la perspective d'une baisse des taux d'intérêt. Les fonds d'épargne ont gagné jusqu'à un huitième de point et le volume des échanges a atteint 606,5 millions d'actions, contre 503,4 millions la veille.

L'une des plus fortes hausses du marché, le titre A de Great Universal Stores (GUS), a gagné 110 pence à 1 875, juste après l'annonce d'une hausse de 7 % du bénéfice annuel du groupe et d'un dividende de 1,52 pence.

VALEURS	Cours du 14 juillet	Cours du 15 juillet
Alcatel	71 3/8	71 5/8
Alstom	82 1/8	84
AT&T	27 3/4	27 1/2
Bois de France	31 3/4	31 3/4
BNP	48 1/8	48 5/8
Caisses d'Allocat.	51 1/2	51 5/8
Carrefour	84 3/4	84 1/4
Elf	51 1/2	51
General Electric	47 1/2	47 3/4
General Motors	41	41 1/2
Goodyear	41 1/2	41 1/2
IBM	86 3/8	87 3/4
ITT	71 1/4	70 7/8
Motor Oil	64 3/4	64 1/2
Sanofi	63 1/8	63 1/4
Schneider	13 1/2	13 3/4
Toshiba	15 1/8	15 1/8
Unilever	15 7/8	15 7/8
Woolworth	26 1/8	26 1/2

TOKYO, 16 juillet

Nouvelle avance

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse, vendredi 16 juillet, à la faveur d'achats opérés par les maisons de courtage sur un nombre limité de valeurs en vente. Au total, les échanges, l'indice Nikkei a progressé de 173,61 points, soit 0,88 %, à 20 331,53 points. Le volume des transactions s'est sensiblement accru puisque 330 millions de titres ont été échangés contre 400 millions la veille.

Le marché est calme, la plupart des investisseurs préférant l'attendre à l'issue de la séance de vendredi.

Le marché s'est mieux tenu que ce qu'on avait anticipé, alors que les opérateurs ont dû se couvrir, a déclaré un boursier.

VALEURS	Cours du 15 juillet	Cours du 16 juillet
Alcatel	71 3/8	71 5/8
Alstom	82 1/8	84
AT&T	27 3/4	27 1/2
Bois de France	31 3/4	31 3/4
BNP	48 1/8	48 5/8
Caisses d'Allocat.	51 1/2	51 5/8
Carrefour	84 3/4	84 1/4
Elf	51 1/2	51
General Electric	47 1/2	47 3/4
General Motors	41	41 1/2
Goodyear	41 1/2	41 1/2
IBM	86 3/8	87 3/4
ITT	71 1/4	70 7/8
Motor Oil	64 3/4	64 1/2
Sanofi	63 1/8	63 1/4
Schneider	13 1/2	13 3/4
Toshiba	15 1/8	15 1/8
Unilever	15 7/8	15 7/8
Woolworth	26 1/8	26 1/2

CHANGES

Dollar : 5,8880 F

Le franc s'est redressé à 5,8880 F par dollar, vendredi 16 juillet, au cours des premiers échanges entre banques, contre 5,8880 francs dans les échanges interbancaires de jeudi soir. L'indice CAC 40, à 1 969,46 points, a progressé de 0,33 %.

BOURSES

13 juillet 15 juillet

ISBF, base 100 : 31-12-81
Indice global CAC : 545,93
ISBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 : 1 991,15 1 963,08

NEW-YORK (indice Dow Jones)

14 juillet 15 juillet

Industrielles : 3 542,55 3 550,93
100 valeurs : 2 822,22 2 831,70
30 valeurs : 2 822,22 2 831,70
Mises d'or : 225,30 221
Fonds d'Etat : 98,46 98,45

LONDRES (indice FT 100)

14 juillet 15 juillet

100 valeurs : 2 822,22 2 831,70
30 valeurs : 2 822,22 2 831,70
Mises d'or : 225,30 221
Fonds d'Etat : 98,46 98,45

FRANCOFONIE

14 juillet 15 juillet

Dex : 1 811,55 1 807,66
TOKYO : 20 331,53 20 331,53
Indice global : 1 609,63 1 602,88

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (16 juillet) : 7 316 - 7 316 %
New-York (15 juillet) : 313 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS COMPTANT

COURS TERME TROIS MOIS

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

Demande Offre

BOURSE DE PARIS DU 16 JUILLET

Indice	Cours	Différence
Indice CAC 40	1 969,46	+0,33 %
Indice FT 100	2 831,70	+0,88 %
Indice Nikkei	20 331,53	+0,88 %
Indice DAX	1 811,55	+0,33 %
Indice MIB	10 000,00	+0,33 %
Indice SMI	3 500,00	+0,33 %
Indice TOX	1 500,00	+0,33 %
Indice NYSE	2 800,00	+0,33 %
Indice NASDAQ	1 200,00	+0,33 %
Indice LSE	2 500,00	+0,33 %
Indice HSE	1 800,00	+0,33 %
Indice KSE	3 500,00	+0,33 %
Indice SSE	1 500,00	+0,33 %
Indice BSE	2 500,00	+0,33 %
Indice TSE	1 500,00	+0,33 %
Indice CSE	2 500,00	+0,33 %
Indice MSE	1 500,00	+0,33 %
Indice NSE	2 500,00	+0,33 %
Indice PSE	1 500,00	+0,33 %
Indice QSE	2 500,00	+0,33 %
Indice RSE	1 500,00	+0,33 %
Indice SRE	2 500,00	+0,33 %
Indice TRE	1 500,00	+0,33 %
Indice URE	2 500,00	+0,33 %
Indice VRE	1 500,00	+0,33 %
Indice WRE	2 500,00	+0,33 %
Indice XRE	1 500,00	+0,33 %
Indice YRE	2 500,00	+0,33 %
Indice ZRE	1 500,00	+0,33 %

Comptant

Indice	Cours	Différence
Indice CAC 40	1 969,46	+0,33 %
Indice FT 100	2 831,70	+0,88 %
Indice Nikkei	20 331,53	+0,88 %
Indice DAX	1 811,55	+0,33 %
Indice MIB	10 000,00	+0,33 %
Indice SMI	3 500,00	+0,33 %
Indice TOX	1 500,00	+0,33 %
Indice NYSE	2 800,00	+0,33 %
Indice NASDAQ	1 200,00	+0,33 %
Indice LSE	2 500,00	+0,33 %
Indice HSE	1 800,00	+0,33 %
Indice KSE	3 500,00	+0,33 %
Indice SSE	1 500,00	+0,33 %
Indice BSE	2 500,00	+0,33 %
Indice TSE	1 500,00	+0,33 %
Indice CSE	2 500,00	+0,33 %
Indice MSE	1 500,00	+0,33 %
Indice NSE	2 500,00	+0,33 %
Indice PSE	1 500,00	+0,33 %
Indice QSE	2 500,00	+0,33 %
Indice RSE	1 500,00	+0,33 %
Indice SRE	2 500,00	+0,33 %
Indice TRE	1 500,00	+0,33 %
Indice URE	2 500,00	+0,33 %
Indice VRE	1 500,00	+0,33 %
Indice WRE	2 500,00	+0,33 %
Indice XRE	1 500,00	+0,33 %
Indice YRE	2 500,00	+0,33 %
Indice ZRE	1 500,00	+0,3

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 16 juillet 1993

Petite hausse

NEW-YORK, 15 juillet 1993

Reprise en clôture

LONDRES, 15 juillet 1993

Même

TOKYO, 16 juillet 1993

Nouveau record

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Contains financial data for various markets.

CHANGES

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Contains exchange rates for various currencies.

BOURSES

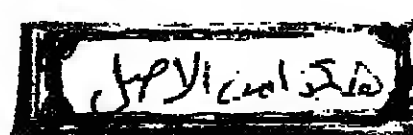
Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Contains stock market data for various exchanges.

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Contains interest rates for various Euro currencies.

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Contains interbank foreign exchange market data.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 16 JUILLET

Liquidation : 23 juillet
Taux de report : 7,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,59 % (1974,76)

Main table containing market data for various sectors and companies, including indices, shares, and bonds.

Comptant (sélection)

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains selected market data for various companies.

Sicav (sélection) 15 juillet

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains selected market data for various SICAVs.

Hors-cote (sélection)

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains selected market data for various companies not listed on the main exchange.

Second marché (sélection)

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains selected market data for various companies on the second market.

Marché des Changes

Table with 4 columns: Cours indicatifs, Cours préc., Cours 15/07, Cours des billets. Contains exchange rate data.

Marché libre de l'or

Table with 4 columns: Monnaies et devises, Cours préc., Cours 15/07. Contains gold market data.

LA BOURSE SUR MINUTE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains minute-by-minute market data.

Matif (Marché à terme international de France)

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains international futures market data.

NOTIONNEL 10 %

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains 10% notional market data.

CAC 40 A TERME

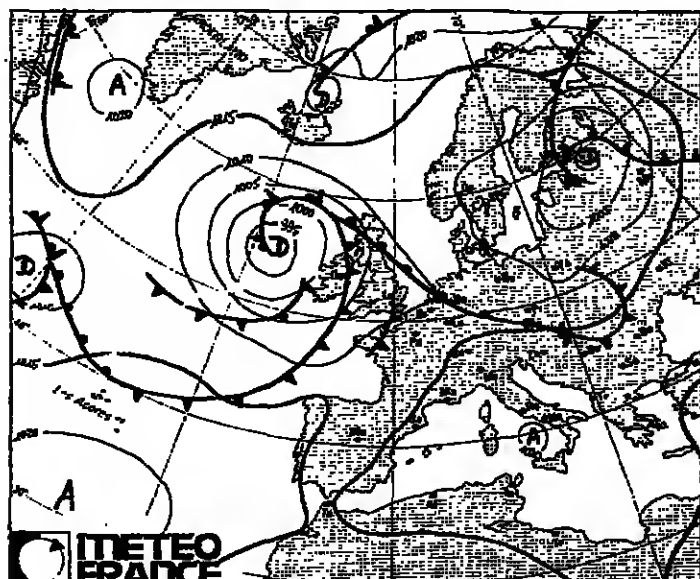
Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains CAC 40 futures market data.

SYMBOLS

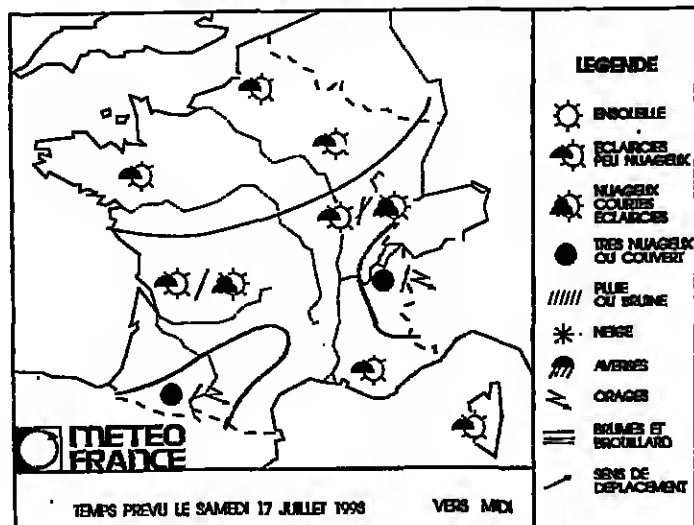
Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, %+. Contains symbols and abbreviations for various markets.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 JUILLET A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 17 JUILLET 1993



Samedi : belles éclaircies dans l'ensemble ; tendance orageuse au sud. La journée sera bien ensoleillée ; températures : et chaque région bénéficiera de belles périodes ensoleillées, malgré des passages nuageux sur la moitié sud et l'est du pays.

Au nord d'un axe Charentes-Centre-Lorraine, le soleil dominera, après quelques brouillards ou nuages bas côtiers, le matin.

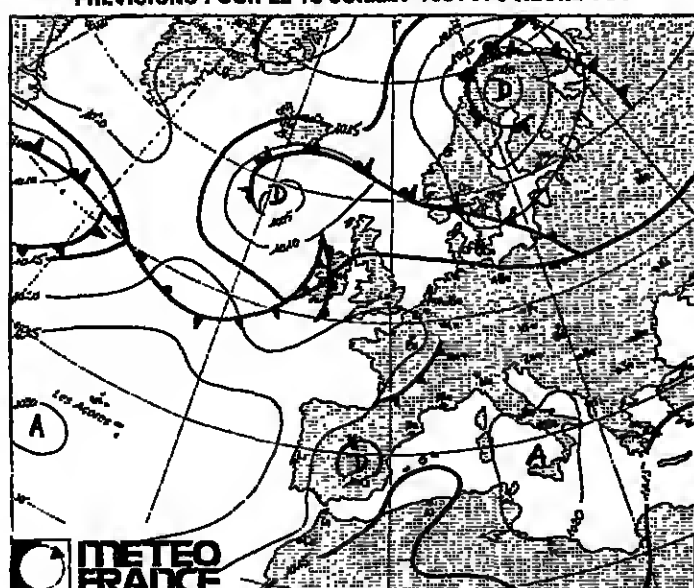
Du Sud-Ouest à la Méditerranée aux Alpes et à l'Alsace, il fera chaud et lourd. Des passages nuageux laisseront filtrer d'assez belles éclaircies. Des ondées orageuses se produiront des Vosges aux Alpes le matin ; puis des

orages se développeront en fin de journée, des Pyrénées au Roussillon, Cévennes et Alpes.

Les températures maximales seront de l'ordre de 13 degrés à 16 degrés sur le quart nord-ouest du pays, et 16 degrés à 19 degrés ailleurs, localement 20 degrés près de la Méditerranée.

Dans l'après-midi, le thermomètre atteindra 20 degrés à 25 degrés près de la Manche, 26 degrés à 28 degrés au nord de la Loire, 28 degrés à 30 degrés plus au sud, avec localement 32 degrés du Sud-Ouest au Languedoc et 34 degrés dans l'arrière-pays méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 18 JUILLET 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

le 15-7-1993 à 8 heures TUC et le 16-7-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	TOULOUSE	33	20	C	LOS ANGELES	24	17	D
ALGER	25	15	D		LUXEMBOURG	20	16	C
BARCELONE	24	16	D		MADRID	27	19	D
BORDAUX	21	17	N		MARRAKECH	37	20	N
BRESCIA	22	16	N		MEXICO	24	13	P
CADIX	24	13	N		MILAN	25	14	N
CHERBOURG	21	13	N		MONTREAL	24	15	D
CHERBOURG-PR	23	18	N		MOSCOW	21	13	N
DJON	22	17	C		NEW-YORK	29	24	D
ELLE	20	16	C		OSLO	20	16	D
ELLE	20	16	C		PALMA-DE-MAJ	25	16	D
ELLE	20	16	C		PARIS	23	16	C
ELLE	20	16	C		ROME	26	16	D
ELLE	20	16	C		SINGAPOUR	27	27	N
ELLE	20	16	C		STOCKHOLM	20	13	C
ELLE	20	16	C		SYDNEY	20	8	D
ELLE	20	16	C		TOKYO	23	20	C
ELLE	20	16	C		TUNIS	31	21	D
ELLE	20	16	C		VARSOVIE	22	13	N
ELLE	20	16	C		VENISE	26	20	C
ELLE	20	16	C		VIENNE	21	17	P

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Décès

M. Jean-Robert BAUQUIS, le capitaine Jean-Robert Bauquis, son fils, son épouse et leurs enfants, Anne Lecourt, sa fille, son épouse, son frère, ses cousins et cousines, et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès brutal de

Colonel Jean-Robert BAUQUIS, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 9 juillet 1993, à Porto-Vecchio (Corse).

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Jules-Supervielle, 64000 Pau.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 20 juillet, à 13 heures, au cimetière de la Chapelle-Martin, route de Pico-Vaggio, 20137 Porto-Vecchio.

— Saint-Aubin-Routot.

M. Bernard BOBICHON, son épouse, Stéphanie, Emmanuelle, Josephine, ses filles,

M. Jean Alloume, sa belle-sœur,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard BOBICHON,

survenu le 14 juillet, dans sa quarante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Romain de Colbec.

Vos témoignages de sympathie seront reçus sur un livre d'amitié.

Le Val-d'Aux-Buis, 76430 Saint-Aubin-Routot.

— Catherine, Véronique Bonlevi, son épouse,

El Dinitri, le docteur Claude Bonlevi et Michèle, sa femme,

Véronique et Gaston Tailliez, ses filles, son petit-fils, son frère, sa sœur, son beau-frère et sa belle-sœur,

Ses parents, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Luciano BORALEVI, cinéaste,

survenu le 9 juillet 1993, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Pierre Borgi, Jean-Claude Brialy, Bruno Finck, François Sagan, Et tous ses amis, font part avec une profonde tristesse du décès de

Jacques CHAZOT, danseur-étoile, commandeur des Arts et Lettres,

survenu dans sa soixante-cinquième année, après une longue et cruelle maladie, le 12 juillet 1993, à Montigny (Seine-et-Marne).

A sa demande, seuls quelques intimes ont assisté à ses obsèques qui ont eu lieu à Montigny, le 15 juillet.

(Le Monde du 14 juillet.)

— Sa famille, Sa compagne, ont le chagrin de faire part du décès du

docteur Marc-Félicien WASSERLIN,

survenu le 9 juillet 1993, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 20 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Michel, 12 bis, rue Saint-Jean, Paris-17.

155, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

— Danièle Debove, son épouse,

Boris et Matthias, ses enfants, Sa mère,

Son frère, Et sa famille, La famille Krean, font part du décès de

Roger DEBOVE,

survenu le 11 juillet, à l'âge de cinquante-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

134, avenue Parmentier, 75011 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

docteur Fernand VANNIEREAU, chevalier de la Légion d'honneur, officier de la Santé publique,

survenu à Paris, le 8 juillet 1993, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

20, rue du Moulin-Vert, 75014 Paris.

— M. Vanya DETCHEVA, sa fille,

à la douleur d'annoncer le décès de

M. Karamfela DETCHEVA, venue du grand peintre bulgare Danail Detchev,

survenu le 24 juin 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à l'hôpital suisse de Paris.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille, au cimetière central de Sofia.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, boulevard des Frères-Voisins, 75015 Paris.

— Au nom de sa famille et de ses amis, j'ai la grande tristesse de faire part du décès de mon épouse,

Dorotée FURTH-CERYCH,

survenue le 13 juillet 1993, à l'âge de cinquante-trois ans.

La crémation aura lieu le mardi 20 juillet, à 13 heures, au crématorium des Jocherolles, à Villeneuve (Seine-Saint-Denis), 95, rue Marcel-Sembat.

Pas de fleurs, s'il vous plaît. Des dons peuvent être adressés par chèque à l'ordre de l'Association parisienne pour la recherche en neurochirurgie clinique stéréotaxique, à l'adresse de M. Cerych.

Ladislav Cerych, 3, le Clos-Baron, 78112 Fourqueux.

— Nora Haddad, Celia Jakubowicz, Jean-Pierre et Lucie Jallade, Et ses amis, ont le regret d'annoncer le décès de

Dorotée FURTH-CERYCH.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

— M. le docteur Frédéric Perrier, son fils,

M. Dimitri Perrier, son petit-fils,

M. Michaël Chorzewski et ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. le docteur Irène ROUBLEFF,

survenue le 7 juillet 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Séverin, à Paris-6, le mardi 19 juillet, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière parisien d'Ivry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Maud Manonni, Le conseil d'administration, Et les membres du CERP, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Irène ROUBLEFF,

membre d'honneur du Centre de formation et de recherches psychanalytiques.

Figure du mouvement analytique, Irène Roubleff a suivi Jacques Lacan dans ses parcours institutionnels. C'est lui qui l'avait choisie pour faire partie du directeur de l'École freudienne de Paris et s'occuper de l'enseignement.

Pour ses amis du CERP, elle a témoigné toute sa vie à la fois de cette indépendance d'esprit qui lui faisait adopter une réserve lucide sur tous les engagements proposés et d'une complicité secrète du cœur vis-à-vis de ses sources.

CERP, 16, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

— Le délégué régional Rhône-Alpes du CNRS,

Le personnel de la délégation régionale Rhône-Alpes,

Et l'ensemble de la communauté scientifique, ont l'immeuble tristesse de faire part du décès de

M. Rémy HENRY, directeur du laboratoire de mécanique des structures de Lyon-CNRS-INS.

— Le président du conseil d'administration,

Le directeur de la recherche, Et l'ensemble du personnel du laboratoire de mécanique des structures de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon, ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Rémy HENRY, professeur,

directeur du laboratoire de mécanique des structures de Lyon, associé au CNRS,

survenu le 14 juillet 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 19 juillet 1993, à 15 heures, en l'église Sainte-Bernadette, à Caluire (Rhône).

— Le colonel et M. Michel Beaumont et leurs enfants,

Le commandant (CR) et M. Christian Gavoille et leurs enfants,

M. Jean Offray et ses enfants,

Le lieutenant-colonel (CR) et M. Roger Duguet,

M. Anne Collé, ont la douleur de faire part du décès du

général de brigade aérienne (CR) René GAVOILLE,

leur père, grand-père, oncle,

survenu le 13 juillet 1993, à son domicile.

Il rejoint son épouse, Madeleine, sa fille,

Monique, et son compagnon d'armes Antoine de SAINT-EXUPÉRY.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce jour, en l'église de Francheville (Haute-Savoie), suivie de l'inhumation au cimetière de Francheville.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, allée Joseph-Lalande, 94000 Créteil, Francheville 70200 Lure.

[M] en 1911, pilote de chasse au début de la seconde guerre mondiale, René Gavoille a été compagnon d'armes d'Antoine de Saint-Exupéry. Gavoille, pilote de ligne, puis pilote militaire depuis un mission de guerre en 1944. René Gavoille a notamment servi au sein d'une escadrille, équipée de avions américains, qui était chargée, depuis le base de Toulon (Aérodrome), de missions de reconnaissance au-dessus de la France occupée. Cette unité aérienne a joué un grand rôle lors du raid de l'Atlantique (Aérodrome), de missions de reconnaissance au-dessus de la France occupée. Cette unité aérienne a joué un grand rôle lors du raid de l'Atlantique (Aérodrome), de missions de reconnaissance au-dessus de la France occupée. Cette unité aérienne a joué un grand rôle lors du raid de l'Atlantique (Aérodrome), de missions de reconnaissance au-dessus de la France occupée.

— Le général et M. Alain Suquet, M. et M. François Ott, M. et M. Michel Suquet, M. et M. Christian Suquet, M. et M. Jean-Claude Suquet, M. et M. Philippe Chicaud, ses enfants, Ses petits-enfants, Et ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri SUQUET, né Odette Gabriel,

le 14 juillet 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Martin-Magdeleine, à La Haye-Pesset (Manche).

Une messe souvenir sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le samedi 2 octobre, à 11 heures.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec la complicité du régime de Vichy ne soit jamais oublié.

Deux fils résistants, anciens combattants et combattants juifs, membres de l'Association des FFDJF.

de 5 919 femmes, dont nos mères,

Adèle SKORKA-TSETVERY (neuf ans), Paul SZWARC (onze ans), de 3 118 hommes, dont nos pères,

Nathalie TSETVERY (quarante-trois ans), Lejane SZWARC (quarante-cinq ans).

Au total, 13 152 êtres humains, qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps de vivre, furent arrêtés, internés au "Vol d'Hy", à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec la complicité du régime de Vichy ne soit jamais oublié.

Deux fils résistants, anciens combattants et combattants juifs, membres de l'Association des FFDJF.

de 5 919 femmes, dont nos mères,

Adèle SKORKA-TSETVERY (neuf ans), Paul SZWARC (onze ans), de 3 118 hommes, dont nos pères,

Nathalie TSETVERY (quarante-trois ans), Lejane SZWARC (quarante-cinq ans).

Au total, 13 152 êtres humains, qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps de vivre, furent arrêtés, internés au "Vol d'Hy", à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec la complicité du régime de Vichy ne soit jamais oublié.

Deux fils résistants, anciens combattants et combattants juifs, membres de l'Association des FFDJF.

de 5 919 femmes, dont nos mères,

Adèle SKORKA-TSETVERY (neuf ans), Paul SZWARC (onze ans), de 3 118 hommes, dont nos pères,

Nathalie TSETVERY (quarante-trois ans), Lejane SZWARC (quarante-cinq ans).

Au total, 13 152 êtres humains, qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps de vivre, furent arrêtés, internés au "Vol d'Hy", à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec la complicité du régime de Vichy ne soit jamais oublié.

Deux fils résistants, anciens combattants et combattants juifs, membres de l'Association des FFDJF.

de 5 919 femmes, dont nos mères,

Adèle SKORKA-TSETVERY (neuf ans), Paul SZWARC (onze ans), de 3 118 hommes, dont nos pères,

Nathalie TSETVERY (quarante-trois ans), Lejane SZWARC (quarante-cinq ans).

Au total, 13 152 êtres humains, qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps de vivre, furent arrêtés, internés au "Vol d'Hy", à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec la complicité du régime de Vichy ne soit jamais oublié.

Deux fils résistants, anciens combattants et combattants juifs, membres de l'Association des FFDJF.

de 5 919 femmes, dont nos mères,

Adèle SKORKA-TSETVERY (neuf ans), Paul SZWARC (onze ans), de 3 118 hommes, dont nos pères,

Nathalie TSETVERY (quarante-trois ans), Lejane SZWARC (quarante-cinq ans).

Au total, 13 152 êtres humains, qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps de vivre, furent arrêtés, internés au "Vol d'Hy", à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec la complicité du régime de Vichy ne soit jamais oublié.

Deux fils résistants, anciens combattants et combattants juifs, membres de l'Association des FFDJF.

de 5 919 femmes, dont nos mères,

Adèle SKORKA-TSETVERY (neuf ans), Paul SZWARC (onze ans), de 3 118 hommes, dont nos pères,

Nathalie TSETVERY (quarante-trois ans), Lejane SZWARC (quarante-cinq ans).

Au total, 13 152 êtres humains, qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps de vivre, furent arrêtés, internés au "Vol d'Hy", à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec la complicité du régime de Vichy ne soit jamais oublié.

Deux fils résistants, anciens combattants et combattants juifs, membres de l'Association des FFDJF.

de 5 919 femmes, dont nos mères,

Adèle SKORKA-TSETVERY (neuf ans), Paul SZWARC (onze ans), de 3 118 hommes, dont nos pères,

Nathalie TSETVERY (quarante-trois ans), Lejane SZWARC (quarante-cinq ans).

Au total, 13 152 êtres humains, qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps de vivre, furent arrêtés, internés au "Vol d'Hy", à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec la complicité du régime de Vichy ne soit jamais oublié.

Deux fils résistants, anciens combattants et combattants juifs, membres de l'Association des FFDJF.

de 5 919 femmes, dont nos mères,

Adèle SKORKA-TSETVERY (neuf ans), Paul SZWARC (onze ans), de 3 118 hommes, dont nos pères,

Nathalie TSETVERY (quarante-trois ans), Lejane SZWARC (quarante-cinq ans).

Au total, 13 152 êtres humains, qui, pour la plupart, n'ont pas eu le temps de vivre, furent arrêtés, internés au "Vol d'Hy", à Beaune-la-Rolande, à Pithiviers, à Drancy, pour être livrés aux occupants allemands qui les déportèrent à Auschwitz-Birkenau, où ils furent gazés et brûlés dans les fours crématoires.

Que le souvenir de cette lignée perpétuée avec

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 17 juillet

IMAGES

Racines

Il y a quarante ans la France s'émouvait devant la télévision. On se pressait sur les trottoirs pour suivre en direct, sur des écrans de rencontre, le couronnement de la reine d'Angleterre. On se cotait, au village, pour acheter le premier récepteur collectif. La petite boîte était magique, parfois dangereuse, elle fascina. On ne savait pas encore que par son intermédiaire on mettrait le pied sur la Lune en même temps que Neil Armstrong mais on découvrait grâce à elle une nouvelle forme de convivialité. Les bricoleurs qui l'inventaient respectaient le public qui se sentait aimé. Que France 2 et Oncle Tchernie soient remerciés d'avoir conçu la belle promesse d'une histoire de notre télévision qu'ils nous offrent depuis jeudi soir.

Cette histoire fait en effet partie des racines de notre mémoire et ses enseignements aident à mesurer le travail qu'il nous reste à faire pour maîtriser parfaitement cet outil qui peut servir autant qu'il peut nuire. Surtout depuis qu'il est devenu un objet de consommation courante autant qu'une source de profits, et que, derrière l'écran, comme le veut la loi de toute conquête, les pionniers ont souvent été remplacés par des aventuriers. Mais cela est à peine écrit que cela est déjà

dépassé tant il est vrai que la prolifération des chaînes, des satellites, des câbles, et le génie de l'invention de la télécom-mende-qui-tire-plus-vite-que-son-ombre, nous donnent aujourd'hui les clés de cette émancipation.

Le débat sur l'adoption de l'administration de la justice au sein de la télévision contemporaine et de ses conséquences dans la vie quotidienne tombe à pic. Il ne manque plus d'analogie avec cette période de l'histoire américaine du Far-West où les premiers shérifs présentaient parfois, pour protéger la collectivité, quelque liberté avec les procédures. Il y a du shérif dans le comportement du procureur de Valenciennes. Mais si les hommes chargés de rendre la justice ne sont pas les premiers à adopter leurs méthodes à celles des charlatans et des voyous la collectivité n'est-elle pas condamnée à subir?

Or, il existe aujourd'hui un terrain qui se prête aux trahisons inédites, et sur lequel le commun des mortels se trouve généralement désarmé, c'est bien celui de la télévision. Et c'est bien pour cela qu'il suscite autant de convoitises. Voilà pourquoi il faut souhaiter qu'on dise un jour que, malgré ses excès, M. de Montgolfier aura été un utile bricoleur.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à voir ; a On peut voir ; m Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 16 juillet

TF 1

SOLDES
du 26 juin au 31 juillet



LE DOS AGILE vous propose jusqu'à épuisement de son stock : Futon 1 place à partir de 2 000 F. 2 places à partir de 2 500 F + 100 F de port.

Plu, c'est un canapé accueillant, déplié, c'est un lit ferme et confortable.

LE DOS AGILE
77, bd Auguste-Blancq, 13^e, Tél. 45-41-65-14.

20.40 Feuilleton : Les Grandes Merveilles. De Jean Sagole (2^e épisode).

22.20 Magazine : Coucou, c'est nous !

23.45 Divertissement : Sexy Dingo.

0.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

FRANCE 2

20.50 Série : Teggart.

22.45 Documentaire : L'Encyclopédie audiovisuelle. 2. Darwin. Un portrait du maître de la théorie de l'évolution des espèces par Peter Greenaway.

23.35 Journal et Météo.

0.00 Concert : Eddy Mitchell. Au Casino de Paris, en novembre 1990.

FRANCE 3

20.45 Magazine : Thalassa. Croisière au bout de l'hiver. De Bergen à Kirkenes, le voyage de l'express côtier.

21.50 Magazine : Feut pas rêver.

22.40 Journal et Météo.

23.05 Feuilleton : Pavillons lointains. De Peter Duffel (3^e épisode).

0.00 Continentales.

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : Un menage de trop. De Sandor Stern.

22.05 Documentaire : Sans oublier les enfants. De Gilles Chevalier.

22.59 Flash d'informations.

23.05 Cinéma : **Arachnophobie**. Film américain de Frank Marshall (1990).

ARTE

20.45 Magazine : Transit. Reportages et invités autour du thème : « Vive les vacances ».

21.40 Concert : U2. La tournée dans sobriété-quinze pays des quatre continents.

23.15 Documentaire : Dominique Rolin l'infini chez soi. De Jean Antoine. Avec l'écrivain belge, prix Femina 1992.

0.10 Documentaire : Terra X. Le serpent à plumes (rediff.).

M 6

20.45 Série : Equalizer. Menace sur la ville.

22.25 Série : Mission impossible.

23.35 Magazine : Emotions.

0.00 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Le jackpot de la Française des jeux.

0.15 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives. Yvonne Printemps.

21.32 Musique : Black and Blue. Any Way. Invité : Michel Portal.

22.40 Les Nuits magnétiques. Trafic aux paradis. 4. La clé des paradis.

0.06 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Patricia Repussieu.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Soirée concert. A 20.05, concert (en direct de Leipzig) : Erdemengue pour solistes, chœur et orchestre, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 4 en mi bémol majeur, de Bruckner, par le Chœur de Mitteldeutscher Rundfunk, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. Kurt Masur.

23.00 Concert donné le 27 avril à la Bibliothèque nationale : Pièce pour flûte et piano, de Lili Boulanger ; Andante, Gaspard et Adagio pour piano, de Saint-Saëns ; Pièce pour harpe et piano op. 6, de Piaré ; Quintette pour flûte, harpe, clarinette, basson et piano op. 8, de Magnard, par Quintette Moragues.

0.35 Bleu nuit. Festival de Montpellier.

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Le Secret de la grôte Cosquet.

13.55 Jeu : Millionnaire.

14.15 Divertissement : Ciné gags (et à 17.30).

14.20 La Une est à vous. Avec la série : Agences tous risques.

17.35 Magazine : Trente millions d'amis.

18.05 Série : Chips.

19.00 Série : Beverly Hills.

19.50 Tirage du Loto (et à 20.30).

20.00 Journal, Tiroc, Météo et Trafic Infos.

20.40 Variétés : Succès fous de l'été. Emission présentée par Christian Morin, Patrick Roy et Philippe Risch.

22.25 Téléfilm : Liberté provisoire. De Gordon Hessler.

0.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

FRANCE 2

13.25 Documentaire : Rives d'Afrique. 2. Les gardiens du rive.

14.18 Sport : Cyclisme. Tour de France : Marseille-Montpellier, 13^e étape (195 km).

16.00 Magazine : Vêlo club.

16.50 Série : Fic à tout faire.

17.15 Téléfilm : Safari. De Roger Vadim.

18.55 Sport : Journal du Tour (et à 0.25).

19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.

20.00 Journal, l'image du Tour, Journal des courses et Météo.

20.50 Divertissement : Bedos/Robin. Retransmission de leur spectacle de l'Olympia.

22.20 Série : L'AS de la crime. Plus de peur que de mal.

23.10 Journal et Météo.

23.25 Magazine : Le Cercle de minuit. Les meilleurs moments de la semaine.

FRANCE 3

13.00 Série : Hercule Poirot.

13.55 Téléfilm : Les Hors-la-loi. De Peter Werner.

15.30 Sport : Tennis. Coupe Davis : France-Inde, quart de finale du groupe mondial, en direct de Fréjus, le double.

TF 1

12.00 Jeu : Millionnaire.

12.25 Jeu : Le Juste Prix.

12.50 Magazine : A vrai dire.

12.55 Météo et Journal.

13.20 Série : Rick Hunter inspecteur choc.

14.15 Série : Hooker.

15.10 Série : La loi est la loi.

16.05 Série : Starsky et Hutch.

16.55 Disney Parade.

18.05 Les mille et une copines. Avec la série : Chips.

19.05 Série : Duo d'enfer.

20.00 Journal, Tiroc et Météo.

20.35 Cinéma : Ciera et les chics types. ■ Film français de Jacques Monnet (1979).

22.30 Ciné dimanche.

22.40 Cinéma : Une femme disparaît. ■ Film américain d'Anthony Page (1979).

0.25 Journal et Météo.

0.30 Concert : Ensemble instrumental de Besse-Normandie. Œuvres de Ravel, Berlioz, Beethoven, Saint-Saëns.

FRANCE 2

12.00 Magazine : Envoyé spécial. Les meilleurs moments.

12.59 Journal et Météo.

13.20 Série : Mission casse-cou.

14.10 Série : Fic à tout faire.

14.35 Sport : Cyclisme. Tour de France : Montpellier-Perpignan, 14^e étape (218 km).

16.40 Magazine : Vêlo club.

17.30 Magazine : Eurêka ! J'ai tout faux.

4. Quel de neuf, docteur ?

18.25 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Athlétisme : Résultats : images de la semaine : Football : Tennis : Tr à l'arc : Equitation : Automobile : Moto.

19.25 Sport : Journal du Tour.

20.00 Journal, l'image du Tour, Journal des courses et Météo.

20.50 Cinéma : Trois hommes à abattre. ■ Film français de Jacques Deray (1980).

22.30 Cinéma : Deux sur canapé. ■ Film français de Marc Camoletti (1979).

23.55 Journal et Météo.

0.10 Magazine : Musiques au cœur. Festival d'Aix-en-Provence.

CANAL PLUS

1 et **4**, rue de Crimée, Paris-19^e
M^o Place des-Fêtes
Tél. : 42-06-12-14

17.35 Série : Matlock. Actualités soviétiques et américaines de la semaine du 17 juillet 1993.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Divertissement : Yecapa.

20.35 Divertissement : Hugobélère.

20.45 Téléfilm : L'enfant des loups. De Philippe Monner (2^e partie). Les loups ont envahi Poitiers...

22.20 Journal et Météo.

22.40 Magazine : Pégase. Le Bescheron Starship.

23.35 Documentaire : Les Étoiles d'Hollywood. With O'Jen Welles : Stories from a Life in Film (v.o.).

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : L'enfer n'est pas de limite. De Thomas Wright.

15.00 Documentaire : Les Allumés... L'orchestre de bal.

15.35 Téléfilm : Meurtre en noir et blanc. De Robert Iscove.

17.05 Les Superstars du catch.

18.05 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Magazine : Transit. De Robert Iscove.

18.55 Série animée : Fish Police.

19.15 Canaille peluche.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Le Top.

20.30 Téléfilm : Sur le foi du diable. De Harry Winer (1^{re} part.). Un adolescent abat un mari gérant et incestueux.

22.00 Sport : Pétaque. Trophée Canal + : Belgique-Espagne.

22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Vengeance diabolique. ■ Film américain de John McLaughlin (1991).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire : Transilvanie. De Daniel Lacoste (rediff.).

17.55 Documentaire : Rencontre avec Jupiter. De Fischer Elke (rediff.).

19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes.

Dimanche 18 juillet

12.03 Autour du Tour.

12.45 Journal.

13.00 Série : Desperado. Sous réserve des résultats de la Coupe Davis.

14.35 Documentaire : Les Léopards en famille. Sous réserve des résultats de la Coupe Davis.

15.30 Tiroc.

15.40 Magazine : Génération sensation. Sous réserve des résultats de la Coupe Davis.

16.35 Variétés : Embarquement immédiat. Sous réserve des résultats de la Coupe Davis.

17.35 Basculé. De la série : Les Simpson.

18.00 Série : Hôtel de police.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Divertissement : Yecapa.

20.45 Spectacle : Cirque. Les Gémeaux Magiciens.

22.00 Magazine : Montagne. Dans la roue du Tour. Invité : Bernard Hinault.

22.50 Journal et Météo.

23.15 Magazine : Le Divan. Invité : Alain Peyrefitte.

23.40 Cinéma : I Magliari. ■



Le spécialiste du canapé convertible toutes dimensions.
Reellement moins cher toute l'année sur les plus grandes marques.
Livraison gratuite sur la France métropolitaine.
Ouvrez tout l'été
Du lundi au samedi, de 10 h 30 à 19 h.

CANAPÉ SALON
1 et 4, rue de Crimée, Paris-19^e
M^o Place des-Fêtes
Tél. : 42-06-12-14

19.30 Documentaire : Histoire perilleuse. Actualités soviétiques et américaines de la semaine du 17 juillet 1993.

20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. 8 1/2 Journal.

20.30 La Roue. Portrait de Richard Virenque.

20.45 Documentaire : La Conscience en révolte. De Hava Kohav Heller. La résistance allemande contre le nazisme à travers l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler. Un film plusieurs fois primé.

22.25 Téléfilm : L'Affaire Seznec. D'Yves Boisset (1^{re} part.). Yves Boisset démonte les mécanismes de l'erreur judiciaire, toujours possible. Première diffusion en janvier 1993 sur TF 1.

23.50 Musique : Montreux Jazz Festival. Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6

13.50 Série : Supercopier.

14.45 Série : Département S.

15.40 Amicalement vôtre.

16.35 Musique : Flashback. Spécial surprise-partie.

17.00 Magazine : Culture rock. La saga de Jimi Hendrix.

17.30 Série : Le Seint.

18.25 Magazine : Turbo. Spécial Tuning, à Los Angeles.

19.00 Série : Drôles de dames.

19.54 Six minutes d'informations. Météo.

20.00 Série : Loin de ce monde.

20.35 Divertissement : Tranche de rire.

20.50 Feuilleton : Au nom de tous les miens. De Robert Enrico (1^{re} et 2^e épisodes). La destin tragique de Marie Gray... (rediffusion).

0.05 Série : Soko, brigade des stup.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Gérard Caussé, aïe.

20.45 Dramatique, Extravagance. De Dacia Maraini, texte français, d'Elizabeth Brodie, à 21.55, La Chaise à bascule, d'Edo D'Errico, adaptation, Pierre Casadei.

Film italien de Francesco Rosi (1959) (v.o.).

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 13.30

12.30 Flash d'informations.

12.35 Le Journal du cinéma du mercredi.

13.05 A la recherche de la plus belle fille du monde.

13.30 Océode pas Sunny.

14.25 Les Animaux euperstars.

14.30 Documentaire : Cités océanes.

15.00 Téléfilm : Cauchemar d'amour. De Bruce McDonald.

18.35 Magazine : L'œil du cyclone.

17.05 Sport : Pétaque. Trophée Canal Plus (rediff.).

18.00 Cinéma : Mercellino. ■ Film italo-espagnol de Luigi Comencini (1991).

En clair jusqu'à 20.35

18.25 Flash d'informations.

19.35 Cinéma : Au pays des Juliets. ■ Film français de Mehdi Charef (1992).

22.05 Flash d'informations.

22.10 Sport : Comides.

23.15 Magazine : L'Équipe du dimanche. Football : Venezuela-Bolivie, en direct ; A D-40, Golf ; British Open ; A 2.30, Football : Équipeur-Bretil, en direct.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Téléfilm : L'Affaire Seznec. D'Yves Boisset (1^{re} partie, rediff.).

18.30 Documentaire : Portraits d'Alain Cavalier. La Gaveuse (rediff.).

19.00 Série : American Supermarket. Magazine : Mégamix.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 La Roue. Portrait de Robert Millar.

20.45 ► Soirée thématique : La tango.

20.50 Documentaire : Genèse. De Françoise Ribolet.

21.35 Cinéma : Un Guep del Novecentos. ■ Film argentin de Leopoldo Torre Nilsson (1980) (v.o.).

22.55 Documentaire : Portraits. De Françoise Ribolet.

mobéco
GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
A PRIX DE GROS
ET JUSQU'A
50 % moins cher
du prix
magasin
**MATELAS
SOMMIERS**
Toutes dimensions
(fixes ou relevables)
SIMMONS - TRECA - SPEDA
MERINOS - DUNLOPILLO
BULTEX etc.
Détaxe à l'exportation
GARANTIE 5 ANS
LIVRAISON GRATUITE
ouvert 7 J/7 de 10 h à 20 h
à Paris M^o Télégraphe.
Tél. : (16-1) 42-08-71-00.

22.35 Musique : Opus. Ray Lema.

0.05 Clair de nuit. Avec Paul Le Goupil (un Normand dans... itinéraire d'une guerre - 1939-1945).

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert donné le 13 septembre 1992 à l'occasion du Festival de Berlin : Quintette à cordes en sol mineur K 518, de Mozart ; Minuterie pour deux violons et alto op. 75 a, de Dvorak ; Quintette à cordes en ut mineur K 408, de Mozart ; Quintette à cordes en ré bémol majeur op. 95, de Dvorak, par Erich Hoernbath, Peter Matzka, violons, Thomas Riehl, Siegfried Fehring, alto, Susanne En, violoncelle.

21.30 Concert (en direct de l'Opéra de Montpellier) : Suite pour cordes, de Janáček ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ut mineur op. 58, de Beethoven, par l'Academy of Saint-Martin-in-The-Fields, dir. : Neville Martin, Alfred Brendel, piano.

0.35 Bleu nuit. Festival de Montpellier. Roger Guerin, trompettiste et son quintette.

23.35 Documentaire : Tout est mort, le sais. De François Prébols.

0.00 Documentaire : Réclat final. De François Prébols.

M 6

12.20 Série : Me sorcier bien-aimée.

12.55 Série : Équinox 1999.

13.50 Série : Cosmos 1999.

14.50 Série : L'Heure du crime.

15.35 Magazine : Fréquentar. Pierre Palmade.

16.35 Musique : Flashback.

17.10 Série : Airport unité spéciale.

18.00 Série : Clair de lune.

19.00 Série : Bookers.

19.54 Six minutes d'informations. Météo.

20.00 Série : Loin de ce monde.

20.35 Sport 6 (et à 0.20).

20.45 Téléfilm : Bébé en gursi. Une prématurée placée dans un centre de soins intensifs. Spécial files.

22.25 Cinéma : Cheleure exotiques. o Film italien de Frank Marini.

23.45 Six minutes première heure.

23.55 Magazine : Metal Express. Primus, Joe Satriani, Winger, Van Halen.

0.55 Magazine : Le Glaive et le Balance.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Pour Nathalie Sarraute.

22.25 Poésie sur parole.

22.35 Musique : Le Concert donné le 15 mars au Théâtre de la Ville : Musique traditionnelle de Crète, Ross Daly et le Labyrinth Group.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 21 avril, salle Pleyel) : Persifal (Prélude), de Wagner ; Kindertotenlied, de Mahler ; Peléas et Mélisande, de Schoenberg par l'Orchestre de Paris, dir. Pierre Boulez.

21.30 Concert (en direct du Festival d'Aix-en-Provence) : Wilhelm Ferdinand, soprano, Bruno Fontaine, piano.

0.35 Bleu nuit. Par Xavier Pruvost. La Quatrième Bass Desires de Marc Johnson.

L'union de la majorité

M. Balladur n'exclut pas de conduire la liste RPR-UDF pour les élections européennes

Edouard Balladur serait prêt à prendre la tête d'une liste unique RPR-UDF aux élections européennes de juin 1994 et on le lui demandait avec insistance et uniquement pour préserver l'unité de la majorité parlementaire. Le premier ministre l'a indiqué de façon informelle, jeudi 15 juillet, en recevant quelques journalistes de la presse quotidienne régionale.

Edouard Balladur n'en a jamais fait mystère : il souhaite que la droite eille une liste unique européenne de juin prochain, en présentant une liste unique. Chef naturel de la majorité, il est pressé depuis de longues semaines, par une partie de ses amis, d'en prendre la tête.

Refusant d'écarter cette solution, il y a deux semaines encore, M. Balladur a manifesté son intérêt pour une telle démarche, jeudi 15 juillet, il a admis qu'il se ferait peut-être violence en cédant à l'amicale pression, si... aucune autre solution ne se dégageait valablement.

Recevant quelques journalistes de la presse quotidienne régionale, le premier ministre leur a confié qu'il serait prêt à conduire une liste RPR-UDF, l'Union pour la France ou quelque autre, aux européennes, si on le lui demandait avec insistance et dans le but unique de préserver l'unité de la majorité.

Dans cette hypothèse, a tenu à préciser l'homme de Matignon, les ministres de son gouvernement ne figureraient pas sur cette liste. Selon ce que rapportent nos confrères, M. Balladur proclame cette interdiction pour ne pas être accusé de procéder à un remaniement ministériel déguisé.

Entre le 4 et le 15 juillet, il a dû se passer quelque chose de suffisamment important pour convaincre le chef du gouvernement de faire passer au second plan les réserves qu'il avait exprimées

supervenant. A l'occasion de son passage à « l'heure de vérité » sur France 2, le 4 juillet, M. Balladur avait redit son souhait de voir échoir une seule liste européenne de la majorité. « Il y a des hommes et des femmes qui peuvent faire l'union sur leur nom », avait-il dit, en confirmant, toutefois, que pour conduire celle-ci, « il faudra trouver quelqu'un d'autre » que lui.

Contre M. Giscard d'Estaing et M. Séguin

Il avait expliqué sa position dans un entretien accordé au Monde du 18 mai. « Je crois que ce serait transformer ce scrutin en une sorte de vote de confiance envers le gouvernement, et que cela changerait la nature des choses », répondait-il à l'interrogation portant sur l'hypothèse de sa présence à la tête d'une liste unique.

« Mais les partis prendront leur décision, et présenteront leurs candidats, ajoutait-il. S'ils font une liste unique, je m'en réjouirai. S'ils en font deux, je ne m'en réjouirai pas. Le gouvernement soutiendra une liste unique, il ne soutiendra pas des listes concurrentes. C'est fort simple. La règle du jeu est définie un an à l'avance ».

Ces fortes précisions d'avaient pas empêché Charles Pasqua et Nicolas Sarkozy, probablement pour des raisons différentes, de suggérer au premier ministre, quelques semaines plus tard, de coo- dorer une liste unique. Certes, le ministre de l'Intérieur et le ministre du budget s'étaient exprimés, le 6 juin, à titre personnel mais ils l'avaient fait avec tout le poids de leur fonction : le premier est ministre d'Etat et le second porte-parole du gouvernement.

M. Pasqua était du reste revenu à la charge, dimanche 11 juillet, au cours de l'émission « Le grand jury RTL-Le Monde ». L'hypothèse d'une régionalisation du mode de scrutin étant alors définitivement écartée, cette candidature baladurienne à la tête d'une liste unique apparaissait comme la seule susceptible de contrecarrer

l'ambition exprimée, dès le début avril, par Valéry Giscard d'Estaing de conduire une liste propre à l'UDF.

Il est vrai que la présence de deux listes verrait, très probablement, le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, fort de ses récentes critiques implicites de l'action et des priorités gouvernementales, descendre dans l'arène au oom du RPR.

Aux yeux du premier ministre, cette hypothèse de listes concurrentes est inconcevable, d'autant que les secrétaires généraux des deux formations de la majorité siègent dans son gouvernement. Eo pointait le bout de l'oreille, M. Balladur veut assurer la cohésion de la majorité avant une ro- trée qui s'annonce difficile, pour lui, sur le plan social.

OLIVIER BIFFAUD

Après arbitrage du premier ministre

M. Bayrou et M. Fillon parviennent à un compromis provisoire sur la formation des maîtres

Après arbitrage du premier ministre, MM. Bayrou et Fillon ont adopté, jeudi 15 juillet, un ensemble de décisions sur l'avenir des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Autonomie réduite des IUFM, perspective de pré-recrutement plus précoce des enseignants du premier degré et effacement de l'épreuve professionnelle à l'oral des concours de recrutement constituent les principaux points de ce compromis.

Après trois semaines de cafoilage gouvernemental sur le dossier de la formation des enseignants et de l'avenir des IUFM (Le Monde des 3, 8 et 15 juillet), c'est un compromis encore incertain auquel sont parvenus, jeudi 15 juillet, MM. Bayrou et Fillon, respectivement ministre de l'éducation nationale et ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Selon le communiqué conjoint publié par les deux ministres, plusieurs points paraissent acquis, qui conduisent tous à une certaine limitation des marges d'autonomie dont jouissaient, jusqu'à présent, les instituts universitaires de formation des maîtres vis-à-vis des universités. Ainsi « les personnels enseignant dans les IUFM seront recrutés par les commissions de spécialistes des universités et feront partie du personnel enseignant des universités (...). La formule retenue sera celle des directeurs d'études (mi-temps à l'université, mi-temps à l'IUFM) ».

De façon complémentaire, il a été décidé que « les crédits de préparation aux concours du second degré seront gérés, à partir de 1994, par les universités, qui ont la responsabilité de la partie disciplinaire de cette préparation ». Comme par mesure de compensation, le com-

munié précise que les allocations aux étudiants en IUFM seront, dès 1994, gérées par le ministère de l'éducation nationale. Aux yeux des directeurs d'IUFM, cette maîtrise des crédits par les universités est évidemment symbolique. Elle ne devrait pas poser de problèmes majeurs dans les académies où les relations entre IUFM et universités sont cordiales. En revanche, elle pourrait déstabiliser sérieusement les IUFM, là où ils se heurtent encore à la méfiance ou à l'opposition des universités, notamment en région parisienne.

Le deuxième point d'accord entre les deux ministres porte sur la formation des enseignants du premier degré. S'ils soulignent que « la licence reste indispensable pour passer les concours et être titularisé dans le corps des professeurs des écoles, qui fait partie de la catégorie A de la fonction publique », ils envisagent, pour une partie des candidats, une procédure de « préadmission » permettant aux titulaires de suivre en même temps la première année d'IUFM et une année de licence en université ; à cet effet, une licence pluridisciplinaire leur sera proposée ». Les deux ministres sont chargés d'élaborer une proposition commune pour la fin de l'été.

Encore très floue et, de toute façon, pas applicable - au mieux - avant la rentrée 1994, cette perspective se heurte à plusieurs inconnues : la présélection des candidats dépendra étroitement du nombre d'allocations spécifiques créées par le budget ; y aura-t-il, au bout du compte, plusieurs voies d'accès au métier de professeur d'école ? Enfin, très échaudées par l'expérience malheureuse des « DEUG institutaires » créés à la fin des années 70, les universités hésitent certainement à ouvrir des licences qui risquent de se transformer en ghettos.

Quelle épreuve professionnelle ?

Le dernier point d'achoppement - le plus symbolique et le plus vif - portait sur le sort de l'épreuve professionnelle introduite, depuis deux ans, à l'oral du CAPES, les concours de recrutement des enseignants du second degré, et destinée à évaluer l'aptitude pédagogique des futurs professeurs. A la première lecture, l'arbitrage du 15 juillet paraît clair : « A compter de 1994, les concours de recrutement des professeurs de lycée et collège ne comprendront plus l'épreuve professionnelle qui consistait, pour le candidat, à présenter une situation d'enseignement observée pendant sa première année d'IUFM. Cette épreuve sera remplacée, dans le cadre du programme du concours, par une épreuve sur dossier comportant un exposé suivi d'un entretien » avec le jury.

Mais, dans le même temps, il est prévu que les coo- ditiés au concours de recrutement du professeur des écoles et du second degré effectueront préalablement « un stage d'observation d'au moins deux semaines, dans des classes d'écoles pour les premiers, de collège ou de lycée pour les seconds ». Toute la question est désormais de savoir si l'épreuve prévue à l'oral (exposé sur dossier et entretien) n'aura plus aucun lien avec ces stages et se transformera, comme le souhaite François Fillon, en épreuve de culture générale. Ou, au contraire, comme le préconise François Bayrou, si l'entretien à l'oral continuera à s'appuyer sur ces stages et conservera, du même coup, une vraie dimension pré-professionnelle.

Explicitement favorable à cette seconde option, les directeurs d'IUFM ont écrit, dès le 15 juillet, aux deux ministres pour leur faire savoir que, à leurs yeux, « le stage en 1^{re} année est un élément essentiel » : « pour qu'il soit accepté par les étudiants et encadré convenablement, il est nécessaire qu'il soit finalisé et donc qu'il puisse être pris en compte et valorisé à l'épreuve orale du concours ». Il faudra attendre les circulaires d'application, prévues fin juillet, pour savoir s'ils auront été entendus. Et si leur vœu que soit formulée une philosophie claire de la formation des maîtres sera exaucé.

GÉRARD COURTOIS

Une circulaire du ministère des affaires sociales

La rémunération des médecins étrangers pour les gardes hospitalières est diminuée de 60 %

Une récente circulaire du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville adressée aux directeurs des centres hospitaliers du secteur public fixe la rémunération des gardes et astreintes effectuées par les médecins étrangers. Désormais, elle sera de 1324 francs par garde, soit 60 % de moins que celle des internes, de 2200 francs par garde.

Aux termes de la circulaire signée le 24 mai au nom du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville par Gérard Vincent, directeur des hôpitaux, les indemnités de gardes hospitalières assurées par les médecins étrangers - qualifiés d'« attachés associés » aux établissements d'hospitalisation publics - baisseront de plus de 60 %. Au lieu de 1324 francs par garde, les médecins étrangers percevront désormais 493 francs, soit l'équivalent de ce qui est payé aux internes et aux étudiants en médecine assumant la même tâche.

Visant le même objectif, un

arrêté interministériel du 27 janvier 1989, publié au Journal officiel du 7 février 1989, avait provoqué de vives réactions dans les milieux médicaux. Son application avait été « gelée » quelques semaines plus tard par une circulaire non parue au Journal officiel qui demandait le sursis à exécution de l'arrêté.

La nouvelle circulaire recommande le paiement « dès maintenant » des gardes des attachés associés au taux initialement prévu par l'arrêté du 27 janvier 1989 et demande aux directeurs d'hôpitaux de « suspendre la mise en paiement des frais de garde qui seraient liquidés à un tarif différent ».

« Une ségrégation humiliante »

Prise sur la base de considérations budgétaires, la mesure a été confirmée, jeudi 15 juillet, par le cabinet de Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé. Les médecins étrangers effectuant des gardes travaillent « sous la responsabilité déléguée du chef de service », précise le ministre, « les modalités de leur exercice étant identiques sur ce point aux internes ». Cette décision suscite à nouveau l'émotion des professionnels concernés.

Le Syndicat national des médecins, éburiens, biologistes des hôpitaux publics et la Confédération des hôpitaux généraux ont demandé, jeudi 15 juillet, dans un communiqué commun, que la nouvelle disposition soit « immédiatement suspendue ». « Le manque d'atouts » des postes hospitaliers et « l'insuffisance de médecins titulaires » dans les hôpitaux ont « conduit à faire appel à ces praticiens » étrangers, rappelle le communiqué. On estime que près d'un tiers des gardes et astreintes médicales hospitalières sont, en France, assurées par des praticiens étrangers.

Dans une lettre ouverte au premier ministre en date du 30 juin, le Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs (SNPHAR) avait, pour sa part, dénoncé une mesure qui « risque de mettre brutalement en péril la continuité du service public des urgences hospitalières non seulement dans les hôpitaux mais également dans les SAMU et les SMUR ». Le SNPHAR estime que la circulaire « introduit sans raison une ségrégation humiliante pour les médecins étrangers » et demande aux chefs d'établissements hospitaliers de surseoir à son application.

L. F.

SOMMAIRE

DÉBATS

Cohabitation : « Un duel de duos », par Maurice Duverger, Constitution : « D'une violation à l'autre », par Marie-Anne Cohendet. Médiation : « Judiciaire circue », par Daniel Soltes-Larivière..... 2

ÉTRANGER

La situation se dégrade rapidement en Croatie..... 3
Turbulente Dalmatie..... 3
Somalie : le tension reste vive à Mogadiscio..... 4
Le fin de la troisième conférence ibéro-américaine à Salvador de Bahia..... 6
Bill Clinton abandonne définitivement la « guerre des étoiles »..... 6

POLITIQUE

La fin de la première session de la nouvelle législature..... 7
Le réveil de l'opposition..... 7
La préparation du congrès socialiste..... 7

SOCIÉTÉ

Les suites de l'affaire de corruption présumée dans le football..... 8
Le maire de Trébeurden condamné pour trafic d'influence..... 8
Le prise d'otages de Neully-sur-Saône : une affaire non classée..... 8
Le Tour de France cycliste..... 8

CULTURE

Arts : les peintres-verriers du XVI^e siècle à La Villette : rétrospective Olivier Debré..... 10
Festival d'Avignon : eextension d'enfer en HLM ; exposition Pitoëff à la Maison Jean-Vilar..... 11
La campagne d'été du cinéma..... 12
Le spectacle, par Michel Broudeur : « Hanna éhémétegrefficus »..... 12

ÉCONOMIE

Le chômage partiel continue d'augmenter..... 15
Dix pays musulmans souhaitent créer un marché commun..... 16
La réforme des PTT..... 15
Vie des entreprises..... 16

COMMUNICATION

Bataille d'actions autour de « La Tribune Desfossés »..... 12
Le bilan des radios publiques selon le CSA..... 12

LE MONDE DES LIVRES

Liban : les amandiers survivent à leurs bleaux..... 21
Belade d'architecture au Vietnam..... 21
Le Bris, Bretan errent..... 21
Greenaway s'invite au palais Fortuny..... 21
Le table, les jeux..... 21 à 28

Services

Abonnements..... 16
Cartes..... 18
Jeux..... 26
Marchés financiers..... 16 et 17
Météorologie..... 18
Radio-télévision..... 19
Spectacles..... 13
Week-end d'un chineur..... 18

La télémaque du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 21 à 28

Le numéro du « Monde » daté 16 juillet 1993 a été tiré à 474 216 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : les métiers de la territoriale

Du jardinier à l'éboueur, du pâtissier à l'architecte, du travailleur social à l'analyste financier, les métiers exercés dans les municipalités, conseils généraux et régions sont très divers. Il en existe deux cent cinquante, qui viennent d'être répertoriés et décrits pour la première fois. Cette découverte des métiers devrait permettre une gestion prévisionnelle des emplois plus fine. Également au sommaire de ces pages : les mésaventures de la FNAC à Nantes et une enquête à Trouville-sur-Mer dans la série « Crises ».

Après son passage

de General Motors à Volkswagen

Les accusations d'espionnage à l'encontre de M. Lopez se font plus précises

Huit jours avant son départ surprise de General Motors pour Volkswagen où il est directeur de la production, José Ignacio Lopez de Arriortua se serait fait remettre une pile de documents sur la future voiture Astra du groupe. L'intéressé nie mais John Howell, directeur de la planification à GM Europe, a repris cette accusation, jeudi 15 juillet à Hombourg, lors d'un procès opposant Volkswagen à un magazine allemand Der Spiegel.

Le magazine a porté plainte contre une décision en référé du tribunal, en date du 11 juin, lui interdisant, à la demande de VW, de continuer de rendre compte de l'affaire opposant le constructeur allemand à GM en laissant entendre par certaines formulations que le soupçon d'espionnage industriel est fondé. Le tribunal tend « à un peu plus de 50 % » à donner droit à la requête du Spiegel, selon ses propres indications.

Le FMI va reprendre des « relations normales » avec le Vietnam. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), réuni jeudi 16 juillet à Washington, a décidé la reprise de « relations normales » avec le Vietnam, a indiqué le ministre français de l'économie. Cette décision « constitue la première étape d'un processus devant permettre au Vietnam de renouer très vite avec la communauté financière internationale », souligne le ministère.

PRIX ANNIVERSAIRE

1883-1993

- Grande mesure à partir de 12 000 F - 25 % = 8 980 F
- Livraison en 48 heures si nécessaire.
- Mesure façon traditionnelle à partir de 5 800 F - 30 % = 3 950 F
- Rayon prestige prêt-à-porter : - 40 % à - 50 %

John Baillie TAYLOR

1, rue Auber - 5, place de l'Opéra
Paris 9^e - Tél. : 47-42-49-17 - 47-42-49-24
(Pas de fermeture annuelle)

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

publie aux ÉDITIONS CHARLES CORLET

« POÈMES POUR LA FRATERNITÉ »

J'ai une bouche comme toi
Pour parler,
J'ai deux oreilles comme toi
Pour entendre,
J'ai deux yeux comme toi
Pour voir...

« PEAU-AMIE DE TOUTE COULEUR »
Le graphiste André François en créant l'image de couverture résume bien par ce jeu de mots, l'ensemble de ce recueil. Profusion d'images, de couleurs, de rythmes, pour ces enfants qui nous parlent, nous interpellent par leurs efforts, leurs inquiétudes, leurs peurs mais aussi par leurs rêves, leurs aspirations, leurs espoirs. Né d'un concours organisé par la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME, ce recueil est une offre à mettre entre toutes les mains.

1 vol. 160 x 240, 68 pages, 60 F

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

27, rue Jean - Dolent - 75014 PARIS Tél. : 44.08.87.29 Fax : 45.35.23.20

ÉDITIONS CHARLES CORLET

21, Route de Vire - 14110 CONDE-SUR-NOIREAU

Tél. : 31.59.53.00 Fax : 31.69.41.29

Les amandiers sur

AU SOMMAIRE

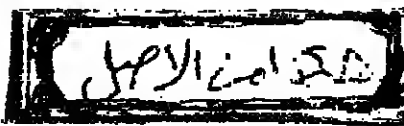
Vietnam : la situation..... p. 23
La bulgare..... p. 22
Michel Le Bris..... p. 25
Peter Greenaway..... p. 28
Le monde..... p. 23
Le monde..... p. 23

Toujours grandiose mais plutôt morose, tel est le Liban « en paix », où moins d'ardeur que prévu se manifeste pour effacer les traces du conflit. Cependant, de Banibek au Chout, dans bien des endroits hier encore interdits au voyageur ordinaire, quelques hautes surprises attendent le visiteur.

Ce qui frappe d'emblée dans le Liban « en paix » par le Syne et Israël, mais « en paix » : « en paix » signifie qu'on ne risque plus d'y recevoir à tout moment une bombe sur la maison ni d'y être déshabillé par une voiture piégée en se penchant devant un supermarché, le tout, tout le

الأمم المتحدة

VOYAGE



Guide

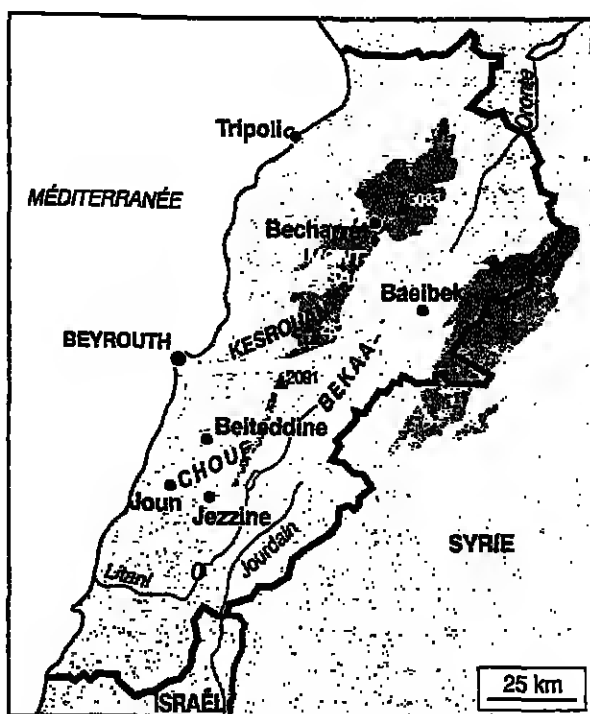
● Lire. Pour essayer d'y voir un peu plus clair dans la situation éternellement compliquée du pays des cédres, on peut se référer à *Histoire du Liban* de feu Jacques Nantet. L'ouvrage du gendre de Paul Claudel, préfacé par François Mauriac, a été réédité en 1988 (éd. Têtu, 360 p.). Une vision libanaise du même thème est fournie par Kamel Salibi, professeur d'histoire à Beyrouth, *Histoire du Liban du dix-septième siècle à nos jours* (traduit de l'anglais par Sylvie Basse, éd. Neufal, Paris, 1988, 360 p.).

On lira ou relira, toujours avec profit, ce roman « frivole » de l'époque du mandat français sur le Liban, *La Châtelaine du Liban*, de l'académicien Pierre Benoit. Trois cents pages fluides qui nous en apprennent plus peut-être sur certaines constantes proche-orientales que bien d'épaves traitées... Trois films français à voir, mais fort peu souvent repris par les salles ou les télévisions françaises, ont été tirés, avec le même titre, de ce roman de 1924. L'institut du monde arabe à Paris a programmé cette année ces trois œuvres, mais trop brièvement (Marc de Gestyne, 1926; Jean Epstein, 1933; Richard Pottier, 1956).

Voyager. S'il fallait ne retenir qu'un voyage pour le Liban, nous signalerions Orience (164, rue Jeanne-d'Arc 75013 Paris; tél. : 43-36-10-11) en ral-

son de l'attention particulière portée aux aspects historiques et artistiques des itinéraires proposés par les frères Elant, jeunes mais héritiers d'une tradition orientaliste familiale remontant à la campagne de Bonaparte en Egypte et entretenue depuis lors à chaque génération au gré de carrières outre-mer (« Le Monde Sans Visa » du 19 juin).

Un seul établissement de classe exceptionnelle (cedre naturel, architecture arabe ancienne authentique, cuisines diverses, télécommunications ultramodernes, etc.) a été ouvert au Liban depuis les années de guerre : l'Hôtel Mir-Amine (Beitdine, Chouf, BP 113-6981; tél. : 50-00-74). Notez qu'au Liban, Etat qui eut naguère une des meilleures monnaies du monde, presque tout se règle maintenant en dollars américains, et que presque tout est aussi cher, sinon plus, qu'à Paris, à part les fruits et légumes, les cigarettes blondes et les cassettes de musique arabe... La gastronomie est peut-être la seule chose à n'avoir point pâti des crises, depuis le simple *maniche* montagnard – sorte de galette chaude salée, du thym et à l'huile d'olive, consommée au réveil – jusqu'au loup à la tripolitaine avec sa sauce piquante : sésame, ail, piment, noix, confondre, pignes de pin, etc. ●



que les fruits sont ici confessionnalisés (« orange islamique, pomme chrétienne ») : les maronites coexistent tant bien que mal mais coexistent au porte à porte, au jour le jour, avec chiites, sunnites ou druzes, trois composantes islamiques préférant ne pas cohabiter entre elles... L'imposition syrienne et accessoirement israélienne, sans parler de l'œil de plus en plus inquisiteur de Ryad, remplacent pour le moment le liant disparu ou très atténué. Jusqu'à quand ?

Avant que l'Histoire n'apporte la réponse, c'est le moment peut-être d'aller se forger soi-même une idée, in situ, sur un possible redémarrage libanais... En espérant pour vous que, d'ici là, les ministres des travaux publics et de l'environnement auront enfin tenu leurs promesses de boucher les nids de poule et de nettoyer les fossés...

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hingoz

(2) Créé en 1957, le Festival international de Baalbek a fonctionné jusqu'en 1974. Il continue « jadis » d'exister.

(3) Pierre Chaumy, *L'histoire dans tous ses états*, Paris, 1984, p. 274.

(4) A. Laureat et A. Babous, *Guerres secrètes du Liban*, Col. « Au vil du sujet », Gallimard, 1987, p. 269.

(5) Tahar Ben Jelloun, *Les amandiers sous les murs de leurs blessures* (Maspero, 1976 et La Découverte-Maspero, 1983).

(6) Y compris pas moins de 5 000 mètres carrés de superbes mosaïques antiques provenant surtout de Jich, sur la route Sidon-Beyrouth. Durant la guerre du Liban, selon une pancarte très franche du Musée de Beitdine, les mosaïques de Jich ont été « à l'ordre du jour ».

ministre Walid Joumblatt enlèves et installe (à Beitdine)...

un musée historique et artistique d'assez noble ordonnance, où toutes les collections archéologiques sont le don de M. Walid Joumblatt (6). On peut même y visiter la khaloué, saint des saints sontrairin druze, autour de laquelle la dynastie des Chehab (1697-1840) construisit le palais de Beitdine, d'où elle gouverna intelligemment le pays en jouant un triple jeu confessionnel : les sunnites croyaient l'émir sunnite, puisqu'il descendait d'un compagnon de Mahomet, les druzes le tenaient pour druze, et les maronites pour maronite. Exilé à Constantinople, le dernier prince de la famille, Béchir II, trop indépendant au goût de son terrible suzerain, le Grand-Turc, y finit ses jours en lui décollant un ultime pied-de-nez, et non le moindres, puisque, dit-on, il adhéra à un rite arménien...

Kamal Joumblatt (1917-1977), lui, père de l'actuel chef des druzes, Walid, avait trouvé refuge dans le socialisme et l'hindouisme. La partie du musée qui lui a été consacrée ne cèle rien de son gourou, Sri Atmananda, lequel affirmait volontiers que son disciple était « d'une modestie que l'homme ordinaire ne pouvait montrer »... Son successeur n'en a apparemment pas tenu compte. Outre le bougeoir, le fusil, le gilet et divers autres objets personnels de « Kamal-Bey », les vitrines exposent ses pensées du type : « Je suis le silence du silence (juillet 1960) », malheureusement incompréhensibles au commun des mortels. Moins ésotériques, les livres de chevet en français du disparu défilent dans tout leur éclatisme : Homère, Descartes, Buffon, Fénelon, Kant, Maurras, Teilhard de Chardin et jusqu'à la *Liturgie maronite* du Père Michel Heyek. Oui, Kamal était bien un homme du siècle et de la trempe de Béchir II.

Si la politique moderne était moins rigide, moins conventionnelle, plus ouverte à la fantaisie et à l'irrationnel au cœur même des affaires les plus graves, le Liban n'aurait peut-être pas connu tant d'avatars malheureux. Peut-il

aujourd'hui renaitre, à l'instar de ses amandiers ? L'âme du pays, composée qu'on le veuille ou non des souffrances chrétiennes et des frustrations musulmanes, peut-elle se reconstruire ? Il est difficile de se prononcer quand on constate que des zones entières sont presque complètement vidées de leurs maronites, partis, quand ils l'ont pu, en vendant leurs terres.

Or la principale variété libanaise de chrétiens était le liant d'une société parcellisée entre dix-sept rites ou religions, au point même

leut dans tout leur éclatisme : Homère, Descartes, Buffon, Fénelon, Kant, Maurras, Teilhard de Chardin et jusqu'à la *Liturgie maronite* du Père Michel Heyek. Oui, Kamal était bien un homme du siècle et de la trempe de Béchir II.

Si la politique moderne était moins rigide, moins conventionnelle, plus ouverte à la fantaisie et à l'irrationnel au cœur même des affaires les plus graves, le Liban n'aurait peut-être pas connu tant d'avatars malheureux. Peut-il

Le Bris, Breton errant

Hommage aux minoritaires, aux étrangers de passage, aux explorateurs. C'est le moment de relire Michel Le Bris.

AU milieu des guides, des cartes et des boussoles, au milieu des petits tas de lectures pour les vacances, cette terrible outioo, emportons celui-ci : *L'Homme aux semelles de vent*, de Michel Le Bris. Un titre emprunté à Verlaine, qui appelait ainsi l'ami Rimbaud, pour un ouvrage où Rimbaud avait largement sa place. Un livre publié l'an dernier en poche et qui avait fait quelque bruit, en 1977, lors de sa sortie. Un pavé dans la mare de nos usages, de nos systèmes bloqués, de nos « trop d'Etat » et de nos « tout-à-l'égo », un brûlot enlevé, limpide dans sa démonstration, bourré d'espérance et de bon sens, qui frappait net et juste dans l'océan gonflé des marxismes de toutes obédiences. 1977 : beaucoup croyaient encore à la révolution collective, à l'égalité parfaite, aux bienfaits techniques. C'était avant la chute du mur de Berlin et des murailles de bico des certitudes, de quelques-unes de nos vieilles convictions jacobines, de pensées toutes faites, rassurantes, calibrées une fois pour toutes, sur les pays, les peuples, les autres. Sur nous-mêmes.

Et voilà que Michel Le Bris invitait au voyage ! A la rupture, à

l'éveil individuel, à la recherche de la différence sur tous les continents, et en nous-mêmes, hors des dogmes, des raisons communes, hors de portée des fonctionnaires de l'obligation. 1977 : ce plein programme commun de la gauche, des gosses partaient vers l'Orient, dépourvus, légers, solitaires et sans préjugés, laissant les adultes à leurs hautessements d'épaules réprobatrices. *L'Homme aux semelles de vent* était leur livre, même si peu le savaient, leur argument philosophique, historique et littéraire. Quelqu'un, plus âgé qu'eux, prenait le risque de leur tendre par la plume, de leur tendre sa réflexion, de tenir au chaud, en cas de besoin, une réserve de références.

On mesure mieux, aujourd'hui, l'avance prise sur son temps par Michel Le Bris, breton, écrivain, critique littéraire au *Nouvel Observateur* et fondateur du Festival des étonnantes voyageurs. Son bouquin, désormais aux normes de nos poches de vareuse, signe de l'honneur qui lui est rendu, a été écrit avant la grande vague de stupéfaction écologiste, avant les tours du monde en multicoque, avant les grognements de la base contre le sommet. Le Bris pourrait d'ailleurs se remettre à l'ouvrage, aux idéologies, dont il avait assez dit l'ambition de terreur contrainte, se sont substituées, depuis, les têtes lobotomisées, les Bourses névrotiques, et reviennent les vieux mensonges nationalistes. Un tome II, pour redire la nécessité de penser par soi-même, d'aller voir ce que triquent les reportages en Mondovision, trouver son



monde à soi, chacun le sien, pour ne pas se ressembler, recommencer les voyages en chambre de nos aïeux.

Ce livre, l'auteur l'avait écrit d'honneur par fidélité à son enfance bretonne. « Tout a commencé par un jet de lance-pierres soigneusement ajusté. Le touriste fut touché, à en juger par ses cris. » Dans les années 40, le touriste, en Bretagne, était encore une incongruité. L'univers se réduisait au village, malgré les récits des capitaines au long cours. Paris ? La France ? Le reste du monde ? Un puzzle incomplet, livré à petites doses par le quotidien local. « L'extérieur, c'était d'abord le percepteur, les gendarmes, l'armée. (...) C'était la Royale – entendez la marine nationale – qui vous arrache vos enfants mais oublie trop souvent de vous les rendre. » Et puis, le pays s'était montré, par l'invention de la route et de la voiture, par l'invasion de touristes, qui « se mettaient à l'eau express », plaignaient le sort des femmes, trouvaient le pays folklorique mais arriéré, qui laissaient derrière eux la honte d'être breton, cul-terreux, archaïque... Alors, pour comprendre ce qu'ils avaient l'air d'ignorer, ils étaient montés à Paris. Le Bris parmi eux, pour trouver quoi ? « Les imbéciles ! S'ils nous avaient dit, simplement, la vérité, qu'ils crevaient de solitude, là-bas, dans des chambres sordides, qu'en fait de Folies-Bergère ils goûtaient les jotes de la découverte du travail industriel ! »

Le livre commençait ainsi, à la rage de s'être fait piéger par le

appelant à la rescousse, dans une prose nerveuse, lavée de tout jargon intellectuel, les grands voyageurs, les siècles croulés, les philosophes du mouvement. Montesquieu, Stendhal, Rimbaud. Même Hégel, parce que le philosophe avait négligemment exclu les juifs de son découpage du réel entre peuple, territoire et Etat. « Le juif est une figure exemplaire, ironisait Le Bris, en 1977. Fou parce que errant, sans Etat ni territoire. » Avant les années 80 – et encore ! –, combien de livres avaient l'audace, lorsque tout le monde devait tenir dans la définition, d'attaquer ces fondements des sociétés, des valeurs communes, consensuelles, dirait-on maintenant, avec cette insolence légère ? C'était hier, entre les songes bidois du malin, les idées fixes sur le prolétariat, les harangues de Billancourt – tiens, cela devient un espace vert –, bref, tous les retards possibles sur le bon sens.

Au fond, il ne faut pas s'en vouloir. La France, le monde d'hier n'avaient pas d'autre solution que d'aller jusqu'au bout de la mascarade. D'épuiser le sujet. Se tromper moins que nos pères était déjà un signe de convalescence. A être lu, ou relu cet été, sur une plage, le seul endroit où lire est un calvaire, de sable et de contractures musculaires, mais si cette autre erreur perdure, elle est minime, à être lu donc, et n'importe où, ce

houquin devrait même favoriser les éclats de rire. Sur ce que nous étions. Ce que nous demeurons, indécorables conservateurs du comportement, obstinés à rester assis sur des exécutés qu'un enfant dénoncerait. Qu'il dénonce, d'ailleurs. Sur l'évolution, Rocard répétant les socialistes ; les spéculateurs de Pechiney pris sur le fait ; plus cruellement, la perdition yougoslave dans des errements remontant à l'invention de la géographie...

Hommage aux minoritaires, aux Chouans, bien sûr un Breton ne se refait pas, aux étrangers de passage, aux marcheurs de sentiers détournés, aux colporteurs de songes. Hommage aux fous, aux explorateurs, à Antonin Armand et à Cervantes. A tous ceux qui, avant de l'ouvrir, de donner une explication à tout, sont allés voir sur place. Ils sont tous là, dans ce livre, prêts à aider le jeune flegme qui voudrait laisser un mot à ses parents, le leur qui s'oublierait à expliquer que le monde est complexe, et que c'est tant mieux, dans un commissariat. Cette parade des ans du millénaire ne sera pas du défilé du 14 juillet. Une nouvelle qui nous fait déjà des vacances.

Philippe Boggio

► *L'Homme aux semelles de vent*, de Michel Le Bris, Grasset, 1977. En poche, aux éditions Payot, 1992.

ENVIE DE VISITER
L'ALLEMAGNE ?

* Holiday Inn

STAY WITH SOMEONE YOU KNOW

POUR VOS RÉSERVATIONS OU DE PLUS AMPLIES INFORMATIONS, APPELEZ LE N° VEET 05 905 999.

Quel que soit l'endroit d'Europe qui vous tente, découvrez les tarifs avantageux de notre formule Weekender Plus, et cela sept jours sur sept jusqu'à fin août. Le petit déjeuner buffet est toujours compris. Et si vous restez 4 nuits consécutives, nombreux seront les Holiday Inn à vous offrir la 5ème nuit gratuite.

CET ÉTÉ RENDEZ-VOUS
À UN VIEIL
AMI.

Et profitez des tarifs avantageux de notre formule Weekender Plus, et cela sept jours sur sept jusqu'à fin août dans près de 100 hôtels Holiday Inn à travers l'Europe. Le petit déjeuner buffet est toujours compris. Et si vous restez 4 nuits consécutives, nombreux seront les hôtels à vous offrir la 5ème nuit gratuite.

* Holiday Inn

STAY WITH SOMEONE YOU KNOW

POUR VOS RÉSERVATIONS OU DE PLUS AMPLIES INFORMATIONS, APPELEZ LE N° VEET 05 905 999.

Bridge

n° 1543

LA DOUBLE AGONIE

Le « coup de l'agonie » est rare, et celui de la « double agonie » l'est encore plus. Voici une des occasions où il a été réussi. Le déclarant était le fameux champion américain Ben Hamman au cours d'un match à Toronto, dans le Grand National de 1986.

♠ 10 9 6
♥ 7
♦ A D V 3
♣ A 10 8 5

♠ 8 7
♥ 9 8 5 4 2
♦ R 10 8 2
♣ R 6

♠ A 4 3
♥ A R 10 3
♦ 9
♣ D V 9 7 3

Ann. : N. don. Tous vuln.

Ouest Nord Est Sud
1 0 3 3
2 4 3 3
3 4 3 3
4 3 3 3
5 3 3 3
6 3 3 3

Ouest ayant entamé le Roi de Pique et Est ayant fourni le 8 de Pique, comment pouvait-on envisager de gagner ce PETIT CHELEM A TRÈFLE ?

Réponse :
Après avoir pris l'entame avec l'As de Pique, il y a intérêt à tirer l'As et le Roi de Cœur pour jeter un des Piques perdants, mais sur le Roi de Cœur Hamman a vu apparaître le Valet, il a alors joué le 3 de Cœur sur lequel est tombée la Dame de Cœur coupée par le 5 de Trèfle. C'était à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle car, si Ouest avait R D V 5 2 à Pique et D V 6 à Cœur, il était peu probable qu'il ait encore un Roi. En tout cas, avec le Roi de Trèfle second, il n'aurait vraisemblablement pas passé sur 2 Trèfles. Comment Hamman a-t-il ensuite escamoté le Pique perdant du mort (quand il est impossible d'utiliser le 10 de Cœur affranchi ou le cinquième Carreau sans être coupé) ?
Après avoir affranchi le Valet de Carreau (en coupant le Roi), Hamman a tiré l'As de Trèfle avec l'espoir que la dame du Roi se permettrait de faire un Pique, quatre Carreaux (dont une coupe), deux Trèfles et cinq Trèfles. Malheureusement le Roi de Trèfle ne tomba pas, et Ham-

man, après avoir joué le Valet de Carreau (pour défausser un de ses Piques perdants), coupa le quatrième Carreau (pour défausser un de ses Piques perdants), coupa le quatrième Carreau (sans risque d'être surcoupé par le petit 4 de Trèfle), puis il joua le 10 de Cœur maître. Ouest dut couper et se faire surcouper par le 8 de Trèfle (l'agonie d'Ouest). Ensuite Hamman défaussa son dernier Pique sur le 5 de Carreau affranchi, tandis qu'Est n'eut d'autre ressource que de couper avec le Roi de Trèfle ou de défausser un Cœur pour retarder son agonie...

PROGRÈS A LA CARTE

Dans les annonces, les progrès ont été importants depuis que Culbertson, en 1930, avait établi les grands principes du bridge moderne. En revanche le jeu de la carte avait déjà atteint un haut niveau. Voici par exemple le type d'exercice proposé en 1940 dans la revue *Bridge World* par l'expert John Stablein.

♠ 10 7 5 3
♥ D 9 3
♦ D 10
♣ A 8 6 2

♠ A R 6 2
♥ 4 2
♦ 9 7 5 4 3 2
♣ 3

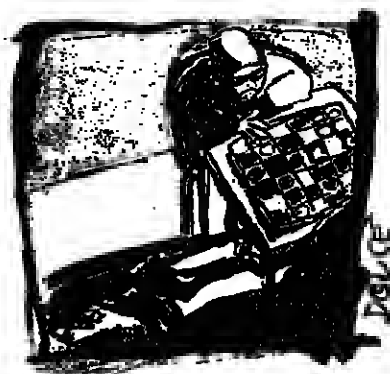
♠ D V 9 8
♥ 7 6 5
♦ 8 6
♣ R D V 9

♠ 4
♥ A R V 10 8
♦ A R V
♣ D 10 7 5 4

Ann. : S. don. E-O. vuln.

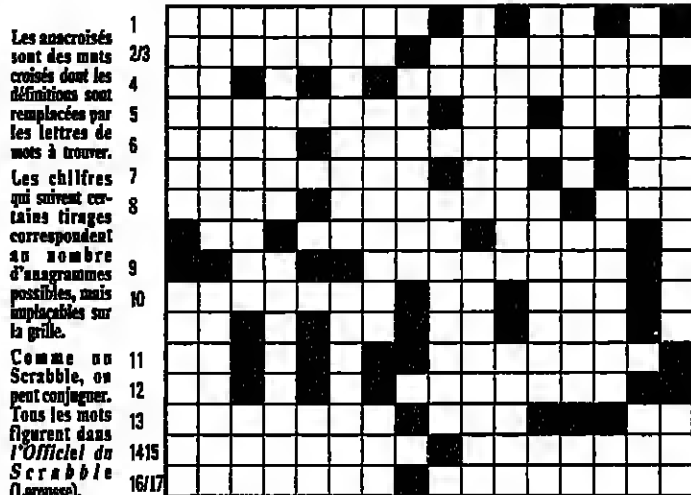
Ouest a entamé le Roi de Pique sur lequel Est a fourni la Dame. Ouest a continué avec le 2 de Pique pour le 5 et le 8 d'Est. Comment Stablein propose-t-il de gagner QUATRE CARRES contre toute défense ?
Note sur les enchères
La main de Sud doit être évaluée à au moins 18 points, mais Sud doit se contenter de dire « 3 Carres » (et 000 pas « 4 Carres ») sur « 2 Carres », car Nord peut avoir donné une « préférence » à Cœur avec 5 points seulement...

Philippe Bruguon



Anacroisés (R)

n° 774



HORIZONTALEMENT

1. CEEGLOO. - 2. ALOORS. - 3. CEEEST. - 4. EILLOOT. - 5. ILLINOSS. - 6. AINSSZ. - 7. EILNRT. - 8. AEEHNR. - 9. EIPRTU. - 10. DEEOPS. - 11. ABEILLR (+ 3). - 12. AAELO. - 13. ABEILLR (+ 3). - 14. AAELO. - 15. EGIIRRU. - 16. KEINTZ. - 17. EEMOSTT (+ 1).

VERTICALEMENT

18. EIKMOSS. - 19. AALRSV. - 20. ACELOSS (+ 1). - 21. EHSSTU. - 22. AEEGLT (+ 3). - 23. CELLOSS. - 24. DELNOTU. - 25. ABEGINNO. - 26. AELMNR (+ 1). - 27. ACEINNO. - 28. EINNOSS. - 29. EENOPSS (+ 1). - 30. CEIORS (+ 2). - 31. CEEPRRU. - 32. AAEHNR. - 33. AHSRZ. - 34. AEIRST (+ 13). - 35. AEEGNT (+ 2). - 36. BEILLR (+ 1). - 37. EEEILLR. - 38. CEINNOU.

SOLUTION DU N° 773

1. SPORTIVE. 2. SOUTANE (NOUVEAU). 3. ENECTE. 4. POLYLUENT. 5. GARNIAL. 6. IMITATIF. 7. GENOISES (SIEGEONS SOI-

GNEEL. - 8. TREPIDAI (RAPIOTTE). - 9. SARDINE (DRAINES...). - 10. TOURE (OURDIE RUDE). - 11. NUPITAL. - 12. TRACHEE (TARE ACHETER CHATREE RACHETE). - 13. TURINOISE. - 14. NOIRATRES (ROTARIENS...). - 15. OSSETE. - 16. RAPIERE (PIERRA RAPIERE REPERAI). - 17. SIEENT (ETEINS SENTIE). - 18. ETRUSQUE (QUESTEUR QUESTURE QUESTEURS TRUQUES). - 19. SAPRISTIL. - 20. STENOPE (EPONTES PENTOSE PONTES). - 21. OLLAIRE (qualité une pierre tendre utilisée en poterie). - 22. OPALISER (POIERAIS...). - 23. PEUCIRE. - 24. TOULAOI (ruite d'eau douce). - 25. HIATUS. - 26. TAORNE (AOCRENT OETRONA ERODANT TORNADE). - 27. VENTILA (NIVELAT VENTIL). - 28. AETHUSAS. - 29. SETACES (ASCETES). - 30. OCARINA. - 31. GALLILEE (NIELLAGE). - 32. ORTOLAN. - 33. TENICOE. - 34. COPINE (PIONCE). - 35. ROISSIE. - 36. NOTALIENT (ETONNAIT). - 37. ECUISSE (SCIEUSE). - 38. CICE-RONE

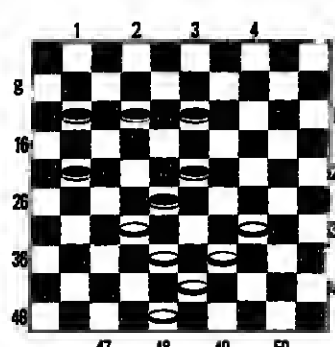
Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

n° 460

LE COIN DU DÉBUTANT

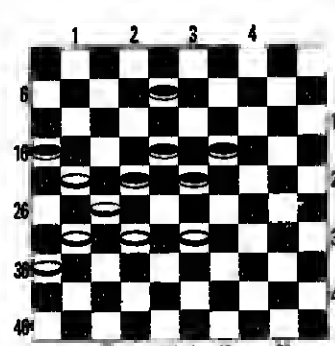
Le coup du chassé-croisé : se définit par une double action sur une case occupée par un pion adverse. On chasse ce pion puis, sur la case où il était présent, on procède à un sacrifice, second temps du mouvement tactique.



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 39-33 (28-30) 32-28 (23-32) 38-9, +.

Exemple d'application : pour tester leur capacité de vision, les débutants découvriront une source de plaisir en trouvant le gain par eux-mêmes, ou en ne se reportant à la solution qu'après un temps de recherche plus ou moins long.

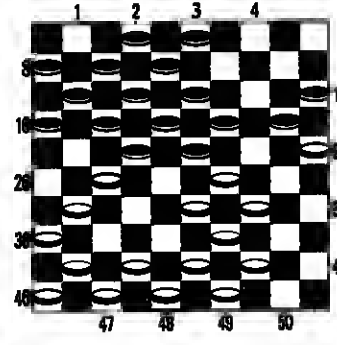


Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 33-28 (22-33) 32-28 (la petite finesse que ne déclaraient pas bien de nouveaux amateurs) (33-22, a) 21-17 (22-11) 27-21 (16-27) 31-2, dame et +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Suikerdantoumool, 1975 (Amsterdam). Coup de dames effectué par le maître français Rabatel avec les Noirs, face au maître ivoirien Sangaré.



16 pions noirs.

16 pions blancs.

Sur cette attaque, les Noirs répliquèrent (19-24) 23-14 (24-30) 34-25 (23-34) 39-30 (16-21) 27-16 (22-27) 31-22 (17-50) et les Noirs parvinrent au gain au cinquante et unième temps.

SOLUTION DU PROBLÈME N. RISO (1964)

Blancs : dames à 2 et 3, pion à 22.

Noirs : pions à 33 et 40.

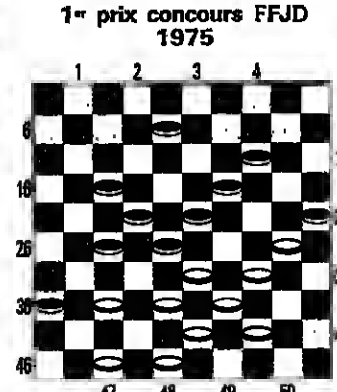
2-35!! (40-45) 2-11 (33-38, a, b) 11-6!! (38-42) 35-49!! les Noirs sont mat. Splendide!

a) (33-39) 11-6!! (45-50, al) 35-40 (50-45) 40-1 (45-50) 1-29 (33-24) 22-17, etc., +. Splendide!

al) (39-43) 35-49, +.

b) (45-50) 35-40, etc., comme dans les variantes ci-dessus.

PROBLÈME F. PEREZ

1^{er} prix concours FFJD 1975

10 pions noirs.

10 pions blancs.

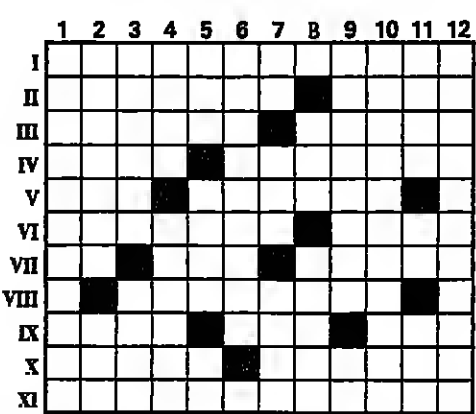
Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 773



HORIZONTALEMENT

1. Pompiers universels. - II. On la trouve dans la « recherche ». Pour trouver la paix des profondeurs. - III. Mis le poids nécessaire. L'un des sept de Tokyo. - IV. Nous enrichit trop rarement. Donné pour vrai. - V. Quand on Ta, plus de problème. Donnent ainsi du brillant, et ce n'est pas rien. - VI. Améliore le plat. Respectable quand il est licite. - VII. En litre. Vraiment légère ici. On y souffle, ou elle est plantée. - VIII. On l'a prise à genoux. - IX. Toujours plus haut, ou devant. Sujet. Indien. X. Utile pour purifier. Pour s'installer, il creuse le gruit. - XI. Ce que font les hommes du I.

VERTICALEMENT

1. Il se veut le bras armé du I. - 2. Huile. Sur un promontoire. - 3. L'agitation y est, hélas, endémique. Également. - 4. Son pays lui aura survécu. Nie ou devient sourd à toute raison. - 5. Ruine. Vous brise parfois. Note inversée. - 6. Un numéro unique

et irremplaçable. - 7. Mirent un temps l'Europe à genoux. On a parlé de son curd, autrefois. Griffe inversée. - 8. Plaisir. Brûlé par le gel. - 9. Peut convaincre les foules. En rose. - 10. Rapporte. - 11. Va piano. Pronom. Béquille. - 12. Révotement.

SOLUTION DU N° 772

Horizontalement

I. Nan-engagement. - II. Adipeux. Emir. - III. Pierre. Rumin. - IV. Hé. l'invest. - V. Tussor. Ol. Esa. - VI. Az. Sienne. Ta. - VII. Bien. Encas. - VIII. Ignor. Vole. - IX. Ni. Née. Ecoulé. - X. Endossaires.

Verticalement

1. Naphthaline. - 2. Odieux. Gin. - 3. Née. Sein. - 4. Epris. Lino. - 5. Nervosité. - 6. Guerriers. - 7. As. ENO. - 8. Gernan. Net. - 9. Usine. Ca. - 10. Mème. Envol. - 11. Emise. Car. - 12. Min. Stalle. - 13. Tracassés.

François Dorlet

Echecs

n° 1546

TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES

Madrid, 1993

Blancs : V. ANAND (Inde).

Noirs : F. ZETA (Espagne).

Défense moderne.

Système technique.

1. 64 46 14. Cg-e2 C7
2. 64 C6 15. Cg3 Fg4 (h)
3. C3 16. Rf3 (g) 45 (h)
4. (h) 17. Rf3 (g) Fd1
5. Fd3 (d) F7 (h) 18. Cd1 Fd6 (d)
6. Dd2 19. Dd8 C8 (e)
7. 7-8-4 20. Dd8 (e) D7 (e)
8. g4 (h) 21. Rf3 (g) D7 (e)
9. Dd4 22. g4 (h) 23. g4 (h)
10. 65 C8 24. Tg1 R8 (d)
11. 64 D5 25. Fd7 (h) Td7 (h)
12. a3 26. Fd7 (h) C7 (g)
13. 64 F5 27. Fd7 (h) a3 (a)

NOTES

a) Une rareté dans la « défense Pirce » qui ressemble le plus souvent à une « défense est-indienne » après 3... g6 et 4... Fg7, à cette différence près que les Blancs n'ont pas joué c2-c4. On peut aussi rencontrer la continuation 3... e5, plus solide qu'il ne semble si les Blancs échangent les D par 4... dxe5, dxe5 : 5. dxd8+ : Rxd8 : 6. Cc3, Fd6 : 7. Fg5, Fd6 : 8.0-0, Cd7 : 9. Fb5, Rg8. Après 3... e5 la réponse 4. F3 paraît la plus appropriée : 4... Fd7 (ou 4... e4) : 5. Dxd4, Cg6 : 6. Fb5, Fd7 : 7. Fd3, 0-0 : 8. Fxg6, bxc6 avec du contre-jeu pour les Noirs ; 5. Fd3, 0-0 : 6. Dd2, c6 : 7. Cg-e2, h5 : 8. a3, Cb-d7 :

9. g4! Cb6 : 10. Cg3, e4d4 : 11. Fxd4, d5 : 12.0-0-0, dxe4 : 13. Cx64, Cb4 : 14. Cx64, Fd6 : 15. Df4, Dd8 : 16. Fd5, Dd7 : 17. g5, Td8 : 18. Cb6, Rg8 (si 18... gxf6, 19. gxf6 : Txd1 : 20. Rxd1, Fd8 : 21. Tg1, Rg8 : 22. Dg5) : 19. Fd3, Cd5 : 20. Oe4, a5 (ou 20... b6 : 21. Dd4, Cf6 : 22. gxf6, Txd3 : 23. Txd3, gxf6 : 24. Dd4, fxe5 : 25. Dxd6+, Rg8 : 26. Tg1+) : 21. Dxd7 mat (Chandler-Wabls, Novi Sad, 1990).

b) Ou 4... Fd5 : 5. Fd3, e5 : 6. Cc3, Fg4 : 7. Fd3, Cb-d7 (Chevalier-Krasenkov, Capelle La Grande, 1992 et Smirnov - Beim, Tel-Aviv, 1992).

c) 4... b5 : 4... g6 et 4... Dd6 sont aussi à envisager.

d) Probablement supérieur à 5. dxe5, dxe5 : 6. Dxd8+ : Rxd8 : 7. Fd4, Rg8 (si 7... Fd6 : 8. Fxg6 : 9. Cd1 suivi de Cc3 et de Cg4) : 8. Cg-e2, Cb-d7 : 9. a4, a5 : 10. g4, Cg5 : 11. b4, Fd6 : 12. Fxg6, fxe6 : 13. h5! avec avantage aux Blancs, Voudassine - Hodgson, 1992).

e) Après 5... e4d4 : 6. Dxd4 les Blancs roquent du grand côté et attaquent par g2-g4. Si 5... Cb-d7 : 6. Cg-e2, d5 : 7. e4d5! et si 5... Dd6 : 6. a3 et 7. Dd2.

f) Sur chaque aile, une bataille s'engage visant au mat.

g) Cet échange central est discutable dans la mesure où il n'améliore en rien la position des Noirs. D'autre part, la chaîne 8... b4 : 9. Cg-e2, Da5 (si 9... e4d4 : 10. Cxd4 et les Blancs sont mieux) : 10. a3 ou 10. Rb1, Fd6 : 11. Cg1 est toujours favorable aux Blancs.

h) Si 12... c5 : 13. Dd2, b4 : 14. Cd5,

i) Si 15... Cc6 : 16. Dd2, Fg4 : 17. Fd2.

j) Le grand maître indien s'empare de l'initiative au prix d'une qualité!

k) Si 16... Fxd1 : 17. Dd4! menaçait le pion b7 et le Fd7. A) 17... Fd8 ? : 18. Dxd7+ : Rf7 : 19. Fg6+ : Rg6 : 20. Fxg6 : Rf7 : 21. Dg5+ : Rf7 : 22. Dg5+ : Rf7 : 23. Dg5+ : Rf7 : 24. Dg5+ : Rf7 : 25. Dg5+ : Rf7 : 26. Dg5+ : Rf7 : 27. Dg5+ : Rf7 : 28. Dg5+ : Rf7 : 29. Dg5+ : Rf7 : 30. Dg5+ : Rf7 : 31. Dg5+ : Rf7 : 32. Dg5+ : Rf7 : 33. Dg5+ : Rf7 : 34. Dg5+ : Rf7 : 35. Dg5+ : Rf7 : 36. Dg5+ : Rf7 : 37. Dg5+ : Rf7 : 38. Dg5+ : Rf7 : 39. Dg5+ : Rf7 : 40. Dg5+ : Rf7 : 41. Dg5+ : Rf7 : 42. Dg5+ : Rf7 : 43. Dg5+ : Rf7 : 44. Dg5+ : Rf7 : 45. Dg5+ : Rf7 : 46. Dg5+ : Rf7 : 47. Dg5+ : Rf7 : 48. Dg5+ : Rf7 : 49. Dg5+ : Rf7 : 50. Dg5+ : Rf7 : 51. Dg5+ : Rf7 : 52. Dg5+ : Rf7 : 53. Dg5+ : Rf7 : 54. Dg5+ : Rf7 : 55. Dg5+ : Rf7 : 56. Dg5+ : Rf7 : 57. Dg5+ : Rf7 : 58. Dg5+ : Rf7 : 59. Dg5+ : Rf7 : 60. Dg5+ : Rf7 : 61. Dg5+ : Rf7 : 62. Dg5+ : Rf7 : 63. Dg5+ : Rf7 : 64. Dg5+ : Rf7 : 65. Dg5+ : Rf7 : 66. Dg5+ : Rf7 : 67. Dg5+ : Rf7 : 68. Dg5+ : Rf7 : 69. Dg5+ : Rf7 : 70. Dg5+ : Rf7 : 71. Dg5+ : Rf7 : 72. Dg5+ : Rf7 : 73. Dg5+ : Rf7 : 74. Dg5+ : Rf7 : 75. Dg5+ : Rf7 : 76. Dg5+ : Rf7 : 77. Dg5+ : Rf7 : 78. Dg5+ : Rf7 : 79. Dg5+ : Rf7 : 80. Dg5+ : Rf7 : 81. Dg5+ : Rf7 : 82. Dg5+ : Rf7 : 83. Dg5+ : Rf7 : 84. Dg5+ : Rf7 : 85. Dg5+ : Rf7 : 86. Dg5+ : Rf7 : 87. Dg5+ : Rf7 : 88. Dg5+ : Rf7 : 89. Dg5+ : Rf7 : 90. Dg5+ : Rf7 : 91. Dg5+ : Rf7 : 92. Dg5+ : Rf7 : 93. Dg5+ : Rf7 : 94. Dg5+ : Rf7 : 95. Dg5+ : Rf7 : 96. Dg5+ : Rf7 : 97. Dg5+ : Rf7 : 98. Dg5+ : Rf7 : 99. Dg5+ : Rf7 : 100. Dg5+ : Rf7 : 101. Dg5+ : Rf7 : 102. Dg5+ : Rf7 : 103. Dg5+ : Rf7 : 104. Dg5+ : Rf7 : 105. Dg5+ : Rf7 : 106. Dg5+ : Rf7 : 107. Dg5+ : Rf7 : 108. Dg5+ : Rf7 : 109. Dg5+ : Rf7 : 110. Dg5+ : Rf7 : 111. Dg5+ : Rf7 : 112. Dg5+ : Rf7 : 113. Dg5+ : Rf7 : 114. Dg5+ : Rf7 : 115. Dg5+ : Rf7 : 116. Dg5+ : Rf7 : 117. Dg5+ : Rf7 : 118. Dg5+ : Rf7 : 119. Dg5+ : Rf7 : 120. Dg5+ : Rf7 : 121. Dg5+ : Rf7 : 122. Dg5+ : Rf7 : 123. Dg5+ : Rf7 : 124. Dg5+ : Rf7 : 125. Dg5+ : Rf7 : 126. Dg5+ : Rf7 : 127. Dg5+ : Rf7 : 128. Dg5+ : Rf7 : 129. Dg5+ : Rf7 : 130. Dg5+ : Rf7 : 131. Dg5+ : Rf7 : 132. Dg5+ : Rf7 : 133. Dg5+ : Rf7 : 134. Dg5+ : Rf7 : 135. Dg5+ : Rf7 : 136. Dg5+ : Rf7 : 137. Dg5+ : Rf7 : 138. Dg5+ : Rf7 : 139. Dg5+ : Rf7 : 140. Dg5+ : Rf7 : 141. Dg5+ : Rf7 : 142. Dg5+ : Rf7 : 143. Dg5+ : Rf7 : 144. Dg5+ : Rf7 : 145. Dg5+ : Rf7 : 146. Dg5+ : Rf7 : 147. Dg5+ : Rf7 : 148. Dg5+ : Rf7 : 149. Dg5+ : Rf7 : 150. Dg5+ : Rf7 : 151. Dg5+ : Rf7 : 152. Dg5+ : Rf7 : 153. Dg5+ : Rf7 : 154. Dg5+ : Rf7 : 155. Dg5+ : Rf7 : 156. Dg5+ : Rf7 : 157. Dg5+ : Rf7 : 158. Dg5+ : Rf7 : 159. Dg5+ : Rf7 : 160. Dg5+ : Rf7 : 161. Dg5+ : Rf7 : 162. Dg5+ : Rf7 : 163. Dg5+ : Rf7 : 164. Dg5+ : Rf7 : 165. Dg5+ : Rf7 : 166. Dg5+ : Rf7 : 167. Dg5+ : Rf7 : 168. Dg5+ : Rf7 : 169. Dg5+ : Rf7 : 170. Dg5+ : Rf7 : 171. Dg5+ : Rf7 : 172. Dg5+ : Rf7 : 173. Dg5+ : Rf7 : 174. Dg5+ : Rf7 : 175. Dg5+ : Rf7 : 176. Dg5+ : Rf7 : 177. Dg5+ : Rf7 : 178. Dg5+ : Rf7 : 179. Dg5+ : Rf7 : 180. Dg5+ : Rf7 : 181. Dg5+ : Rf7 : 182. Dg5+ : Rf7 : 183. Dg5+ : Rf7 : 184. Dg5+ : Rf7 : 185. Dg5+ : Rf7 : 186. Dg5+ : Rf7 : 187. Dg5+ : Rf7 : 188. Dg5+ : Rf7 : 189. Dg5+ : Rf7 : 190. Dg5+ : Rf7 : 191. Dg5+ : Rf7 : 192. Dg5+ : Rf7 : 193. Dg5+ : Rf7 : 194. Dg5+ : Rf7 : 195. Dg5+ : Rf7 : 196. Dg5+ : Rf7 : 197. Dg5+ : Rf7 : 198. Dg5+ : Rf7 : 199. Dg5+ : Rf7 : 200. Dg5+ : Rf7 : 201. Dg5+ : Rf7 : 202. Dg5+ : Rf7 : 203. Dg5+ : Rf7 : 204. Dg5+ : Rf7 : 205. Dg5+ : Rf7 : 206. Dg5+ : Rf7 : 207. Dg5+ : Rf7 : 208. Dg5+ : Rf7 : 209. Dg5+ : Rf7 : 210. Dg5+ : Rf7 : 211. Dg5+ : Rf7 : 212. Dg5+ : Rf7 : 213. Dg5+ : Rf7 : 214. Dg5+ : Rf7 : 215. Dg5+ : Rf7 : 216. Dg5+ : Rf7 : 217. Dg5+ : Rf7 : 218. Dg5+ : Rf7 : 219. Dg5+ : Rf7 : 220. Dg5+ : Rf7 : 221. Dg5+ : Rf7 : 222. Dg5+ : Rf7 : 223. Dg5+ : Rf7 : 224. Dg5+ : Rf7 : 225. Dg5+ : Rf7 : 226. Dg5+ : Rf7 : 227. Dg5+ : Rf7 : 228. Dg5+ : Rf7 : 229. Dg5+ : Rf7 : 230. Dg5+ : Rf7 : 231. Dg5+ : Rf7 : 232. Dg5+ : Rf7 : 233. Dg5+ : Rf7 : 234. Dg5+ : Rf7 : 235. Dg5+ : Rf7 : 236. Dg5+ : Rf7 : 237. Dg5+ : Rf7 : 238. Dg5+ : Rf7 : 239. Dg5+ : Rf7 : 240. Dg5+ : Rf7 : 241. Dg5+ : Rf7 : 242. Dg5+ : Rf7 : 243. Dg5+ : Rf7 : 244. Dg5+ : Rf7 : 245. Dg5+ : Rf7 : 246. Dg5+ : Rf7 : 247. Dg5+ : Rf7 : 248. Dg5+ : Rf7 : 249. Dg5+ : Rf7 : 250. Dg5+ : Rf7 : 251. Dg5+ : Rf7 : 252. Dg5+ : Rf7 : 253. Dg5+ : Rf7 : 254. Dg5+ : Rf7 : 255. Dg5+ : Rf7 : 256. Dg5+ : Rf7 : 257. Dg5+ : Rf7 : 258. Dg5+ : Rf7 : 259. Dg5+ : Rf7 : 260. Dg5+ : Rf7 : 261. Dg5+ : Rf7 : 262. Dg5+ : Rf7 : 263. Dg5+ : Rf7 : 264. Dg5+ : Rf7 : 265. Dg5+ : Rf7 : 266. Dg5+ : Rf7 : 267. Dg5+ : Rf7 : 268. Dg5+ : Rf7 : 269. Dg5+ : Rf7 : 270. Dg5+ : Rf7 : 271. Dg5+ : Rf7 : 272. Dg5+ : Rf7 : 273. Dg5+ : Rf7 : 274. Dg5+ : Rf7 : 275. Dg5+ : Rf7 : 276. Dg5+ : Rf7 : 277. Dg5+ : Rf7 : 278. Dg5+ : Rf7 : 279. Dg5+ : Rf7 : 280. Dg5+ : Rf7 : 281. Dg5+ : Rf7 : 282. Dg5+ : Rf7 : 283. Dg5+ : Rf7 : 284. Dg5+ : Rf7 : 285. Dg5+ : Rf7 : 286. Dg5+ : Rf7 : 287. Dg5+ : Rf7 : 288. Dg5+ : Rf7 : 289. Dg5+ : Rf7 : 290. Dg5+ : Rf7 : 291. Dg5+ : Rf7 : 292. Dg5+ : Rf7 : 293. Dg5+ : Rf7 : 294. Dg5+ : Rf7 : 295. Dg5+ : Rf7 : 296. Dg5+ : Rf7 : 297. Dg5+ : Rf7 : 298. Dg5+ : Rf7 : 299. Dg5+ : Rf7 : 300. Dg5+ : Rf7 : 301. Dg5+ : Rf7 : 302. Dg5+ : Rf7 : 303. Dg5+ : Rf7 : 304. Dg5+ : Rf7 : 305. Dg5+ : Rf7 : 306. Dg5+ : Rf7 : 307. Dg5+ : Rf7 : 308. Dg5+ : Rf7 : 309. Dg5+ : Rf7 : 310. Dg5+ : Rf7 : 311. Dg5+ : Rf7 : 312. Dg5+ : Rf7 : 313.

